

LA MUTUALITÉ AGRICOLE

chez les

Indigènes d'Algérie



THÈSE POUR LE DOCTORAT

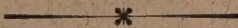
Présentée et soutenue le 3 Juin 1935, à 14 heures

PAR

Roger RICHARDOT

Président : M. MAUNIER, Professeur.

Suffragants { *M. NOGARO, Professeur.*
M. OUALID, Professeur.



PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais - Palais Royal

1935

THE JOURNAL OF AGRICULTURE

Vol. 10

THE JOURNAL OF AGRICULTURE

Published by the Agricultural Society of the State of New York

ALBANY

Published by the Agricultural Society of the State of New York

Published by the Agricultural Society of the State of New York

LA MUTUALITÉ AGRICOLE

chez les

Indigènes d'Algérie

LA MUTUALITÉ AGRICOLE

chez les

Indigènes d'Algérie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 Juin 1935, à 14 heures

PAR

Roger RICHARDOT

Président : M. MAUNIER, Professeur.
Suffragants { *M. NOGARO, Professeur.*
 { *M. OUALID, Professeur.*

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais - Palais Royal

1935

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

I

Il est de pratique courante de donner quelques précisions concernant les motifs qui ont poussé au choix du sujet étudié. Cette pratique présente deux grands avantages d'ordre méthodique : d'abord elle permet bien des fois de trouver l'introduction la plus judicieuse, ensuite elle place les matières contenues dans l'ouvrage sur un plan plus élevé, elle situe dans un plus vaste climat l'objet quelquefois très limité de la thèse envisagée, elle fixe le lecteur sur la portée et l'importance du travail entrepris.

Nous ne manquerons pas de nous conformer à cet usage. Il nous semble néanmoins utile de donner auparavant quelques précisions concernant le titre de notre travail.

C'est qu'il est en effet logique de définir notre sujet, de bien faire comprendre quel est son domaine, avant de donner les raisons qui nous l'ont fait adopter. Après quoi nous indiquerons le plan sur lequel nous nous sommes arrêtés pour faire le tour complet de « La MUTUALITÉ AGRICOLE CHEZ LES INDIGÈNES D'ALGÉRIE ».

Le titre pour lequel nous nous sommes définitivement décidés a le mérite d'être assez succinct, mais il n'est pas suffisamment complet. En effet il nécessite de notre part quelques explications concernant les trois mots capitaux de :

« mutualité », « agricole » et « indigène ».

A. — En droit, chaque mot a une signification très précise, et il en va du mot mutualité comme de tous les autres termes

juridiques. Ce sens doctrinal du mot mutualité, nous l'appellerons l'acception *stricto sensu*. Quant à nous — et il importait de le signaler dès le début — nous admettons de la mutualité une application beaucoup plus large.

Il ressort d'ouvrages doctrinaux et notamment d'une étude de M. A. Deschamps intitulée « Les caractères juridiques fondamentaux de la mutualité », que la mutualité présente à l'analyse deux caractères essentiels dont l'un est corollaire de l'autre. Ces deux caractères sont : l'assurance ;

la gratuité.

La mutualité est une forme d'assurance. Or l'esprit conçoit facilement qu'il peut exister des sociétés d'assurance mutuelle contre tous les risques ; ces différentes sociétés existent en fait mais ne peuvent être désignées par l'appellation générale de mutualité qui est réservée aux « sociétés de secours mutuels ». Ces sociétés de secours mutuels, ou encore cette mutualité (*stricto sensu*) sont des sociétés d'assurance mutuelle contre les risques relatifs à la vie de l'homme. Ces risques peuvent être divisés en trois grandes catégories : maladie, accidents, invalidité et vieillesse.

Ce genre d'assurance va même jusqu'à pourvoir dans certains cas aux frais de mise en bière et d'enterrement.

Par ce caractère d'assurance la mutualité est nettement séparée de l'assistance. On se fait un mutualiste pour ne pas risquer de devenir un assisté. La mutualité est un contrat générateur de droits et d'obligations ; on ne trouve pas pareille base juridique dans l'assistance.

Au nombre des obligations imposées au mutualiste, il y a celle de verser régulièrement ses cotisations. En échange, il aura droit à une prestation déterminée par le but que chaque mutualiste poursuit : l'un pourra se faire soigner, l'autre touchera pendant sa maladie une indemnité plus ou moins forte, — l'un aura ses vieux jours assurés, l'autre mourra avec la certitude d'un enterrement décent. Mais toutes ces prestations reçues en échange des cotisations sont reçues gratuitement, et c'est là le deuxième caractère de la mutualité *stricto sensu* qui la différencie de la coopération.

Nous nous expliquons par un exemple : des consommateurs se réunissent pour créer une coopérative d'achat, ils n'ont qu'un but : celui de dépenser moins en achetant, d'éviter les intermédiaires, les frais généraux ; ils payent, malgré leurs cotisations, mais l'ensemble des ristournes obtenues sur les denrées achetées dépasse de beaucoup l'importance des cotisations. Ils réalisent de ce fait une économie.

Des mutualistes au contraire se réunissent et versent une cotisation pour pouvoir être soignés en cas de maladie. Leur but n'est pas de payer moins cher un médecin attaché à la société, mais bien d'avoir gratuitement les soins d'un homme de l'art.

Cette distinction entre mutualité et coopération peut paraître sans intérêt. Cependant elle a une grande importance en ce qui concerne les pharmacies. En effet, aux termes de la loi du 1^{er} avril 1898, seules les sociétés de secours mutuels — et non pas les coopératives, — peuvent avoir des pharmacies gérées par un pharmacien diplômé, à la condition que ces pharmacies soient bien mutualistes, c'est-à-dire que les médicaments qui y sont distribués le soient gratuitement.

Or si nous anticipons un peu sur la suite de nos développements, nous constatons que les sociétés qui nous occupent le plus sont les sociétés dites « de prévoyance, de secours et de prêts mutuels d'Algérie ». Un des buts essentiels de ces sociétés est de fournir aux agriculteurs qui en sont membres un crédit plus avantageux que le crédit bancaire, — mais non pas un crédit gratuit, ou si l'on veut des avances remboursables sans intérêt. Et dès lors le caractère de gratuité reconnu comme indispensable pour constituer la mutualité stricto sensu fait défaut. Par ailleurs, il ne s'agit pas du tout d'assurances contre les risques relatifs à la vie de l'homme.

Force va donc nous être soit d'élargir le concept de mutualité, soit de baptiser l'ensemble des questions que nous voulons étudier d'un autre nom.

A vrai dire, nous n'avons pas trouvé de mot correspondant exactement au domaine but de nos investigations. Le terme « coopération » pêche car nos sociétés s'occupent aussi de se-

cours et de prévoyance (1). Le terme « syndicalisme » pêche parce que dans tout syndicat il y a en plus de la défense d'intérêts professionnels la recherche d'un gain ou d'un profit matériel ; or nos sociétés ne s'intéressent pas à la défense d'intérêts professionnels et ne recherchent souvent de profit que dans le domaine moral.

Il nous restait donc les termes de solidarité, d'entraide. Ces deux termes cadraient mieux avec nos idées, ils avaient une acception assez générale pour englober à la fois des institutions à base de mutualité stricto sensu et des institutions à base de coopération.

Si cependant nous avons définitivement opté pour « mutualité », c'est que le mot de mutuel revient à chaque instant dans le nom même des institutions qui nous occupent, et c'est ainsi que pour mettre dès lors à l'abri d'une erreur le lecteur trop pénétré de doctrine juridique, nous proposons, de la mutualité telle que nous l'entendons, la définition suivante :

« Il y a mutualité toutes les fois qu'une institution, d'initiative privée ou publique, a pour but d'organiser au profit d'ayants-droit solidaires une lutte contre les risques, dangers ou fléaux qui guettent leur activité, et une aide efficace pour mener à bien leurs entreprises. » Cette lutte solidaire, cette aide efficace que nous envisageons pourront aussi bien être réalisées par l'assu-

(1) M. Boyer-Banse dans son travail intitulé « La coopération agricole en Algérie » écrit : « La coopération est l'organisation en commun d'une entreprise de production par ceux qui sont appelés à utiliser ses services ou à lui fournir leur travail. Entre les deux termes de coopération et de mutualité la nuance est insignifiante ».

Nous ne sommes pas complètement de l'avis de M. Boyer-Banse. La coopération telle qu'il la définit c'est la coopération agricole, la coopération de production, — et la mutualité telle qu'il la conçoit, c'est une mutualité lato sensu. Mais alors la mutualité comporte dans ce sens des organismes tout à fait étrangers à la coopération, et s'il est vrai de dire que la coopération est mutualité, il n'est plus exact d'affirmer qu'entre la coopération et la mutualité la nuance est insignifiante, car la mutualité n'est pas que coopération ; elle peut être aussi assistance, secours, prévoyance. Et si nous connaissons des coopératives d'achat, de vente, de transformation des produits, de crédit, d'assurance, nous ne connaissons pas de coopératives charitables distribuant à leurs membres secours, subventions ou prêts gratuits. Or la mutualité, elle, pourra aussi bien englober dans son activité l'organisation du crédit onéreux, par exemple, que la distribution d'avances remboursables sans intérêt. Voilà pourquoi nous avons préféré le terme de mutualité.

rance mutuelle que par l'épargne, le crédit, la prévoyance, voire même l'éducation, — toutes sortes d'armes puissantes contre la misère, qui cependant ne sont pas à la disposition de la mutualité stricto sensu. En un mot la mutualité lato sensu « c'est l'équipe agricole qui se défend ». (Pasquier-Bronde.)

B. — La mutualité ainsi comprise a un vaste champ d'action. Nous avons voulu le limiter aux seules questions agricoles. Encore faut-il préciser que l'agriculture telle que nous l'entendons comprend la culture proprement dite et la culture pastorale ou élevage. Il est toute une partie de la population algérienne, ainsi que nous le verrons un peu plus loin, qui ne vit que par ses troupeaux ; les problèmes qu'elle soulève trouveront une place dans nos développements.

C. — Enfin la mutualité agricole dans une colonie, donc en Algérie, intéresse deux grandes catégories d'ayants-droits possibles, soulève par conséquent deux grandes séries de questions suivant qu'elle s'adresse aux Européens que nous appellerons aussi les colons, ou aux indigènes que nous appellerons aussi les fellahs ; nous ne retenons que le problème indigène. Mais nous voulons noter tout de suite, — et le mot de fellah le laisse sous-entendre, — que nous nous attacherons surtout aux questions qui intéressent le petit cultivateur, le modeste agriculteur. Il va sans dire qu'il existe de grands propriétaires indigènes. Pour eux, le problème est sensiblement le même que celui qui intéresse les Européens, il est par conséquent beaucoup moins dans notre sujet.

Si par conséquent nous reprenons notre définition de la mutualité pour la compléter, nous voyons que nous intéressent « toutes les institutions, d'initiative privée ou publique, qui ont pour but d'organiser solidairement au profit des cultivateurs ou éleveurs indigènes d'Algérie une lutte contre les risques, dangers ou fléaux qui guettent leur activité, et une aide efficace pour mener à bien leur entreprise ».

De l'ensemble si vaste des matières juridiques, nous avons isolé bénévolement un sujet. Par quoi avons-nous été guidés dans notre choix ? Ou, pour reprendre sous une autre forme

la même question, quel est l'intérêt, l'importance, la portée du travail que nous avons entrepris ? C'est ce que nous allons montrer dans la deuxième partie de notre introduction, en développant quelques-unes des idées générales que nous inspire notre sujet en tant que question algérienne, question indigène et question agricole.

II

Depuis quelques années, les questions coloniales sont à l'ordre du jour. La France en particulier prend conscience de son importance en matière de colonisation. L'opinion publique, réveillée par les grandioses manifestations des expositions de Marseille et du Bois de Vincennes, tenue en haleine par de récents troubles et par l'actuelle « Conférence Impériale », s'intéresse aux nombreux débats coloniaux réservés jusqu'alors aux seuls spécialistes, aux seuls initiés. Et voilà que dans toutes les discussions philosophiques, politiques, économiques, le fait colonial a une place de choix.

Lorsque l'on songe qu'à travers les siècles la plupart des peuples ont été tour à tour colonisateurs et colonisés, — que la plupart des pays ont été tour à tour terres colonisées et métropoles colonisatrices, — lorsque l'on sait par ailleurs que ce fait colonial, universel, perpétuel, n'a jamais intéressé qu'une élite très restreinte, la constatation qu'aujourd'hui les colonies et les problèmes qu'elles soulèvent intéressent les masses est pour le moins surprenante.

Notre intention n'est pas de rechercher ici les raisons de cet engouement ; pareil travail serait vraisemblablement au-dessus de nos forces. Mais nous avons voulu prendre part à ce mouvement général qui nous attire d'autant plus que les questions coloniales ont toujours été notre passion. Issus d'une vieille famille algérienne, habitant l'Algérie, nous nous sommes fait de ce pays une véritable patrie. Comment dans ces conditions ne pas lui consacrer notre *thèse* ? Et comment ne pas entreprendre l'étude d'une question indigène au moment où toute l'Afrique du Nord semble secouée d'un frisson spécial, consé-

quence obligatoire des émeutes de Tunisie, de Constantine, de Fez ?

Les récents événements auxquels nous venons de faire allusion n'ont pas été sans soulever de graves problèmes. Mais ils ont surtout attiré l'attention sur les populations soumises à la domination française. Les uns n'ont retenu que les noms des meneurs, la liste de leurs revendications personnelles et les moyens de les satisfaire. D'autres, moins nombreux, ont eu à cœur d'aller beaucoup plus loin dans leurs recherches, se sont penchés sur la masse des indigènes, ont étudié leurs besoins, ont créé en un mot un mouvement de sollicitude vis-à-vis du petit fellah. Nous ne saurions passer sous silence le récent travail d'une équipe de savants à la tête desquels se placent MM. Hoffherr et Morris ; les membres de cette équipe, spécialistes des choses marocaines, ont écrit un livre intitulé : « Revenus et niveaux de la vie indigène au Maroc », dans lequel ils ont prospecté l'état des besoins et la nature des consommations alimentaires et vestimentaires de façon à établir pour les indigènes tant citadins que ruraux, la hiérarchie des budgets. Puis en fonction des revenus et du niveau de la vie chez les indigènes, — et chez les indigènes uniquement, — ils ont envisagé l'orientation économique du Maroc. M. de la Charrière, qui a présenté cet ouvrage dans le Bulletin de l'Afrique Française (juillet 1934) conclut de cette manière : « Quelle sollicitude attentive, quelle sympathie profonde, effective, n'a-t-il pas fallu à tous les membres de cette équipe pour connaître et évaluer l'alimentation d'un Ksourien de Figuig ou pour recueillir les éléments des paragraphes consacrés aux besoins relatifs aux distractions et au confort de nos protégés ? Une enquête d'économie sociale menée par le cœur autant que par l'intelligence. »

C'est à ce mouvement que nous avons voulu modestement nous associer. Il nous est apparu clairement, suivant la forte parole de M. Vignon, qu'en Algérie « la France était condamnée à faire deux fois la conquête : la conquête matérielle d'abord, et la conquête morale ensuite ». La conquête matérielle, on a pu la glorifier pendant les fêtes du centenaire où l'on a évoqué, dans de vibrants discours, les statistiques élogieuses de la popu-

lation, du commerce, des travaux publics et où l'on a insisté sur la « paix française », cette digne émule de la fameuse pax romana.

Quant à la conquête morale, qui consiste surtout dans l'élévation des indigènes jusqu'à nous, il serait souverainement injuste de penser qu'elle n'a pas été entreprise par l'administration française. D'ailleurs, pour qui étudie l'expansion de la France à travers le monde colonial, il est une conclusion qui s'impose : comme toutes les grandes nations colonisatrices, la France peut être taxée d'impérialisme capitaliste, d'impérialisme utilitaire, d'impérialisme matériel, mais il n'en reste pas moins indiscutable que la France a été et demeure le pays de l'impérialisme humanitaire, de l'impérialisme spirituel. Ces deux tendances se confondent et se retrouvent dans les créations de l'administration coloniale, — notamment dans l'administration algérienne. La première tendance, celle qui a donné peut-être un certain caractère d'impureté à toute expansion, à toute conquête coloniale pacifique ou non, a été l'origine : des avantages que donnait la France à ses colons algériens de la première heure, et des profits que la métropole comptait tirer de son nouvel empire nord-africain.

Mais la seconde tendance, déjà visible dans tous les écrits, dans les proclamations du « père Bugeaud », devait immédiatement recouvrir la première. Après la conquête militaire, c'était la conquête morale, d'autant plus urgente que la prospérité de l'Algérie en dépendait. En effet dans ce pays les intérêts des européens et ceux des indigènes sont intimement liés et « jamais la barque n'avancera si les rameurs ne vont pas en cadence ». (Van Vollenhoven).

Ainsi donc nous pouvons inscrire à l'actif de la France de très grands efforts et de très nombreux résultats. Mais nous n'entendons pas affirmer que tout a été fait. Cela dénoterait pour le moins un grand aveuglement. Est-ce à dire que dans cette conquête morale l'administration s'est montrée en dessous de sa tâche, qu'elle a méprisé le plus impérieux de ses devoirs, qu'elle a manifesté une mauvaise volonté répréhensible ?

Loin de nous cette idée. Il nous apparaît en effet comme

insoutenable de taxer les pouvoirs publics de négligence ; et dans la matière qui nous occupe nous verrons que les principales créations de mutualité sont l'œuvre d'une tutelle soucieuse à la fois de l'avenir matériel des indigènes et de leur élévation morale.

Si donc nous lisons dans certains organes de presse à la solde d'agitateurs plus ou moins conscients de leur injustice et de leur ingratitude, de véhémentes polémiques contre la politique indigène suivie jusqu'à ce jour par le gouvernement général de l'Algérie, nous sommes parfaitement convaincus du parti pris des signataires. Et si nous examinons dans « la Voix des Humbles », dans « la Voix Indigène » certaines critiques contre l'activité française en Algérie, nous sommes réellement surpris par la vanité de la querelle épousée.

Dire, par exemple, que la France n'a rien fait en Algérie, puisqu'on peut estimer à 700.000 le nombre d'enfants indigènes d'âge scolaire qui ne peuvent aller à l'école faute de classes construites, c'est affirmer une réalité. Mais tabler sur ce fait pour s'en prendre à l'administration, pour la taxer d'inertie, voire même de cruauté, c'est révéler ou une grande incompréhension de nos sentiments ou un état d'esprit déplorable. L'administration, en effet, est la première à s'apercevoir de ce qui manque encore à l'indigène et sans attendre ces critiques, qui lui viennent généralement d'intellectuels dont elle a favorisé les études, elle a essayé de faire pour le mieux. Ses réalisations, en un siècle, sont telles dans tous les domaines qu'on a pu, en 1930, les glorifier à juste titre.

Et si tout n'est pas encore fait, cela tient d'une part au manque de temps, d'autre part au manque d'argent. Certes, construire 15 à 20.000 classes serait une tâche dont l'importance n'échappe à personne, et les pouvoirs publics n'ont pas attendu qu'on la leur signale. Mais pour construire il faut de l'argent, et nos moyens financiers nous obligent à adopter un rythme assez lent dans la création d'écoles rurales. Les mêmes journaux qui s'impatientent de ne pas voir sortir de terre des écoles toute équipées, ne toléreraient pas, nous n'en doutons pas, que l'on

touche au plafond des impôts. Dans ces conditions, leur polémique nous semble entachée d'une troublante injustice.

Aussi bien nous savons que l'administration algérienne n'a jamais eu qu'un but : s'intéresser au petit, à l'humble, au fellah, le rapprocher de nous en lui indiquant quelques-unes de nos méthodes, le défendre, le guider, l'instruire de manière pratique et réaliste. Alors seulement la barque dont nous avons parlé plus haut ne courra pas le risque de s'arrêter ; elle voguera sûrement vers le grand large, enlevée par des rameurs d'égale force et de style également perfectionné.

Le mouvement en faveur de l'indigène nous apparaît donc comme conforme aux tendances de l'administration et à l'intérêt de l'Algérie. Ce mouvement par ailleurs correspond étroitement au devoir de la France, et ceci pour trois raisons :

— D'abord une raison de justice. Il est en effet équitable, puisque l'Etat fait payer l'impôt aux indigènes, que ces derniers bénéficient des deniers publics pour le moins au prorata de leurs sacrifices. Or, longtemps en Algérie, la situation était paradoxale.

Les indigènes payaient beaucoup d'impôts. En 1888, M. Vignon signale que les indigènes d'Algérie payaient Frs 10,80 d'impôt direct par tête alors que la population était pauvre et produisait peu. Cela tenait à un vice des contributions arabes. Mais ce qui était plus frappant, c'est qu'au même moment, les exploitations agricoles des colons européens étaient exemptes d'impôts et que de plus les dépenses publiques étaient presque exclusivement opérées à leur profit.

De nos jours, la situation n'est plus la même. D'après un travail sérieux et récent, présenté aux délégations financières, l'indigène paie 32 p. 100 des impôts. Cependant il convient de signaler qu'il jouit peu des deniers publics quand il est d'un douar éloigné de toute agglomération et dépourvu de voie de communication, ce qui est le cas de la masse. Aussi estimons-nous qu'il y a là une anomalie à supprimer. Le budget algérien dépense beaucoup pour l'indigène, mais jusqu'à ce jour les ressources n'ont pas permis d'aller jusqu'au fond des douars.

L'aménagement des dépenses publiques devra se faire de plus en plus au profit des mechtas éloignées.

— Ensuite une raison de fraternité. Les indigènes en Algérie sont des métis : ils sont le produit de multiples croisements et on a pu les appeler d'un terme qui a fait fortune : « Les Beni Ramassés ». Or le métissage est une tare, c'est pourquoi l'on peut expliquer que les différents conquérants qui se sont succédés en Afrique du Nord n'aient pas laissé plus de traces chez les autochtones qui sont de ce fait très ignorants, surtout en Algérie. Ils sont de plus indolents. Et c'est ainsi que l'Algérie, ancien grenier à blé, est devenu jusqu'à l'occupation française un pays très pauvre, sur lequel vivaient des populations sous-alimentées.

L'indigène nous apparaît donc comme un être faible, deshérité. Il a besoin d'aide et on ne peut la lui refuser.

— Enfin une raison de conscience. La colonisation n'apporte pas que des droits au colonisateur, qui a l'obligation morale de ne pas spolier une race au profit d'une autre. Certes, il est légitime que, sitôt la conquête terminée, le pays colonisateur songe à faire profiter de son opération ses nationaux. Mais rien n'excuserait l'abandon total des peuples colonisés. Et si en dernière analyse la colonisation doit se terminer par un échec, — s'il peut arriver que le colonisateur soit un jour contraint d'abandonner ses colonies, il le fera certes avec une plus grande satisfaction lorsqu'il n'aura pas à se reprocher la misère d'un peuple entier. Mieux vaut en définitive le coup de pied de la jument bien nourrie que la morsure du loup affamé...

Ainsi, par son côté algérien, donc colonial, par son objet consacré à des questions indigènes, notre sujet trouve sa justification et son importance dans l'*actualité*. Par son côté agricole, il va toucher à l'un des grands problèmes algériens, au plus grand peut-être ; il trouvera alors son importance dans sa *portée économique*.

La question agricole est par excellence la grande question nord-africaine ; l'agriculture, en particulier, est la pierre angulaire de l'économie algérienne et ceci pour deux raisons : le pays est agricole, la population est agricole.

L'Algérie est un pays agricole. Nous ne saurions mieux le prouver que M. A. Bernard qui dans son livre sur l'Algérie écrit : « L'Algérie est un pays essentiellement agricole. Indigènes et Européens vivent presque tous de la terre sous une forme ou sous une autre, directement ou indirectement. Les produits agricoles représentent en volume et en valeur la majeure partie des exportations et c'est l'abondance de la récolte, le prix plus ou moins avantageux des denrées agricoles qui déterminent à leur tour la capacité d'achat des Algériens pour les produits manufacturés. »

Cependant, il importe de préciser que toute l'Algérie n'est pas cultivée, car une grande partie de sa superficie est inutilisable. On peut estimer que les régions plus ou moins utilisables ne dépassent pas au maximum huit millions d'hectares, soit plus de la moitié de la superficie de l'Algérie du Nord. Mais dans les régions arides, il pousse par endroits quelques graminées : elles seront l'occasion pour les populations d'élever des troupeaux de moutons et des chameaux. D'autre part, même au désert, l'eau apparaît quelquefois : et alors ce sont les oasis, essentiellement agricoles.

Il n'entre pas dans nos intentions de donner ici des statistiques précises susceptibles de souligner l'importance agricole du pays. Nous nous bornerons à quelques chiffres qui permettront au lecteur d'avoir un ordre de grandeur. Si nous prenons les statistiques du commerce extérieur de l'Algérie en 1929, — année que l'on peut considérer comme normale, — nous voyons que l'Algérie a importé pour 5.858 millions de marchandises. L'exportation atteint le chiffre de 4.036 millions, que l'on peut répartir comme suit : agriculture et élevage 3.431 millions ; matières minérales, 290 millions ; fabrication, 316 millions ; divers, 99 millions.

En ce qui concerne l'agriculture et l'élevage, les matières qui ont été le plus exportées sont : le vin (1.455 millions), le blé dur (157 millions) et les moutons (130 millions). La laine compte pour 118 millions.

Ces quelques chiffres sont suffisamment éloquents ; ils mon-

trent que l'agriculture fournit sensiblement 85 p. 100 des exportations algériennes.

Dans ces chiffres nous n'avons pas séparé le produit de l'activité européenne de celui de l'activité indigène. Nous ne pensons pas qu'une pareille distinction puisse être opérée. Mais nous pouvons faire sentir l'importance de l'agriculture pour l'indigène en nous référant à des statistiques démographiques.

La population algérienne peut être évaluée à près de 6.500.000 habitants, sur lesquels un peu moins d'un million d'Européens (environ 14 p. 100 du total). En 1914, d'après M. Demontès, on pouvait considérer que l'élément rural était constitué par les trois quarts des indigènes, soit environ 4.000.000 de sujets. Les agriculteurs se répartissaient ainsi qu'il suit : 48,6 p. 100 de propriétaires, 31,4 p. 100 de métayers et Khammés, 16,4 p. 100 d'ouvriers et 3,5 p. 100 de fermiers.

Voilà donc un pays presque exclusivement agricole dans ses ressources et dans ses activités. Voilà des indigènes attardés et abandonnés à leur sort dans une certaine mesure. Voilà une race entière qui en est au stade de l'économie domestique, qui demande aux occupations agricoles de pourvoir à tous ses besoins, qui trouve dans les produits des champs non seulement sa nourriture, mais encore son habitat, son vêtement.

Et voici que cette race est mise brusquement au contact d'une civilisation avancée, parvenue au stade de l'économie moderne. L'indigène assoupi paresseusement depuis des siècles dans ses traditions antiques, a été brutalement transporté dans la vie contemporaine. La vieille charrue en bois du fellah, celle que traînait un couple d'animaux sans force et mal assortis (ne voyait-on pas le grand chameau marcher de compagnie avec le petit bourricot, voire même avec la femme du paysan) avait désormais le voisinage de bruyantes machines, inventions infernales des roumis.

Au début, l'indigène continua à vivre comme par le passé. Mais devant les empiétements successifs des colons, devant les résultats impressionnants de leurs procédés, l'inévitable s'est produit : l'évolution a commencé. Petit à petit l'indigène n'a plus seulement produit pour consommer et payer l'impôt,

il a aussi produit pour vendre, pour gagner. Mais ce mouvement est encore peu sensible. Ce qui permet de penser que la crise actuelle, qui touche tout particulièrement l'agriculture, n'a pas eu de trop désastreuses répercussions sur le fellah, sur le petit agriculteur.

Elle en a eu cependant et ici nous commençons à rencontrer la nécessité pour la France de prendre en mains les intérêts du fellah qui, s'il sait déjà un peu mieux produire, ne sait pas encore consommer, ne sait surtout pas lutter dans le monde économique contemporain. C'est cette lutte qu'il faut lui apprendre, et c'est en vue de cette lutte qu'il faut l'aider.

Cette lutte, le fellah doit en être d'autant plus instruit qu'il habite un pays remarquable entre tous par le nombre de ses « vaches maigres », et qu'il est ataviquement exposé à subir les ravages de la paresse, de l'imprévoyance et de l'usure.

Il est classique, lorsque l'on étudie la géographie de l'Algérie, de diviser ce pays en trois grandes zones naturelles du Nord au Sud : le Tell, les Hauts Plateaux et le Sahara. Cette division peut apparaître par trop schématique, trop simpliste. Nous l'adopterons néanmoins, car la place n'est pas ici à une étude très poussée de géographie.

Donc trois zones naturelles qui sont vouées, de par le climat, à des destinées agricoles très définies. Le Tell est la région par excellence de la céréaliculture. En certains endroits favorisés, on y fait de la culture maraîchère, de la vigne — en d'autres endroits, moins riches, c'est le domaine de la forêt. L'indigène du Tell, qui est parfois ouvrier agricole chez le vigneron ou chez le maraîcher, est presque exclusivement céréaliculteur sur ses propres terres. Dans certaines régions montagneuses, il possède aussi des arbres fruitiers : en Kabylie, les oliviers et les figuiers font la moitié de la richesse agricole de nombreux douars.

Puis les Hauts Plateaux, zones de Hautes Terres, mal arrosées, où pousse de l'alfa, et autour des rares points d'eau, des graminées. C'est le pays du mouton par excellence, c'est la région du nomadisme.

Enfin le Sahara. Dans les oasis, la moindre parcelle d'eau

est utilisée et l'homme a fait sortir du sable une triple végétation, trois étages de verdure : les forêts de palmiers qui, les pieds dans l'eau, déploient au soleil leurs têtes échevelées et ombragent des vergers et des cultures maraîchères.

Nous n'insisterons pas davantage sur cette structure très simple. Mais nous ferons remarquer à quel point l'Algérie court les risques très connus de la monoculture. En période de vaches grasses, les indigènes connaîtront une aisance relative. Mais vienne une année sèche et la misère, voire même la famine, exercera ses ravages.

Or il faut prévoir en Algérie de très nombreuses mauvaises années. Que l'azur soit constant et le vent du sud obsédant, et voilà grillée la récolte, et voilà morts de soif les moutons. Ce sont les « vaches maigres » dont on parle déjà dans l'apologue biblique. Et l'Algérie est par excellence le pays des vaches maigres : ceci tient à son climat très particulier soumis aux influences alternatives de la Mer Méditerranée et du Sahara.

Il n'y a en Berbérie que deux saisons : la saison froide et pluvieuse, la saison chaude et sèche. En été, les vents dominants sont ceux de l'Est, ils passent sur les terres surchauffées, ne sont arrêtés par aucun obstacle naturel, les chaînes montagneuses étant orientées N.E.-S.O., et n'abandonnent aucune parcelle d'humidité. En hiver, les vents dominants sont ceux de l'Ouest. Chargés de l'humidité de l'Océan Atlantique, ils sont arrêtés par des chaînes assez hautes et très froides : ils condensent leur humidité et la déversent en pluie. Ce qu'il faut retenir, c'est que ce régime des vents n'a pas la régularité des alizés et des moussons. De là l'incertitude des précipitations, leurs variations d'une année à l'autre, d'un point à un autre.

D'autre part, s'il est des points d'Algérie où les précipitations sont très importantes (plus de 1.000 m. en moyenne à Bougie alors que Paris reçoit annuellement 510 mm.) il ne faut pas perdre de vue que ces précipitations s'effectuent sous forme d'averses très denses et très courtes, qui n'ont pas le temps d'imbiber la terre et dont le bénéfice est en grande partie détruit par une excessive évaporation due à la nébulosité très faible.

En période de pluies, les rivières vont donc déborder. Puis, brusquement, elles sont à sec, elles ne pourront permettre aucune irrigation. Si, par conséquent, les pluies, du fait de l'irrégularité du régime des vents, ne tombent pas au moment où elles sont le plus utiles pour l'agriculture, il y aura de très mauvaises récoltes.

En supposant même que la récolte ait profité du maximum de précipitations atmosphériques, son sort demeure incertain jusqu'au bout, exposée qu'elle est au sirocco dévastateur, à la gelée toujours possible dans ce pays soumis aux brusques variations de température, aux inondations, aux sauterelles, en un mot, à toutes les plaies de l'agriculture.

Il découle de là que si la France veut éviter dorénavant les famines que connaissait la Berbérie avant 1830, qu'elle a connues depuis 1830 (1), il faut organiser au profit de l'indigène un moyen de défense que l'administration lui conseillera, lui imposera même suivant les cas. Et pour lutter contre les vaches maigres, il n'y a pas beaucoup d'armes.

De multiples expériences faites en Europe prouvent que la meilleure de ces armes est la mutualité telle que nous l'avons définie plus haut.

Et ce n'est pas tout. Certes, nous voyons dans la mutualité le seul moyen possible de préserver l'indigène contre la crise actuelle et contre les répercussions néfastes des mauvaises années. Mais nous allons y trouver aussi un des procédés les plus recommandables pour mener à bien l'évolution morale de l'indigène voué à la paresse, à l'imprévoyance et à l'usure.

Nous ne prétendons apprendre à personne que les peuples coloniaux et notamment les indigènes d'Algérie, sont imprévoyants. En période d'abondance, l'Arabo-Berbère ne se refuse rien, dès qu'il a quelques sous devant lui, il les dépense avec affectation, laissant libre champ à ses tendances de luxure et de ripailles. L'orgueil le pousse à ne jamais perdre la face et il aimera mieux dépenser plus qu'il n'a plutôt que d'économiser en vue d'un avenir gros de dangers.

(1) Nous avons vu le fait se produire cinq fois en un quart de siècle : en 1867-1868, en 1878 et 1881, en 1887-1888, en 1892-1893.

C'est ce qui explique qu'en présence d'une récolte déficitaire notre indigène est contraint de trouver des ressources. Il va donc emprunter, et le plus souvent en vue de la consommation. Ce sera pour subvenir aux frais d'un mariage, ce sera pour tuer sa bête à la fête du mouton, pour acheter un costume honorable ou des bijoux indispensables, ce sera quelquefois pour manger tout simplement.

Or, dans ce pays, où depuis des siècles régnait une insécurité intégrale, où l'on rencontre encore une certaine difficulté à traiter, de par l'enchevêtrement indescriptible des droits de propriété, quels sont les gages que peut donner l'emprunteur à son prêteur ? Des gages mobiliers : la récolte prochaine (s'il plaît à Dieu), quelques vêtements ou quelques bijoux, — des gages immobiliers : une propriété dans l'indivision, une terre dont le véritable propriétaire est mal connu, — garanties vraiment assez illusoires.

Le prêteur sera donc naturellement poussé à exiger des intérêts fabuleux, — il se transforme en usurier. L'usurier qui prête à 30 ou 40 % l'an est un honnête homme. Dans certaines régions, nous relevons des taux de 60 à 70 % ; en Kabylie, il nous est revenu que des emprunts effectués aux taux de 200 % étaient courants.

Ces taux n'ont jamais effrayé l'emprunteur. Une chose importe : trouver des ressources. Pour le reste, Dieu y pourvoit : les bénéfices de l'usurier reviendront un jour à la masse ; le débiteur a le secret espoir de ne jamais rendre, comptant toujours sur la mort de son créancier, — et il fut des époques où il ne se gênait pas pour hâter cette mort : politique du lacet ou du mauvais café.

Si le créancier ne meurt pas, alors la question du remboursement se pose ; et il faut avouer que dans la guerre de l'usure, l'usurier est presque toujours vainqueur. Et brusquement un jour, pour avoir acheté une chéchia à crédit, le petit propriétaire algérien se voit enlever tous ses biens. Dans cet état de choses, un indigène qui emprunte est ruiné. Il n'en conçoit pas de rancœur tenace ; et il n'y a pas d'exagération à dire que la victime de ces spoliations est encore le meilleur complice de l'usurier.

Il y a bien quelquefois, lorsque les abus sont trop répétés, un soulèvement, un règlement de comptes sanglant. Mais il ne faut pas envisager comme possible une lutte répressive contre l'usure. Nous travaillerions au profit de populations qui ne nous aideraient pas du tout dans cette voie.

Il nous faut donc songer à un procédé préventif. Le principal, c'est l'éducation. Le paysan musulman préfère ataviquement l'usurier juif à la banque et à la coopérative ? Soit, nous allons lui enseigner théoriquement et pratiquement les avantages de la banque et de la coopérative, et nous ferons confiance pour le reste à son bon sens.

Mais cela ne suffit pas, car ce serait par trop retarder l'avènement du crédit normal. Nous allons aussi par des organismes de mutualité l'entourer d'une série de protections immédiates et qui, par leurs résultats tangibles, convaincront instantanément nos sujets.

Et voilà terminé le cycle de nos explications liminaires. En étudiant la mutualité agricole chez les indigènes d'Algérie, nous avons entrepris de présenter l'un des seuls moyens qu'a le petit agriculteur indigène de traverser la crise actuelle, de se défendre contre l'insécurité économique de son pays, de s'immuniser contre ses tendances exagérées de recourir à l'usure. Ce faisant, nous avons conscience d'aborder un sujet d'actualité, et de la plus grande portée, tant économique que sociale et politique.

Notre travail comportera quatre grandes parties ; nous comptons en effet faire le tour de la mutualité agricole chez les indigènes d'Algérie en recherchant d'abord si en droit comme en fait la mutualité agricole trouve chez les indigènes d'Algérie un domaine favorable ; puis nous décrirons les institutions soit spéciales aux indigènes, soit accessibles aux indigènes concurremment avec les Européens qui ont été créées en Algérie par l'initiative française. Ensuite nous exposerons les critiques que soulève le système algérien actuel. Nous essaierons enfin, à la lumière de ces critiques, d'élaborer un système plus indiqué par les leçons de l'expérience, plus adapté aux besoins des indigènes.

PREMIÈRE PARTIE

CE QUI EXISTAIT CHEZ LES INDIGÈNES

CHAPITRE PREMIER

LA MUTUALITÉ

DANS LE DROIT MUSULMAN

Nous avons présenté dans notre introduction la mutualité agricole comme un des moyens, voire même comme le seul moyen, de lutter efficacement d'une part contre la famine, d'autre part contre l'usure. C'est qu'en effet la mutualité agricole (cela ressort de la définition que nous en avons donnée) organise au profit de l'indigène l'association des intérêts, l'épargne, le crédit, les assurances, la prévoyance, l'assistance. Toutes ces fins de la mutualité agricole ont été reconnues comme indispensables à l'avenir de l'agriculture dans la civilisation européenne contemporaine.

En effet, depuis environ un siècle, il est apparu comme indiscutable que le travail individuel ne répondait plus aux nécessités de la vie économique. Seul le travail collectif est susceptible d'emporter tous les obstacles; et ce travail collectif, considéré comme nécessaire, sera offensif (et alors nous trouvons toute la série des syndicats et des coopératives agricoles qui ont surtout pour but de permettre à leurs membres de se

livrer à leurs activités avec le moins de frais possible) ou bien il sera défensif (et nous trouvons alors toutes les institutions à base de mutualité stricto sensu).

Mais, et nous insistons sur cette idée, cette évolution, capitale en ce qui concerne le travail agricole, est récente. En France notamment, c'est à la fin du siècle dernier que nous voyons apparaître des groupements entre paysans. Dans le Jura les fruitières sont beaucoup plus anciennes; mais elles sont des exceptions.

Cela s'explique, car le paysan, petit propriétaire, est très individualiste; il regarde d'un mauvais œil ses voisins et il répugne à faire siens les intérêts collectifs. D'autre part, les nécessités de la vie rurale éloignent les uns des autres les fermes et leurs habitants; il y a donc peu d'occasions pour ces derniers de se rencontrer. C'est pour ces raisons que le mouvement syndicaliste est né d'abord dans la population ouvrière, et la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats ouvriers n'effleure même pas la question agricole.

Cependant des esprits avancés, des hommes énergiques et clairvoyants surent profiter des horizons ouverts par la loi de 1884; ils lancèrent de la sorte le mouvement syndical dans les campagnes. Puis ce mouvement fut consacré par des textes législatifs (entre autres la loi du 12 mars 1920) et à l'heure actuelle il y a en France une véritable floraison de syndicats, de coopératives d'achat et de vente, de consommation ou de production, de sociétés de secours mutuels, d'associations de crédit.

Il a fallu, pour que cette évolution soit si rapide et si importante, que le mouvement d'une part corresponde à une nécessité, ce que nous admettons sans démonstration, — et d'autre part trouve dans la mentalité paysanne et dans l'ensemble de la législation un terrain favorable.

Or, si nous considérons comme indéniables les bienfaits de la mutualité agricole en général, nous ne pouvons pas déduire pour autant que cette même mutualité agricole est forcément bienfaisante en Algérie. Il nous faut savoir en effet quel est le terrain sur lequel elle aura à agir, — et pour ce faire nous nous placerons au double point de vue du droit et du fait.

Les populations indigènes de l'Algérie, si diverses par ailleurs, n'ont qu'un seul lien qui les réunit : la religion musulmane. Qu'il soit Kabyle ou Arabe, paysan ou citadin, sédentaire ou nomade, qu'il soit riche ou pauvre, jeune ou vieux, bien portant ou malade, l'indigène dans la généralité des cas, ne manquera pas d'observer assez strictement les devoirs essentiels de l'Islam, les piliers de la foi.

L'Islam a une emprise de tous les instants sur ses adeptes ; et cela est d'autant plus vrai que chez les musulmans le droit fait partie de la religion. Ainsi Mahomet, en dictant le Coran a donné naissance à un livre saint et à un code civil.

« Qu'il s'agisse de l'organisation familiale, du statut successoral, de la preuve judiciaire, toutes les règles auxquelles se soumettent les musulmans sont également d'origine divine et leur abandon, même partiel, a un caractère d'apostasie ». (A. Bernard).

Bien qu'il soit d'origine divine, le Coran n'est pas un livre parfait ; certes, il contient en lui toutes les vérités, mais certains passages sont sujets à controverses. De ces controverses sont nées des interprétations différentes parmi lesquelles quatre, restées dans la voie orthodoxe, ont été conservées, — donnant naissance aux quatre rites : hanefite, hanbalite, chafeïte et malekite. Ce dernier rite a pour caractéristique essentielle qu'il comprend le dogme musulman d'une manière étroite et intolérante. Or, c'est justement le rite malékite que pratique la majorité des musulmans d'Algérie.

Il découle de ce qui précède que si le Coran est plus ou moins contraire, dans ses prescriptions, à l'adoption de la mutualité, cette dernière n'aura aucune chance d'avenir en pays musulman et plus particulièrement en Algérie.

Or, en ce qui nous intéresse, le Coran a formulé deux grands principes : l'interdiction du prêt à intérêt (*riba'*) ce qui pourra gêner considérablement le développement du crédit tel que nous le comprenons, — la recommandation chaleureuse de l'aumône, ce qui facilite au contraire l'organisation de l'assistance moderne.

La mutualité agricole, à base de crédit et d'assistance, trou-

verait donc un grand ennemi dans le verset 276 (1) du Chapitre 2 (La Vache) et dans les versets suivants, notamment le verset 278 : « O croyants ! craignez Dieu et abandonnez encore ce qui vous reste de l'usure, si vous êtes fidèles », c'est-à-dire faites remise entière de ce que vos débiteurs vous devront à titre d'intérêt.

Cette règle qui n'est guère favorable au développement du commerce a dominé les relations économiques en pays musulman. A la vérité, le Coran réagissait par là contre « un ancien usage usuraire qui consistait à céder par un échange (baï') à terme une certaine quantité de dattes, par exemple, contre une quantité plus grande, et en cas de non exécution à l'échéance à imposer à l'emprunteur le versement d'une quantité double ». (Gaudefroy-Demombines).

D'ailleurs, cette interdiction absolue du Coran dépassait trop nettement le but ; appliquée à la lettre, elle ruinait toute espérance d'essor économique. C'est pourquoi les juristes s'efforcèrent d'en restreindre l'application aux matières précieuses et aux objets d'alimentation.

Néanmoins l'opinion orthodoxe musulmane s'élevait avec indignation contre ceux qui prétendaient légitimer l'intérêt du capital. Aussi employait-on, dès la période classique des subterfuges, par exemple des ventes fictives et « les fins casuistes de l'Islam ont été habiles à envisager les moyens de tourner la loi ». Ce faisant, une évolution s'opérait, que M. Benali Fekkar a comparée à l'évolution de la doctrine canoniste chrétienne, mais alors que cette dernière évolution s'opérait lentement au contact des faits, la doctrine musulmane a nécessité une mise au point quasi instantanée dans tous les pays où les idées contemporaines ont fait leur entrée brusquement. Certaines législations musulmanes (Turquie, Egypte), admettent désormais

(1) « Ceux qui avaient le produit de l'usure se lèveront au jour de la résurrection comme celui que Satan a souillé de son contact. Et cela parce qu'ils disent : L'usure est la même chose que la vente. Dieu a permis la vente, il a interdit l'usure. Celui à qui parviendra cet avertissement du Seigneur, et qui mettra un terme à cette iniquité obtiendra le pardon du passé ; son sort dépendra alors de Dieu. Ceux qui retourneront à l'usure seront livrés au feu où ils demeureront éternellement. » (Kasimirski).

l'intérêt du capital qu'elles distinguent de l'usure prohibée par le Coran et les Hadiths. Ce faisant elles constituent en faveur du crédit moderne un précédent très utile et très influent.

De la sorte, et malgré le texte du Coran, les indigènes d'Algérie n'opposeront pas une fin de non recevoir définitive aux institutions de crédit qui sont reconnues par eux non seulement recommandables mais encore conformes à l'orthodoxie religieuse.

Il convient d'ailleurs de remarquer que si la matière des obligations est enserrée dans un véritable réseau de prohibitions classées en deux catégories : usure ou *riba*', — aléa ou *gharar*, le Coran n'en a pas moins prévu certains types de sociétés agricoles à but lucratif, qui ont développé chez les fidèles la notion de l'association. C'est ainsi que le Coran a reconnu licites (ou a permis de reconnaître licites) la *mouzara'a* ou société contractée pour la culture d'une terre (1), la *mousaqua* ou contrat d'irrigation en commun, — la *mougharasa* ou contrat de complant, — et enfin la société pour élevage peu développée, car l'industrie pastorale est une industrie familiale.

Si bien que nous pouvons considérer que le crédit agricole organisé sous forme d'association mutuelle n'est pas contraire aux prescriptions de l'Islam.

— La mutualité, en tant qu'elle organise l'assistance et la prévoyance, n'est pas non plus contraire à l'esprit du Coran; bien mieux, elle cadre avec un des devoirs essentiels du fidèle musulman : l'aumône.

(1) « La réglementation de la *mouzara'a* est entourée de précautions. Sont licites les

- contrats où chacun fournit la même part des prestations nécessaires ;
- contrats où chacun fait l'apport de la moitié de la terre mais l'un donne la semence et l'autre la main-d'œuvre ;
- contrats où l'un donne la semence et la terre, l'autre le travail ;
- contrats où chacun donne la moitié de la semence, mais l'un donne la terre et l'autre la main-d'œuvre.

Dans ces quatre types de contrats le partage de la récolte se fait par moitié.

- contrats où l'associé apporte tout, — l'autre fournissant le travail moyennant une part variable de la récolte. Cette part est généralement le cinquième et l'associé métayer s'appelle le *Khammès*. »

(M. Milliot : « L'association agricole chez les musulmans du Maghreb »).

Dieu a dit : « O croyants, faites l'aumône des meilleures choses que vous avez acquises, des fruits que nous avons fait sortir pour vous de la terre. Ne distribuez pas en largesses la partie la plus vile de vos biens » (3-269)..

« Le paradis est destiné à ceux qui font l'aumône dans l'aisance comme dans la gêne » (3-128).

« Ceux qui feront l'aumône le jour ou la nuit, en secret ou en public, en recevront la récompense de Dieu. La crainte ne descendra pas sur eux et ils ne seront point affligés » (2-275).

Impossible de mieux prêcher la charité. Et à l'époque de Mahomet, un pareil soin trouvait sa justification dans le fait que, si dans la société bédouine les membres du petit groupe tribal pratiquaient une communauté de vie et d'intérêts qui créait entre eux une étroite solidarité, — hors du groupement élémentaire, il n'y avait de place que pour la razzia fructueuse. « Mahomet, sous l'influence du judaïsme et du christianisme s'efforça de transposer cette générosité locale et d'en faire un devoir de la communauté musulmane : c'est ainsi que l'un des emplois essentiels de la zakat (aumône légale) est de subvenir aux besoins des pauvres et des orphelins par la distribution de vivres » (Gaudefroy-Demombines).

L'assistance a donc été le principal objet de l'état musulman ; elle a été par ailleurs une des excuses des confréries religieuses nées du soufisme.

Détournant à leur profit les habitudes charitables des musulmans, ces confréries permettent à leur personnel de dépouiller systématiquement, mais sûrement leurs ouailles. Mais si elles appauvrissent de la sorte la population au seul profit d'une caste, il faut reconnaître que les confréries en période de vaches maigres jouent le rôle inverse et puisent sur leurs réserves accumulées dans des silos pour lutter contre la famine. Elles ont ainsi contribué au sauvetage de bien des indigents par l'organisation de la prévoyance, — elles ont du même coup appris aux indigènes la valeur de l'épargne.

Mais leur rôle fait plutôt partie des réalisations des indigènes en matière de mutualité agricole, — réalisations que nous

allons passer en revue maintenant. Nous savons désormais que la France organisatrice de mutualité agricole ne va pas à l'encontre de la foi, n'aura par conséquent pas à lutter contre les docteurs de l'Islam, n'aura pas à surmonter une répugnance religieuse. Elle n'aura pas non plus à se heurter à l'indifférence des indigènes ou à leur mauvaise volonté de paysans, car déjà avant la conquête, ils pratiquaient la mutualité dans les travaux des champs.

CHAPITRE DEUXIEME

LES RÉALISATIONS INDIGÈNES EN MATIÈRE DE MUTUALITÉ AGRICOLE

Nous n'avons pas ici la prétention d'énumérer et de décrire toutes les occasions qu'ont les indigènes de se réunir à propos des travaux des champs. Cela serait sortir trop souvent de notre sujet; ce serait aussi beaucoup trop long. Il va sans dire en effet, que tout travail collectif ne peut être rangé sous la bannière de la mutualité : le fellah important qui se sert à la période des moissons d'une main-d'œuvre d'ouvriers errants n'est pas un mutualiste ; les « Cherrata » ou « mekariyn » (moissonneurs payés soit en nature, soit à la journée) ne le sont pas davantage. Cependant, il y a là un exemple de travail en commun.

Ces pratiques, très fréquentes en Algérie, nous montrent que l'exploitation agricole n'en est pas au stade de l'exploitation familiale. Nous n'avons jamais entendu parler d'un fellah cultivant lui-même son lopin de terre et ne faisant appel à aucune main-d'œuvre étrangère. Le faire valoir direct n'est connu des indigènes d'Algérie qu'en ce qui concerne certaines propriétés dans l'indivision qui font l'objet de ce que l'on a appelé les « communautés de famille » et que nous retrouverons un peu plus loin. Nous ne pensons pas qu'il existe de nombreux exemples de paysans vivant de leur travail, sur leurs propres champs, à la manière du petit paysan français qui ne recherche d'aide que dans sa propre famille (femme et enfants).

Cela pourrait nous étonner au premier abord ; en effet, les nécessités de la vie pastorale ont entraîné l'Arabo-Berbère à se mouvoir dans le cadre de la tribu. Avant l'occupation française, chaque tribu vivait d'une vie indépendante, et chaque

membre de la tribu déployait son activité au profit de sa petite collectivité. Puis, sous l'influence de la colonisation, les tribus se sont disloquées ; quelques-unes se sont fixées et ont vécu en sédentaires. Il aurait été logique de voir les habitudes collectivistes des indigènes se conserver, mais au profit de collectivités plus restreintes au nombre desquelles la famille. Aussi bien dans le temps, les tribus n'avaient de rapport entre elles qu'au moment des razzias, aussi bien les familles d'aujourd'hui devraient se suffire à elles-mêmes.

Mais en l'occurrence, la logique n'a aucun rapport avec la réalité. Prêter à l'arabo-berbère des possibilités d'évolution sociale qui le rapprocheraient de tous les autres peuples, c'est compter sans son incorrigible penchant à la paresse. En fait, en Algérie, la population agricole se divise en deux grandes catégories : d'une part les fellahs — d'autre part, les métayers ou Kammès. Pour les seconds, il ne s'agit pas d'économie familiale : certes, ils s'emploient à travailler la terre et sont aidés dans leur activité par leurs femmes et leurs enfants, mais leur travail n'est pas libre, ils sont sous la tutelle d'un fellah qui leur a fourni la terre et qui leur prend une quote-part de la récolte variable suivant les endroits et généralement égale aux quatre cinquièmes. Et pour les premiers, ils sont tantôt des fellahs aisés auquel cas ils ne travaillent pas et prennent des Khammès, — tantôt des fellahs dont la parcelle est insuffisante, auquel cas ils complètent leurs ressources en s'employant chez autrui. Nous notons dès à présent que le seul agriculteur qui travaille (à vrai dire il ne travaille pas au sens économique du mot. Le travail en économie politique a en effet des caractéristiques au nombre desquelles l'activité méthodique. Les primitifs pourvoient à leur subsistance au jour le jour, sans régularité ; ils ne « travaillent » pas. Et c'est bien le cas de nos indigènes) c'est celui qui est pris à la gorge par les nécessités, celui qui est à bout de ressources, — car l'indigène d'Algérie, noble à ses heures, est convaincu que « la honte et le soc de la charrue entrent en même temps dans sa maison ». Et M. Vollenhoven a pu écrire : « le travail qui enrichit, bien plus, qui ennoblit, est pour l'Arabe un non-sens : il ne conçoit

que celui qui fatigue ». Il va sans dire que nous faisons une exception pour les Kabyles : outre que ces indigènes sont des travailleurs acharnés, ils sont sédentaires depuis trop longtemps pour ne pas placer l'agriculture au premier rang de leurs préoccupations.

C'est pourquoi nous assistons à une extrême abondance d'exemples d'associations agricoles, de travail en commun. Ces pratiques, qui s'apparentent au métayage, au louage de services, n'ont aucune raison d'être étudiées dans nos développements. Nous les avons signalées pour montrer que les travaux collectifs sont nombreux dans l'activité rurale des indigènes d'Algérie.

Ces travaux collectifs, si nombreux, présentent quelquefois de nettes caractéristiques de mutualité, soit qu'ils s'accomplissent dans un but d'aide (touiza), soit qu'ils s'accomplissent dans un but d'assistance (maaouenna). Nous ne retiendrons de ces pratiques mutualistes que les plus importantes, celles que l'on peut considérer comme typiques. En effet, suivant les régions, telle ou telle institution reçoit des applications un peu différentes, s'appelle d'un autre nom. Nous négligerons tous ces détails pour ne décrire que les pratiques susceptibles de nous fournir une description exacte de l'état d'esprit des indigènes. Ce qui nous importe en effet, c'est, non pas de savoir qu'il y a beaucoup de pratiques mutualistes et de les étudier toutes, mais bien d'établir que les indigènes ne sont pas réfractaires à la mutualité.

Nous entendons le démontrer en exposant certaines particularités des associations agricoles, — puis en étudiant l'institution des silos, — enfin en décrivant la pratique de la touiza agricole.

SECTION I

ASSOCIATIONS AGRICOLES

Nous venons de noter à quel point la tendance à l'association est remarquable parmi les indigènes d'Algérie. « Chez les Maugrebins tout va par groupements. En politique, nous les

avons déjà vus former la confédération, la tribu, le douar, la fraction, le çof, la famille. Dans la vie civile, l'association va se plier à tous les intérêts et prendre toutes les formes ; mais elle s'exercera surtout dans le domaine de l'agriculture, grande et presque seule pourvoyeuse de tous les besoins » a écrit M. Milliot dans sa thèse intitulée « L'Association agricole chez les Musulmans du Maghreb ». Cette tendance à l'association, M. Milliot en donne une explication ingénieuse : c'est la résultante de deux forces qui agissaient dans des sens différents : la tendance d'une part à la communauté familiale imposée par les difficultés et l'insécurité de la vie et plus spécialement au onzième siècle à la suite de l'invasion hilalienne, — la tendance d'autre part à l'individualisme le plus poussé, marque souvent observée du caractère sémitique. Avec l'association « le régime du groupement subsisterait. Le groupement seul changerait. »

Certes, les indigènes, au lieu de l'association agricole auraient pu préférer l'esclavage ou le servage. C'était en effet des institutions qui auraient satisfait leurs tendances contraires définies ci-dessus.

En fait, les indigènes d'Afrique du Nord ont eu des esclaves et il nous est revenu qu'il y a quelques années encore, un jeune Marocain, élève d'une école de fils de notables, était le fils d'un marchand d'esclaves de Marrakech. Mais il faut bien savoir qu'en Afrique du Nord l'esclavage est une institution soumise à un régime particulier. Les relations entre maître et esclave sont empreintes d'un caractère familial ; il n'y a pas de préjugé de couleur ; la concubine esclave, « mère d'un enfant » est affranchie, son enfant tenu pour légitime ; et la religion recommande l'affranchissement comme une œuvre agréable aux yeux de Dieu. Ainsi, par la force des choses, l'esclave se transforme en affranchi ; dans ces conditions, un seul lien pourra l'unir à son ancien maître : l'association.

Il y avait aussi le servage : forme plus douce de dépendance. Il n'avait aucune chance de réussite chez des populations dont la structure sociale est à base d'égalitarisme, trait essentiel des sociétés musulmanes. « A l'intérieur du clan tous les hommes

libres se valent, le cheikh comme le pâtre, et le prix du sang est le même pour tous ».

L'association agricole était donc bien une nécessité. Mais justement parce qu'elle était imposée par certaines particularités de l'esprit des indigènes, parce qu'elle constituait une obligation quasi-inéluctable, cette association agricole a présenté dès qu'elle a été pratiquée, certaines caractéristiques qui précisaient l'apparentement à la mutualité agricole.

Aussi bien dans les civilisations européennes, l'association agricole n'a qu'un but lucratif pour les associés, échappe par conséquent à toute parenté avec la mutualité, aussi bien « l'union formée entre le fellah et son associé déborde le cadre étroit de la société agricole » (1).

Il faut bien s'imaginer ce que représente une pareille association agricole et pour ce faire, il faut se placer à l'époque où elle s'est créée. A la suite de la désagrégation de la tribu qui n'était qu'une grande famille, les hommes étaient abandonnés dans un milieu excessivement dangereux : insécurité due aux exactions du prince, insécurité due aux intempéries et aux calamités. Malgré son penchant individualiste, l'indigène va se rapprocher de ses semblables, d'où l'association agricole qui comporte généralement le fellah et un ou plusieurs associés. Le fellah est généralement, à cette époque incertaine, un homme hardi, « fils de son bras », que ses origines, ou sa chance, ont favorisé. Il est détenteur de la terre : par conséquent de la richesse et de l'influence. L'associé, par contre, est un modeste rêveur cherchant à mettre ses rares biens ou sa personne sous la protection d'un puissant.

Et l'association agricole, qui certes conserve aussi son but lucratif, est avant tout une association d'aide et de protection

(1) C'est ce qu'écrivait aussi M. Zeys dans son *Traité élémentaire de droit musulman algérien*. « Il n'est pas surprenant que la population des campagnes, disputant à un sol ingrat, mal arrosé, ravagé par de violents troubles atmosphériques, de maigres récoltes, luttant avec désavantage contre la rapacité des agents de l'autorité, contre les invasions des bandes armées, disposant d'ailleurs de ressources bien limitées, ait songé de bonne heure à s'unir contre toutes ces chances de ruine, elle y était encouragée par le Coran qui vante à tout propos les bienfaits de l'association (T. I, page 276).

mutuelles. Le fellah apporte à son associé, conformément au droit coranique et aux pratiques encore en cours, la terre et tout le cheptel ; mais il procure aussi l'appui de sa puissance, la sécurité relative. De son côté, l'associé travaille la terre et partage, comme cela se fait encore, la récolte avec le fellah. Mais de plus, il fait siens les intérêts du fellah ; il sera toujours à sa disposition pour « soutenir sa cause et lui apporter l'appui de son bras ». (Comment ne pas évoquer, en présence d'une pareille pratique, la fameuse fable de l'aveugle et du paralytique qui, eux aussi, unissent pour vivre des facultés complémentaires ? Et s'ils peuvent avoir parmi leurs préoccupations le souci d'augmenter leurs richesses, de vivre mieux, il n'en demeure pas moins que leur alliance est absolument indispensable pour leur permettre tout simplement de vivre. A ce titre, ils sont des mutualistes — et ils nous intéressent tout comme nous intéressent le fellah et son associé).

Mais voici que la situation change du tout au tout. Après cent ans de domination française, la sécurité est revenue, beaucoup mieux garantie qu'elle ne l'était aux temps les plus calmes de l'occupation romaine. Des routes ont été construites, des marchés organisés ; la vie se déroule dans une ambiance nouvelle.

Et l'association agricole qui demeure une nécessité économique a perdu son caractère supplémentaire d'association d'entraide. Désormais nous trouverons toujours des fellahs et des associés ou Khammès ; mais chacun ne voit dans le contrat de « Khammessat » qu'un moyen de gagner de l'argent. Il se pourra que, comme par le passé, le Khammès reste longtemps au service du fellah. Mais ce ne sera plus parce qu'il aura fait siennes les querelles du fellah, — c'est parce que ce dernier aura enchaîné son Khammès par une série de « sarmia » que le cinquième de la récolte ne permet pas d'éteindre.

Ainsi la mutualité a disparu de l'association agricole. Néanmoins le fait qu'elle était pratiquée naturellement par une immense majorité d'agriculteurs pendant une dizaine de siècles ne pouvait pas être négligé.

A côté de cette forme désuète de mutualité, — il en est d'au-

tres qui subsistent et ont vraisemblablement à vivre longtemps encore.

Nous avons dit plus haut la répugnance de l'indigène à cultiver lui-même son champ et nous avons trouvé deux conséquences à cette particularité : d'un côté l'association agricole, d'un autre l'absence de toute économie familiale, de l'économie paysanne proprement dite.

En effet, le faire valoir direct est inconnu en Algérie. Cependant l'indivision y est assez pratiquée et nous pouvons voir dans l'indivision une tentative d'exploitation directe dans le sein d'une même famille lato sensu (chaque exploitant ayant sa propre famille stricto sensu mais tenant ses droits du chef d'un même pater familias), et aussi une ébauche de coopération qui retient notre attention. En effet « les communautés de famille » sont des associations de propriétaires mettant à la fois en commun leurs terres, leurs capitaux et leur travail. « Voici par exemple trois frères que la mort de leur auteur commun laisse dans l'indivision ; en fait de capitaux le défunt a laissé une charrue et son attelage, et suffisamment de grains pour ensemençer la terre indivise... Au lieu de partager l'intérêt immédiat des trois frères est de rester ensemble en formant une communauté de famille. » (Boyer-Banse : La propriété indigène dans l'arrondissement d'Orléansville, p. 105.)

Ce qu'il convient de remarquer dans cette communauté de famille, c'est que l'indigène, en dehors des pressions extérieures comme cela était le cas dans l'association agricole décrite plus haut, est convaincu de la valeur des méthodes associationnistes : il les trouve bonnes en soi. Dans l'exemple cité par M. Boyer-Banse les trois frères deviennent tout naturellement des coopérateurs : sans rester dans l'indivision chacun aurait pu sans doute parvenir à vivre tant bien que mal — en y restant ils vivront mieux. Ils sont des mutualistes bénévoles.

Il y a à côté de l'indivision ou « communauté de famille » certains exemples de sociétés agricoles qui s'en rapprochent beaucoup. Tel est le cas de la « société au bœuf » (bel-ferd) : deux cultivateurs n'ayant respectivement qu'un bœuf s'associent pour labourer ensemble leurs deux champs généralement de su-

perficie à peu près égale. Cette société est connue en Kabylie où elle revêt une forme un peu spéciale : c'est l'amriri. « Ce contrat se nouait autrefois entre deux Kabyles de çofs (partis) différents, ou entre un Kabyle et un marabout, de manière à faire bénéficier chacun des associés de la protection de l'autre, et à garantir la culture commune de tout danger en cas de guerre. C'était donc une société avec assurance mutuelle. » (Millet, p. 95.)

SECTION II

LES SILOS

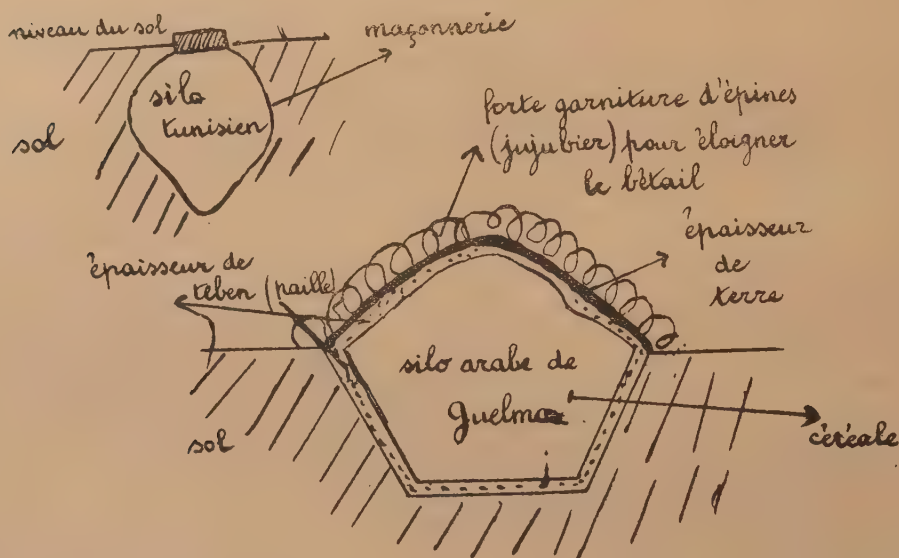
Nous avons déjà parlé de cette coutume quand nous avons signalé l'importance des confréries religieuses en matière d'épargne. A la vérité nous pouvons dire que le silo joue un triple rôle : il est un instrument d'épargne collective, il est la base d'un crédit mutuel embryonnaire, il permet l'assistance en cas de famine. Epargne, crédit, assistance, voilà bien des manifestations de mutualité lato sensu : nous sommes dans le cœur de notre sujet.

D'après M. Villot, le silo est une excavation, en forme d'amphore dont l'orifice est peu étendu et qui va en s'évasant jusqu'au fond. (A vrai dire, nous ne connaissons, quant à nous, que deux espèces de silos : le silo arabe de la région de Guelma et de Souk-Ahras de contenance variable (de 20 qx à 200 qx) et dont le croquis est donné ci-dessous, et le silo tunisien dont nous donnons le schéma également.)

« Le silo (matmora) peut contenir jusqu'à 30 quintaux de grains. Le zerdab est un silo provisoire dont la contenance ne dépasse pas 30 ou 40 quintaux. Le grain se conserve plus de dix années dans les silos. » (Villot, p. 335.)

Les silos vont donc permettre de stocker des grains en période de vaches grasses (véritables greniers corporatifs). Ces grains seront consommés au fur et à mesure des besoins et le fait que leur conservation, de même que leur faculté germinative, est assurée, permettra une utilisation aussi longue qu'il

sera désirable. C'est grâce à ces silos que certaines coutumes ont pu se créer jadis dans la société indigène. Nous faisons allusion à la Maaouna ou assistance. « Lorsque à la suite d'un malheur quelconque une fraction se trouvait sans ressources, les fractions voisines lui prêtaient des semences, des bêtes de somme et des bestiaux, sans intérêt. Quelquefois ces prêts se transformaient en dons gratuits. Cette coutume avait sa base dans les idées religieuses. » (Villot, p. 331.) Dans cette maaouna



il y a indubitablement un germe de crédit, et même de crédit très moderne parce qu'il s'agit de prêts sans intérêts.

A la vérité c'est une coutume qui n'a pas été développée sous cette forme primitive et simple de l'entraide mutuelle bénévole et gratuite. En effet avec le développement des confréries religieuses elle faisait double emploi ; elle a donc disparu et le crédit embryonnaire qu'elle permettait a désormais été assuré par les silos des confréries.

Nous avons exposé en temps utile les raisons qui poussent le musulman à faire l'aumône. Dans toutes les sociétés musulmanes les donations pieuses sont considérables. Mais ces dona-

tions ne se font pas en numéraire ; les transactions commerciales étant très rares, la circulation fiduciaire est sans importance. Dans ce type d'économie primitive, « les produits fonciers (céréales et bestiaux) constituent la ressource primordiale de nos sujets musulmans et comme conséquence la matière qui alimente les zaouïa. » (Depont, p. 229.) Si bien que, en Algérie, la zaouïa ou établissement hospitalier d'une confrérie est, dans les campagnes, entourée non seulement d'édifices religieux (mosquées), mais encore de toutes sortes d'aménagements pour conserver de grandes quantités de grains et de bestiaux.

Ces aménagements sont d'autant plus importants que le marabout vénéré est plus influent, détient une baraka plus grande. Alors les fidèles viennent très nombreux et versent leur quote-part. Ces contributions payées à la confrérie ont eu longtemps le caractère de contributions volontaires. Mais les marabouts, considérant comme précaires ces ressources, ont répandu l'idée que l'impôt payé au gouvernement des infidèles était certes obligatoire mais ne réservait aucune récompense céleste, — par conséquent n'exemptait pas le bon croyant de la véritable dime religieuse. Cette dime, en l'absence d'un pouvoir temporel issu de l'Islam, revenait de droit aux intermédiaires véritables de la volonté divine : aux marabouts, aux confréries.

Et cet apport qui avait le caractère d'une aumône charitable s'est transformé en véritable impôt (sadaqa) : les confréries avaient désormais des « ressources ordinaires ».

Il y a là un fait très important, car dorénavant lorsque en période de vaches maigres les silos des zaouias vont alimenter les pauvres voués à la mort par la faim — vont permettre des avances de grains (d'ailleurs toujours sans intérêt) il ne pourra plus être question de mutualité. Le rôle d'assistance ou de crédit joué par les zaouias s'est transformé quant à sa nature juridique et est devenu le même que celui de l'Etat français qui consent en période de crise ou de calamité des secours ou des subventions remboursables prélevés sur son budget.

Mais cette évolution de l'aumône pieuse à l'impôt coranique qu'a connue l'apport des fidèles aux zaouias est relativement récente : elle a été nécessitée par le fait que la France, certes

avec des idées généreuses, avait mis la main sur les habous (biens immobilisés au profit d'une œuvre pieuse) et avait ainsi enlevé de sérieux revenus aux confréries.

Il n'en demeure pas moins vrai que le silo des zaouias est à l'origine un exemple palpable du penchant qu'ont les indigènes à pratiquer les œuvres de mutualité, car l'indigène donnait à la zaouia pour mériter les faveurs du ciel ; mais il n'ignorait pas pour avoir déjà vécu quelques années de misère, pour avoir déjà subi les sauterelles ou pour avoir supplié en vain les forces surnaturelles (magie imitative) d'envoyer un peu d'eau, à quel point le silo rendait de services. Il avait déjà participé à quelques-unes de ces zerda monstres au cours desquelles la foule réjouie fête le retour des vaches grasses. Il avait emprunté sans honte avec la secrète jalousie de n'être pas assez riche pour avoir la joie de donner. Il avait la certitude que personne jamais ne lui réclamerait les grains avancés et cependant il remboursait dès qu'il le pouvait, il remboursait généreusement, royalement. Il trouvait dans cet acte toutes sortes de satisfactions : l'espoir de bénéficier davantage des magnificences du paradis (djenna), l'orgueil de paraître opulent, et aussi la certitude qu'il retrouverait un jour prochain le bénéfice de sa générosité.

De ce silo mutualiste est né le silo de réserve des zaouias d'aujourd'hui. Mais il est né aussi le silo de réserve du gouvernement turc — celui où l'on gardait l'impôt payé en nature, celui que les troupes françaises ont découvert et utilisé lors de la conquête ; celui qui a donné au capitaine Lapasset et au général Liébert l'idée des actuelles Sociétés Indigènes de Prévoyance.

SECTION III

LA TOUIZA

La touiza est la plus remarquable manifestation traditionnelle d'associationnisme chez les cultivateurs indigènes d'Algérie. C'est une pratique fort répandue, qu'on retrouve sur les

Hauts Plateaux, dans le Tell, chez les populations arabes, comme chez les Kabyles. Ici elle revêt la forme agricole et là, la forme industrielle ; c'est sous cette dernière forme que M. Mauvier l'a étudiée en parlant de « La Construction collective de la maison en Kabylie ».

En matière agricole, qu'est-ce au juste qu'une touiza ? C'est « une sorte de coopérative de travail qui ne dure jamais plus d'une journée et dont chaque coopérateur reçoit, le jour même du travail, à titre de salaire, ou mieux, de récompense, un ou deux repas selon la saison » (Richardot).

La touiza est basée sur le principe de l'assistance mutuelle ; elle n'a jamais le caractère d'une obligation ; cependant elle est entrée dans les mœurs et aucun fellah n'a jamais eu à essayer de ses amis le refus de participer à une touiza. Plaçons-nous dans le cadre de la vie agricole du fellah et suivons-le dans l'organisation d'une touiza.

Il peut arriver que pour une raison quelconque un cultivateur soit en retard pour l'accomplissement d'un travail indispensable : labours, moissons. S'il ne compte que sur ses seules forces ou sur ses seules ressources le fruit de sa campagne agricole va être compromis ; et comme son champ est son unique source de revenus, il va être voué à la misère. Devant une pareille situation, notre fellah va faire appel à ses voisins, à ses amis et organiser une touiza (au nom de Dieu).

Il ne fixera pas le jour de la touiza longtemps à l'avance, car il est préférable (surtout pour les labours qui ne pressent pas à un ou deux jours près) d'avoir beau temps. Il se décidera par exemple la veille et enfourchera son âne ou son mulet pour aller de proche en proche avertir tous ceux sur la collaboration desquels il compte. Ce service qu'il demande ne sera pas accueilli avec enthousiasme, mais ne sera pas refusé car le fellah a déjà accompli cette corvée bénévole au profit de ceux qui le lui ont demandé.

Au jour dit, tous les cultivateurs des alentours sont réunis sur le champ du fellah en retard et pour eux va commencer une journée de travail un peu spécial : ce sera, en effet, un travail intensif et très productif d'une part — un travail joyeux

d'autre part, qui laisse au spectateur l'impression d'une véritable fête des champs car (surtout pour les moissons) chacun travaille en riant et en chantant.

Il va sans dire que le fellah ne peut pas fournir à tous ses « invités » le cheptel vif ou mort dont ils ont besoin pour travailler. Aussi chaque cultivateur apporte-t-il avec lui sa charue et ses bœufs s'il s'agit de labours, son tablier de cuir et sa faucille s'il s'agit de moissons. Dans ces conditions la touiza de moissons est beaucoup moins difficile à organiser ; elle est d'ailleurs beaucoup mieux vue et il faut remarquer que c'est celle qui est le plus souvent sollicitée.

Et à l'heure dite, généralement de très bon matin, tous les cultivateurs sont rassemblés. Ils se partagent l'ouvrage d'une façon traditionnelle et aussitôt se mettent en devoir de l'accomplir. Chacun encourageant l'autre de la voix et de l'exemple, tous les participants travaillent avec cœur et sans arrêt. Pour les touizas de labour, qui se font à une époque de l'année où les jours sont courts, les laboureurs peinent du lever du jour jusque vers deux ou trois heures de l'après-midi, avec un seul repos d'une demi-heure, vers onze heures, pour laisser souffler les bêtes. Les touizas de moissons s'interrompent vers huit ou neuf heures pour que les travailleurs prennent une collation qui est un véritable repas, puis durent jusqu'à quatre heures de l'après-midi.

Le travail étant terminé, le fellah remercie ses amis en leur offrant un repas plantureux au cours duquel les travailleurs mangent souvent de la viande : c'est pour eux une rare joie et une occasion unique. La plupart du temps le repas est constitué par un couscouss au beurre avec viande. Il est remarquable de constater que la touiza est si bien entrée dans les mœurs qu'elle est réglementée jusque dans ses moindres détails ; c'est ainsi que le beurre du couscouss est aussi obligatoire que la viande, surtout dans la touiza des moissons, et que l'on doit égorger une bête par nombre déterminé de convives, nombre qui est différent suivant les régions.

Notons au passage qu'il y a, à ces repas, beaucoup plus de convives que de travailleurs. Cela tient à ce que les travailleurs

sont la plupart du temps les Khammès des fellahs des environs qui prêtent pour la touiza leur matériel et leurs associés, mais qui entendent ne pas perdre le fruit de leur générosité, et qui viennent manger aussi goulûment que s'ils avaient travaillé d'arrache-pied.

Ainsi par la touiza le fellah a pu sauver le bénéfice de sa campagne agricole. Mais cette assistance prêtée par les cultivateurs invités n'a pas été gratuite : le ou les repas offerts reviennent assez cher. Dans ces conditions le fellah n'aurait-il pas eu intérêt à enrôler des ouvriers agricoles pour quelques jours ? D'après des notes et un travail fait sur la question par M. Richardot E., alors administrateur-adjoint de commune mixte, il ressort que dans le cas le plus favorable (c'est-à-dire dans le cas d'une touiza nombreuse qui est plus avantageuse aux points de vue du travail rendu et des dépenses accasionnées) la touiza revient à payer la journée de travail son prix ordinaire. « Mais l'organisateur de la touiza se rattrape sur la qualité de travail et sur la quantité de besogne abattue... De plus, son réel bénéfice, le seul qui entrera en ligne de compte pour lui, ce sera d'avoir, par ce moyen, réussi à terminer par exemple ses labours ou à enlever ses récoltes avant le commencement des orages d'automne. Dès lors le prix de revient importe peu. Si élevé soit-il, il est encore moins onéreux que la perte qui serait indubitablement résultée d'un labour hors saison, ou d'un séjour trop prolongé des céréales sur le champ après leur maturité complète. »

Et c'est par ce côté très particulier que la touiza entre dans notre concept de la mutualité agricole. Certes, une touiza est une pratique d'assistance mutuelle ; chaque fellah est tour à tour travailleur ou organisateur. Mais si la touiza est assistance de la part des travailleurs, car leur journée de travail ne leur rapporte en somme rien, elle ne l'est plus vis-à-vis de l'organisateur, puisque la touiza lui coûte autant que lui coûterait une main-d'œuvre salariée. Dans ces conditions, on ne pourrait pas parler de mutualité agricole si la touiza ne présentait pas en plus le caractère d'un mode spécial de travail considéré comme moyen in-extremis pour sauver une récolte. Sans la

touiza et même en disposant de toute la main-d'œuvre salariée désirable (ce qui n'est pas très courant) le fellah serait ruiné. Il n'a qu'un seul moyen de lutter contre le temps : l'entr'aide. Si son appel à l'entr'aide est entendu, si l'assistance mutuelle qu'il réclame ne lui est pas refusée, alors il y a indubitablement mutualité au sens où nous avons entendu ce mot dans notre définition.

Mais il faut bien préciser qu'il n'y a mutualité que lorsque la touiza est effectuée au profit d'un particulier, ce particulier étant un fellah, un égal de tous les travailleurs, et non pas un chef, un marabout ou un caïd. C'est que la touiza, institution ancrée dans les habitudes, a été détournée de son but par les titulaires d'une autorité quelconque. La touiza n'est plus dans ces conditions qu'une forme de la corvée collective ; la touiza va même changer dans son mode d'exécution : c'est ainsi qu'elle durera plusieurs journées. Ce qui était une coutume ingénieuse et généreuse, devient la source d'abus : ceci n'est pas pour étonner. Tout homme qui détient une parcelle d'autorité se transforme en tyran dans ce pays : le Turc pressure ses contribuables, le caïd pressure ses administrés, le fellah pressure ses associés, le marabout pressure ses fidèles, et le pauvre Khammès lui-même, qui est le plus mal servi dans ses besoins de domination, pressure ses animaux et sa femme. D'ailleurs on dédaigne presque le fort qui n'abuse pas de sa force et c'est ainsi que tout est prétexte pour les grands à se servir des petits. Le marabout d'une confrérie fera cultiver ses champs, soigner et garder ses troupeaux, le tout ne lui coûtera que quelques repas qui seront prélevés sur les silos. Le grand chef indigène ne se privera pas de recourir au même système pour peu qu'il y soit invité par les circonstances. Si bien que si, à égalité de condition, les indigènes sont certes des mutualistes et le prouvent, ils n'en demeurent pas moins des loups pour leurs inférieurs.

La touiza, avons-nous dit, est un travail collectif qui profite à un particulier. Nous ne saurions passer sous silence des exemples de travail collectif qui profitent à des collectivités, qui ne s'appellent donc pas du nom de touiza, mais qui s'en rapprochent par les principes qui sont à leur base.

Travail collectif que la construction des silos dont nous avons parlé plus haut. Cette construction rapproche pour un temps les hommes d'un même douar, d'une même fraction et permet la constitution, nous l'avons dit, de greniers coopératifs.

Travail collectif encore que nécessite la curieuse coutume mozabite de la « tnouba » (aumône). M. Depont (p. 35) nous signale qu'au M'zab la tnouba « constitue une rente annuelle créée par un particulier dans un but déterminé. Son inscription est faite sur un immeuble ou sur des jardins du donateur... Un registre tenu dans les mosquées indique dans chaque Ksar l'économie de la fondation ainsi que le jour et le lieu où, d'après la volonté de son auteur, doivent être effectuées les distributions en nature auxquelles sont affectées le plus souvent les tnoubas : viande, blé, beurre, dattes. La fantaisie des bienfaiteurs a mis quelquefois des conditions particulières à ces faveurs : travaux préalables en commun, par exemple, destruction des cafards, des scorpions et d'autres insectes nuisibles. » Et M. Depont conclut à juste titre : « Au fond c'est moins là un acte de charité qu'une œuvre de mutualité sous le couvert de la recherche du salut éternel qui est pour l'âme musulmane, avide de jouissances supra-terrestres, un ressort merveilleux. »

Travail collectif enfin et plus particulièrement agricole que la constitution de barrages par les habitants de la région du Hodna. Ces indigènes habitent une partie des Hauts Plateaux caractérisée par la présence d'un chott : le Hodna, où toutes les eaux fluviales vont se rassembler. Ces eaux seront alors perdues pour l'agriculture car le Hodna est salé. Si bien qu'en période de précipitations atmosphériques, les indigènes choisissent un endroit où les oueds momentanés font un coude et construisent des canaux d'écoulement pour irriguer leurs champs. M. Villot qui a décrit avec détails la construction même du barrage, nous dit : « La construction met en mouvement toute la tribu, coûte un temps considérable, et il suffit d'une crue violente pour détruire le fruit de tant de peines, au moment où la moisson est sur le point de mûrir. » Cette coutume s'apparente à la touiza industrielle, mais outre qu'elle profite à l'ensemble des gens de la tribu, elle a un but nettement agricole. Elle est

encore une manifestation du penchant qu'ont les indigènes pour la mutualité. A noter ici que ces barrages fragiles sont souvent détruits, mais les indigènes ne sont pas rebutés pour autant, malgré leur passivité traditionnelle, ils les construisent car ils reconnaissent en eux une utilité indéniable. Il ne s'agit plus d'assistance mutuelle, mais bien d'une sorte de prévoyance.

Notons enfin une manifestation de mutualité un peu différente de toutes les précédentes. Nous voulons parler de la « serha » ou garde des troupeaux en commun. Cette coutume consiste à confier tous les animaux d'une même fraction ou d'une même mehta à la garde d'un seul berger. Ce berger est successivement fourni par les différentes familles de la fraction. Nous avons ici un exemple de travail individuel qui est exécuté au profit de tous, c'est exactement l'inverse de ce que nous trouvons dans la touiza.

— Associations agricoles, silos, touiza, tnouba, serha, voilà autant d'exemples typiques de ce qu'a fait l'indigène dans la voie de la mutualité agricole. Mutualité par l'assurance, par l'assistance, par l'épargne, par la prévoyance, voir même par le crédit. Désormais nous pouvons affirmer que les œuvres françaises de mutualité agricole, si elles ont la précaution de respecter les usages traditionnels, ne seront mal vues ni des docteurs de la foi ni des intéressés eux-mêmes.

L'étude que nous venons de terminer nous donne dès maintenant une explication du succès qu'ont eu certaines créations d'initiative administrative ; nous voulons parler des Sociétés Indigènes de Prévoyance dérivées de la pratique des silos, et des mutuelles-labours inspirées de la touiza. Elle nous permet aussi de penser qu'avec du temps et de l'opportunité dans les réformes, l'administration pourra victorieusement faire franchir à l'indigène le passage dangereux de l'association primitive à l'association moderne, des pratiques ancestrales aux pratiques toutes nouvelles de l'économie contemporaine. « Quand les mœurs sont en opposition avec les lois, ce sont les mœurs qui l'emportent. » Il faut donc agir avec prudence.

Question de temps et d'opportunité, avons-nous dit. C'est qu'en effet, en brusquant l'évolution on risque d'aller à un échec

avec la meilleure bonne volonté possible. L'exemple de la Russie est à ce sujet très instructif. Dans ce pays « où les petits producteurs ont de tout temps pratiqué une large association d'intérêts, à caractère plus ou moins familial, la haute société a cru, dans le dernier quart du siècle passé, que le milieu était tout préparé à recevoir les institutions coopératives de l'Occident ; en fait, ces institutions ont échoué presque partout parce que mal adaptées aux besoins. » (Pasquier-Bronde).

Mais ce n'est pas le risque de l'échec qui doit enrayer les initiatives colonisatrices de l'administration. Nous verrions dans une pareille attitude une véritable incurie, une incapacité, une indignité de la France dans l'exercice de sa mission. Les « jeunes turbans » auraient tôt fait de s'en saisir et mèneraient alors une croisade pour laquelle nous serions les premiers croisés.

Nous n'en sommes pas là ; mais les meilleures raisons nous inclinent à penser que nous sommes à une époque où il est, économiquement et politiquement, nécessaire d'agir. Dans ces conditions, tout nous laisse espérer que notre travail qui propose en conclusion un projet de réforme de la mutualité agricole chez les indigènes d'Algérie ne sera jugé ni prématuré ni inopportun.

DEUXIÈME PARTIE

CE QUE LA FRANCE A RÉALISÉ

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATIONS INDIGÈNES

Nous comptons étudier les institutions de mutualité agricole nées de l'initiative française en deux chapitres : d'une part, les organismes spécialement réservés aux indigènes et créés pour eux, que nous appellerons les organisations indigènes ; d'autre part, les organismes dont la clientèle est ou peut être à la fois européenne et indigène et que nous appellerons les organisations mixtes.

Il convient de remarquer tout de suite à quel point l'administration a contribué à développer les organismes de l'une et l'autre catégorie. Il est même certains exemples de sociétés entièrement dues à l'activité des Pouvoirs publics. Et nous pouvons constater, si nous remontons à son origine, combien le mouvement mutualiste en France a précédé de peu le même mouvement dans une Algérie qui pourtant était infiniment moins préparée à cet événement que la métropole (1).

Sans doute les conditions économiques faites aux agriculteurs

(1) Où les plus anciens syndicats agricoles ont une cinquantaine d'années.

en Afrique du Nord exigeaient-elles un rapide développement des syndicats et des coopératives, des caisses de crédit mutuel et des caisses d'assurances mutuelles. Mais n'y a-t-il pas eu de la part de l'administration et des personnalités du monde mutualiste un excès de prétentions à vouloir étendre si vite à la masse indigène les bienfaits d'institutions qui nécessitent souvent de leurs adhérents une véritable vertu civique ? N'y a-t-il pas eu, par exemple, imprudence à favoriser par trop le petit crédit en faveur d'indigènes habitués à ne jamais rembourser leurs dettes ? C'est ce que nous aurons à débattre dans la troisième partie de nos développements. Ici nous voulons simplement marquer qu'en dépit de toutes les critiques possibles contre leur hâte ou leur optimisme, les promoteurs du mouvement mutualiste en faveur des indigènes, au premier rang desquels l'administration, n'en ont pas moins droit à ce que l'on reconnaisse leur énergique bonne volonté. Et le tableau que nous allons dresser des réalisations françaises en matière de mutualité agricole serait certes un de nos meilleurs arguments pour démontrer, s'il le fallait, que la France a toujours eu comme préoccupation impérieuse le souci d'améliorer (encore que ce soit très difficile) la vie matérielle et le progrès moral de ses sujets algériens.

MUTUELLES LABOURS

Les sociétés d'assurances mutuelles que l'on appelle les mutuelles-labours, sont une des toutes premières manifestations de la mutualité agricole en terre nord-africaine. Elles sont dans leur forme originelle la création d'un mutualiste distingué, M. Eug. Vallet. Mais cette œuvre d'initiative strictement privée fut bientôt reprise par l'administration et la plupart des mutuelles-labours n'ont pu fonctionner avec profit que dans les régions où les administrateurs de communes mixtes ont su les créer et les diriger.

Cette institution très intéressante et très généreuse comporte donc une double paternité que nous ferons ressortir davantage en exposant d'abord l'idée primitive de M. Vallet et sa réalisa-

tion, puis en indiquant les retouches apportées par l'administration à cet organisme dont elle assure magistralement la croissance et le succès.

C'est dans l'année 1900 que M. Vallet, alors adjoint spécial de Lucet (comm. m. de Fedj Mzala, dépt. Constantine) eut l'idée des mutuelles-labours.

Presque aussitôt furent constituées deux sociétés dans les centres de Lucet et de Rouached. Ces deux sociétés servirent de plan d'épreuve, et devant les résultats satisfaisants qu'elles procurèrent, M. Vallet, dans une étude qui date de 1904, révéla sa conception, exposa la réalisation effectuée, et suggéra la possibilité pour l'administration algérienne de se servir de cette nouvelle institution pour le plus grand bien des indigènes.

Une mutuelle labour est une société d'assurance mutuelle contre un risque, pratiquement contre la grêle. Cette société a le double avantage de mettre l'agriculteur à l'abri de la ruine complète en cas de sinistre, et d'apprendre au paysan imprévoyant à ne trouver de ressources qu'en lui. Il est en effet indiscutable que la pratique officielle des secours aux colons indigènes est immorale : d'une part, elle est insuffisante à porter remède à tous les maux, créant en cela des injustices, d'autre part, elle n'est pas du tout le stimulant à préconiser pour pousser les réfractaires dans la voie de la prévoyance.

Ainsi la mutuelle-labour est destinée de préférence aux petits agriculteurs. Le gros colon a bien assez de crédit pour trouver en temps utile les ressources désirables. Il n'en va pas du tout de même pour le besogneux ; il fallait donc trouver pour lui une combinaison qui lui permit de s'assurer, mais sans exiger de lui une contribution au-dessus de ses forces. M. Vallet a pressenti une solution.

Il constitue une société entre petits agriculteurs d'un même centre. Ces paysans ont tous leurs instruments, leur cheptel, car ils sont tous propriétaires ou concessionnaires. Il fournit à cette société un terrain, pratiquement un terrain communal qui est obtenu à très peu de frais, voire même, étant donné le but de la mutuelle labour, gratuitement. Puis il demande aux sociétaires, conformément aux statuts qu'ils se sont engagés à res-

pecter, de travailler les terrains sociaux au moyen de prestations en nature.

Les récoltes ainsi obtenues payent les quelques frais occasionnés, remboursent les emprunts de semences s'il y a lieu, enfin permettent la création d'un petit capital social qui sera utilisé à payer les primes d'assurances.

Voici exposées dans un raccourci schématique les principales règles des mutuelles labours. Ces sociétés présentent l'énorme avantage de ne réclamer aucune mise de fonds. C'est ainsi qu'à Lucet et à Rouached les sociétés ont fonctionné pour ainsi dire sans frais d'installation (le terrain communal était loué moyennant un franc par an à l'administration locale) et avec de minimes frais d'administration (frais de remise au trésorier, frais d'impression, correspondance et fournitures de bureau, dépenses extraordinaires). En revanche une objection était possible concernant le nombre des prestations à exiger des syndiqués. N'allait-on pas demander aux sociétaires un temps considérable qui enlèverait beaucoup de ses avantages à l'opération ?

Dans l'article des statuts des sociétés de Lucet et de Rouached, les prestations à fournir étaient prévues ainsi qu'il suit :

1. — Labours.....	2 journées
2. — Echardonnage.....	1/2 »
3. — Moisson.....	1 »
4. — Ramassage de la récolte.....	1 »
5. — Transport.....	1/2 »
6. — Battage.....	1/2 »

Chaque colon faisant travailler, pour les labours, toutes ses charrues pendant deux jours, devait fournir une prestation proportionnelle au nombre de charrues qu'il employait pour ses propres cultures.

Pratiquement, les choses ont été beaucoup simplifiées. Les récoltes ont été vendues sur pied, aux enchères. Ainsi les quatre dernières prestations étaient supprimées.

Ainsi pas de frais, et pas de gros inconvénients pratiques. Mais au contraire une grande simplicité dans le fonctionnement de l'œuvre et l'obtention d'une assurance gratuite pour l'agri-

culteur, les prestations effectuées par ses animaux et ses char-rués n'étant véritablement pas une charge.

Cette assurance, but de la société, couvre les dégâts que peuvent subir les cultures sociales. Puis, lorsque la mutuelle-labour devient plus riche, cette assurance est étendue aux cultures propres des mutualistes.

Nous répétons qu'en 1904, fort du succès remporté par ses créations de Lucet et Rouached, M. Vallet soumit sa tentative à l'appréciation de l'administration. Un vœu tendant à ce que l'administration crée dans tous les centres agricoles de pareilles sociétés, fut présenté au Conseil Général de Constantine le 9 octobre 1903 par M. Joly de Brésillon et adopté à l'unanimité. De même la Chambre d'agriculture de Constantine, dans sa séance du 12 novembre 1903, adopta un vœu en tous points favorable à la jeune institution.

Et c'est ainsi que la haute administration fut appelée à recommander à ses représentants locaux, notamment aux maires et aux administrateurs de C. M., la création de mutuelles-labours. Sous cette impulsion officielle, des mutuelles labours naquirent un peu partout et notamment dans les communes mixtes où certains administrateurs se montrèrent de fervents et précieux mutualistes. Et tout naturellement, alors qu'à l'origine les sociétaires étaient européens, les indigènes constituèrent la grosse masse des adhérents. A telle enseigne que nous avons pu étudier les mutuelles labours dans nos développements consacrés à ce que nous avons appelé les organisations indigènes.

Ici il importe de remarquer que les mutuelles labours, si elles empruntaient une part de leur principe à l'idée très moderne et très européenne de la mutualité, reposaient par ailleurs sur la pratique indigène exposée plus haut de la « touiza ».

Nous savons que la prestation collective en nature est ancestralement pratiquée par nos sujets algériens. Les mutuelles labours, qui utilisaient cette coutume, avaient des chances de succès auprès des indigènes. En fait, la pratique a démontré que dirigées ou surveillées par des Français, ces sociétés ont donné toutes satisfactions.

Donnons à titre d'exemple, ancien, mais concluant, les ré-

sultats obtenus par les mutuelles labours créées en 1909 dans la commune mixte de Souk Ahras. Dans cette commune mixte il a été fondé autant de sociétés d'assurances mutuelles que de douars, soit douze, en moins de trois ans. Et voici, sous forme de tableau, les résultats qu'au bout de trois ans ces organismes avaient obtenu au point de vue de l'assurance contre la grêle (voir le tableau page 57).

Cette réalisation nous inspire deux remarques. D'abord en 1911 on a pu assurer 50 p. 100 de la valeur des récoltes alors qu'en 1912 on n'en a assuré que 30 p. 100, cela a tenu à une augmentation de 57 p. 100 sur les taux de cotisations exigées par la société d'assurance. D'autre part il convenait de signaler que les indigènes, au moment de la création de ces sociétés, étaient peu enthousiastes ; mais à la suite de l'orage de grêle de 1911, ils se sont montrés très favorables aux avantages d'une institution qui leur avait permis de récupérer à peu près 33 % de leurs pertes. Pour une fois le sinistre grêle avait servi les intérêts généraux de la colonisation et révélé l'effort bienveillant de l'administration française.

Ajoutons que dans certaines communes mixtes, où les résultats, quoique en définitive appréciables, n'ont pas été aussi rapides, les mutuelles labours ont eu recours pour leur fonctionnement à l'aide financière des S.I.P. Mais partout l'expérience des sociétés d'assurances mutuelles a démontré d'une part que l'utilisation des coutumes indigènes était un principe fécond, — d'autre part que cette utilisation ne pouvait se faire avec profit pour les indigènes qu'en accordant aux fonctionnaires locaux un véritable droit de tutelle. Partout où des mutuelles labours ont été créées, leur sort a dépendu en effet de la manière dont elles ont été administrées et surveillées, de la manière dont les indigènes ont été contraints de devenir, bon gré, mal gré, de parfaits mutualistes.

DJEMAAT-EL-FELAHA

Comme nous venons de le voir, les mutuelles labours font de la mutualité par assurance. Nous allons maintenant rapide-

ANNÉES	Nombre de douars intéressés	CHAMPS SOCIAUX					Nombre de Mutualistes	CHAMPS DES MUTUALISTES				
		Valeur totale des récoltes assurées	Valeur de la partie assurée	Prime payée à la société d'assurance	Montant des dégâts éprouvés	Indemnité touchée		Valeur totale des récoltes assurées	Valeur de la partie assurée	Prime payée à la société d'assurance	Montant des dégâts éprouvés	Indemnité globale touchée
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1909-10 . .	3	4 930	4 930	21 60			273	478 425	70 942 53	644 90		
1910-14 . .	10	18 800	18 800	213 85	1 026	1 026	840	747 900	310 300 »	2 994 80	74 084 46	24 640 63
1914-12 . .	12	49 700	49 700	358 90			1214	775 000	232 500 »	4 043 66	8 703 »	2 610 90
		TOTAUX		596 35	1 026	1 026				7 680 36	82 751 46	27 251 53

ment étudier des sociétés qui sont à base de mutualité par crédit et enseignement. Le créateur de ces sociétés, M. Rolland, inspecteur de l'enseignement agricole, les a baptisées « Sociétés de culture indigènes » ou Djemaat el Felaha.

C'est dans un rapport très documenté qu'il adressa à M. Lutaud, alors gouverneur général de l'Algérie, que M. Rolland exposa ses idées concernant la nécessité d'un organisme susceptible d'entraîner l'agriculteur indigène dans la voie des progrès techniques.

M. Rolland avait en effet constaté que l'agriculteur indigène, l'arabe plus encore que le kabyle, est un très médiocre paysan. La science agricole de nos sujets est faite en partie de règles empiriques et en partie de croyances extra-expérimentales d'origine magico-religieuse. C'est ainsi que le fellah agit selon certains dictons : « Laboure de bonne heure, sinon loue tes bœufs ». « S'il pleut à la fin du printemps, prépare les silos », — et manifeste à toutes les périodes de la vie agricole de nombreux penchants pour la superstition : lorsque les bœufs sont au repos, il met volontiers dans leur mangeoire des outres gonflées pour que les bêtes engraisent (magie imitative). De plus l'indigène soigne mal son bétail et lui applique le précepte : « que celui qui t'a créé te nourrisse ».

En présence de telles pratiques, M. Rolland a été frappé par les pertes considérables, ou plutôt par le manque à gagner, qu'elles entraînaient. Les indigènes emblavaient en effet en 1917, 2.200.000 hectares en céréales produisant onze millions de quintaux ; à la même date, les colons cultivaient environ 800.000 hectares et produisaient six millions de quintaux. Les indigènes possédaient quatre millions d'oliviers, cinq millions et demi de figuiers et dix millions d'arbres fruitiers divers ; les colons cultivaient deux millions d'oliviers, 360.000 figuiers et environ trois millions et demi d'arbres fruitiers. Le cheptel indigène était de treize millions de têtes environ, celui des colons ne dépassant guère un million.

De tels nombres font songer aux énormes plus values que l'on aurait dû obtenir de cette énorme masse de fellahs qui traînaient une vie bien misérable mais qui auraient pu, avec

une technique meilleure, du bétail mieux soigné, des instruments plus perfectionnés, des semences mieux sélectionnées, obtenir des rendements susceptibles de leur apporter l'aisance.

Toute la question revient donc (car ce qui se passait en 1917, sous les yeux de M. Rolland, conserve toujours une actualité saisissante) à éduquer le fellah, à le guider, à lui apprendre à produire.

Certes déjà l'évolution dans ce sens a été entreprise par le colon et par l'école. Le colon, par son exemple, par les résultats qu'il obtient, donne au fellah de vraies leçons. L'école, par son enseignement intelligemment dosé, révèle une partie de la science du travail de la terre ; l'élève y apprend des procédés de culture simples mais rationnels, par la suite l'ancien élève devenu chef de famille peut recevoir un enseignement post-scolaire et un enseignement professionnel donné soit dans les cours pratiques de culture, soit dans les cours temporaires de culture.

Mais il faut savoir que l'exemple du colon n'est pas suffisant car la leçon qu'il donne n'est pas explicative : le colon n'a ni le loisir, ni le goût d'être un éducateur bénévole. De plus dans de nombreuses régions, il n'y a pas contact entre les deux éléments de la population. Par ailleurs, l'école peut faire beaucoup, mais son action reste insuffisante, car la mauvaise situation du petit fellah exige une intervention plus rapide et plus énergique.

C'est une intervention de ce genre que M. Rolland proposait en 1917, sous la forme des sociétés de culture indigènes.

Qu'est-ce au juste qu'une Djemaat el Felaha ?

Dans l'esprit de son fondateur, une telle société doit être une société civile de façon à ce que dans l'élaboration des statuts, la plus grande liberté soit permise. De cette manière les statuts pourront contenir toutes sortes de dispositions en conformité avec les usages locaux et les nécessités agricoles de chaque endroit.

La société de culture a pour but de permettre de travailler aux agriculteurs qui n'ont plus rien (ni terre, ni cheptel), aux « chemmas », aux « buveurs de soleil ».

La société a de plus un rôle éducatif : elle doit faciliter l'emploi d'instruments perfectionnés et surtout surveiller les méthodes culturales de façon à apprendre au fellah le travail de la terre.

Quels sont les sociétaires ? Avant toutes choses, pour être sociétaires il faut être membre d'une S.I.P. ; nous verrons plus loin pourquoi. Cette condition remplie, les sociétaires se divisent en trois catégories : les chemmas qui ne possèdent rien et qui vont devenir les khammès de la société, — les fellahs qui possèdent quelques hectares de terre et qui complètent leur exploitation en louant des communaux ou autres terres, — les fellahs ayant assez de terres, mais qui complètent leur cheptel vif et mort et leurs semences. Ainsi qu'on peut le voir, les sociétaires sont donc de modestes paysans.

La société, composée de vingt à cinquante petits fellahs, sera dotée d'un conseil d'administration composé suivant les communes de l'administrateur de commune mixte ou du maire, et de quelques bons cultivateurs européens ou indigènes. Ce conseil d'administration examine les ressources et fixe les progrès à réaliser ; il établit, d'accord avec les intéressés, un cahier des charges fixant les conditions dans lesquelles devront se faire les cultures, les récoltes, et devront se donner les soins aux animaux. Les fellahs de la djemaat el felaha s'engagent à suivre le statut et le cahier des charges ; il est prévu des amendes pour ceux qui passeront outre à cet engagement.

Comment va fonctionner cette société, où va-t-elle trouver les ressources nécessaires ?

Chaque sociétaire, avons-nous dit, doit être membre d'une S.I.P. ; c'est en effet à la S.I.P. que l'associé demandera un prêt. Les emprunts sont remboursables en fin d'année ou renouvelables, mais ce qui les distingue des emprunts ordinaires contractés auprès des S.I.P, c'est qu'ils peuvent dépasser le maximum fixé par une circulaire du gouverneur général (1).

Les sommes prêtées à chaque sociétaire ne lui sont pas re-

(1) Circulaire du 25 août 1908 (Estoublon et Lefébure, 1908, p. 358). En 1917, ce maximum était de frs : 1.500.

mises. L'agent comptable de la société, qui est en fait soit le secrétaire de commune mixte, soit l'instituteur, touche ces sommes et les verse à la caisse de la djemaat el felaha. Le conseil d'administration achète alors les cheptels vif et mort, les engrais, les semences nécessaires, et répartit le tout en nature entre les sociétaires qui emploient leur quote-part, sous la surveillance d'un chef de culture.

Chaque sociétaire reçoit des avances qui varient avec ses ressources, et a son compte établi sur un registre spécial. « Lorsque l'avoir net de chaque sociétaire atteint la valeur des avances fournies, il en devient propriétaire ».

Mais comment la djemaat el felaha va-t-elle récupérer ses avances ? C'est là qu'intervient l'emploi de pratique courante chez les indigènes, c'est là véritablement l'idée originale de M. Rolland.

Vis-à-vis des chemmas, les sociétaires de la première catégorie, la société se comportera comme le fait un fellah vis-à-vis de son Khammès. Le chemmas verra ainsi son travail rémunéré par une quote part de la récolte, qui reviendra pour le surplus à la société.

Vis-à-vis des sociétaires de deuxième et troisième catégories, la société traitera en s'inspirant des contrats d'association agricole usités dans la région.

Ici citons M. Rolland : « Lorsqu'un indigène propriétaire de terrain n'a qu'une bête de labour, il cherche un associé qui fournit l'autre bête. L'association est ainsi constituée : chacun des associés a un Khammès pour les labours, les moissons et les battages, — la semence est fournie par quantités égales et le produit de la récolte est partagé en deux parties égales après que les Khammès ont pris leur cinquième. L'associé le plus aisé peut avancer la semence qu'il retient au moment de la récolte. On se partage la paille. Chaque associé nourrit sa bête. L'achour est payé par moitié...

« Autre cas : le propriétaire du sol n'a pas de bête de labour et ne peut avancer la semence : son associé fournira avec le zoudja (couple de bœufs ou mulets) la semence. Celle-ci sera rendue à l'associé à la récolte. La nourriture des bêtes incombe

à celui qui les possède. Alors les conditions seront les suivantes : partage de la récolte en trois parties après prélèvement de la part des Khammès. Un tiers revient au propriétaire du terrain, les deux autres tiers reviennent au maître des animaux. L'achour est à la charge des deux associés dans la proportion de leurs droits à la récolte. C'est ce que l'on appelle la Cherika... Dans certaines régions, le cheptel vif est donné en berdjel : pour un bœuf on a droit à un dixième de la récolte d'une charue (environ dix hectares), pour deux bœufs, au cinquième.

« Lorsque la société pratiquera la chérিকা, le berdjel, ou toutes autres formes d'association avec ses sociétaires, elle ne manquera pas de leur faire des conditions moins dures que celles demandées habituellement par les indigènes et qui sont presque toujours usuraires. »

C'est donc d'une manière très ingénieuse, adaptée aux usages des indigènes, susceptible par conséquent d'avoir un plein succès, que la société récupère ses avances. Elle commencera par amortir les dettes contractées vis-à-vis des S.I.P., puis constituera un actif à ses sociétaires, actif qui leur sera définitivement attribué dès qu'il aura atteint la valeur de la dette contractée.

Enfin la société utilisera quelques ressources à créer un fonds de réserve. C'est sur ce fonds de réserve que la société pourra donner des primes d'encouragement aux fellahs pour le défrichement, l'élevage, l'achat de matériel, — ou créer certaines œuvres intéressant les sociétaires, par exemple un champ d'expériences.

En jetant les bases de pareilles sociétés, M. Rolland espérait le succès, il avait en effet dans cette voie eu des prédécesseurs et leur exemple était encourageant. Ainsi la Compagnie genevoise de Sétif, qui avait à l'époque soixante ans d'existence et qui faisait cultiver plus de six mille hectares par des Khammès, sous la seule direction d'un gérant européen. L'exploitation se soldait par de jolis bénéfices et les Khammès en retiraient leur part.

Quels ont été les résultats de cette initiative généreuse de M. Rolland ? Favorisée par le Gouverneur général Jonnart et par l'administration, la création des djemaat el felaha a été réalisée dans quelques communes mixtes.

La première société de ce genre fut créée en septembre 1918 au douar Ouled Sabor, dans la commune mixte des Eulmas (St-Arnaud, Constantine). Elle a dû se dissoudre en 1929, les adhérents ayant empiété sur des terrains qui ne leur étaient pas destinés.

En 1921, on institua des djemaat el felaha aux Rirhas (Constantine), à Zemmora (Oran), à Tablat (Alger). Ces deux dernières sociétés sont toujours prospères, — mais celle des Rirhas n'a donné aucun résultat utile.

Quels que soient les résultats obtenus, il convient de souligner l'importance de pareille initiative au point de vue mutualité agricole. Comment ne pas être séduit par l'heureuse combinaison d'usages locaux et de pratiques modernes que comporte une société de culture ? Comment ne pas considérer avec bienveillance une tentative qui se proposait deux buts également pressants : permettre aux indigènes de vivre par leur travail, — profiter de cette activité pour leur inculquer des éléments de science agricole rationnelle ? Nous ne saurions passer sous silence ici la conclusion du rapport de M. Rolland, conclusion qui conserve aujourd'hui toute sa valeur :

« Il est temps d'apercevoir que la fragilité de production de nos fellahs est une menace constante pour la colonie. Que quatre à cinq années déficitaires se succèdent et nous pourrions voir mise en péril l'existence même des S.I.P., des mutuelles labours, des caisses de crédit. Toutes ces institutions qui ont pour objet d'améliorer la situation du fellah semblent jusqu'à présent avoir eu surtout pour but de préserver l'indigène de la disette, de certaines calamités... Il y a mieux à faire, secourir est bien, mais éduquer et faire produire, c'est beaucoup mieux et c'est ce qu'entendent faire les djemaat el felaha. »

SOCIÉTÉS INDIGÈNES DE PRÉVOYANCE ET FONDS COMMUN

Les sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels d'Algérie, que nous appellerons pour simplifier les sociétés indigènes de prévoyance (S.I.P.) sont la pièce maîtresse,

la pierre angulaire de tout le système algérien en ce qui concerne la mutualité agricole organisée au profit des indigènes. Nous avons d'ailleurs constaté que c'est sur elles que repose la destinée des mutuelles labours et des djemaat el felaha.

A ce titre, leur étude nous retiendra assez longtemps. De plus, quoique étudiées dans de récentes thèses, au nombre desquelles une des dernières en date et la plus complète est celle de M. Arripe (1), ces S.I.P. n'ont pas encore fait l'objet d'une étude d'ensemble depuis leur amélioration due à la création en 1933 d'un fonds commun.

Pour cette double raison, nous comptons, sans entrer néanmoins dans tous les détails, décrire ces sociétés avec précision en étudiant successivement leur historique, leur législation, leurs caractères juridiques, leurs buts, leur organisation administrative, leur organisation financière et enfin les résultats auxquels elles ont abouti. Cet exposé terminé, nous indiquerons les tentatives de réformes dont les S.I.P. ont fait l'objet avant 1933. Puis, en adoptant le même plan que pour les S.I.P., nous étudierons le fonds commun (F.C.) créé par la loi du 19 juillet 1933.

SECTION I.

S.I.P.

Historique. — Nous avons déjà dit, en parlant des silos indigènes, que cette pratique avait inspiré la création des S.I.P., création vouée dès les débuts à une faveur spéciale des indigènes et à un réel succès du fait que les méthodes employées étaient exactement adaptées à la mentalité indigène.

Pendant la période de la conquête de l'Algérie, l'autorité militaire avait constaté l'existence de nombreux silos et avait utilisé les céréales ainsi mises en réserve soit pour en faire bénéficier les populations soumises, au détriment des tribus

(1) C'est à M. Arripe que nous emprunterons l'essentiel de notre exposé sur les S.I.P. ; sa thèse, parue en 1930 étant très complète et résumant tous les travaux parus jusqu'à ce jour sur la question.

dissidentes, soit pour les besoins de ravitaillement des colonies. Mais il n'y avait dans de pareils actes que manifestation d'autorité et non pas souci systématique de favoriser le crédit ou l'assistance.

Cependant en 1847 une première tentative d'organisation fut essayée. Un capitaine d'état-major, le capitaine Lapasset, chef du bureau arabe de Ténès, spécialiste des questions indigènes, soumettait à ses chefs un « projet d'établissement de silos de prévoyance pour les tribus, servant en même temps de garantie de leur fidélité », — en en justifiant l'urgente nécessité par l'approvisionnement qu'il permettait pour les mauvaises années. De plus, une pareille institution rendait possible une distribution de prêts de semences aux pauvres.

Cette idée du capitaine Lapasset n'eut pas de suite en raison des événements politiques de 1848, qui changèrent les destinées et les tendances de la métropole.

Les choses restèrent en l'état jusqu'au moment où une grande sécheresse survenue entre 1865 et 1867, suivie d'une épidémie de choléra venue de Tunisie, puis d'une épidémie de typhus (Amech-cher, l'année du malheur) redonna une particulière acuité à la question des silos de prévoyance. Durant cette pénible période, on avait pu constater un remarquable dévouement de l'aristocratie indigène qui sut non seulement épuiser ses ressources, mais aussi s'endetter très largement pour permettre à la masse de franchir le mauvais pas. On avait aussi remarqué la lutte solidaire entreprise par la Kabylie, dont la population, plus prévoyante, avait trouvé assez de ressources pour nourrir de nombreux affamés venus de partout. Le gouvernement, de son côté, importait de grandes quantités de céréales.

Mais il ne s'agissait que de moyens de fortune. C'est dans le but d'établir une organisation efficace et durable que le général Liebert, reprenant l'idée du capitaine Lapasset, elabora des statuts pour une société qu'il forma dans la subdivision de Miliana, soumise à son commandement. Cette œuvre du général Liébert, approuvée le 4 septembre 1869, par le maréchal de Mac Mahon, alors gouverneur général de l'Algérie, fut co-

piée dans quelques endroits, mais eut un brusque arrêt en raison des grands soulèvements de 1870 (révolte de la Kabylie).

Le calme étant assuré en Algérie, le conseil supérieur de gouvernement émit le vœu, en 1875 (année de sécheresse), de voir se rétablir les sociétés dites « caisses de Foukara ». Ce n'est qu'en 1880, après qu'en 1878 les populations aient eu à se défendre contre une très sérieuse menace de famine, que l'autorité civile reprit l'idée du général Liébert et la concrétisa dans les actuelles S.I.P. Nous ne saurions taire le grand rôle joué en la matière par M. de Peyre, les gouverneurs Tirman et Cambon, secondés par les administrateurs de communes mixtes.

Les premières sociétés sont créées en 1882. En décembre 1886, on en compte quarante-quatre, groupant 60.293 sociétaires, riches d'un actif de Frs 1.698.322,39. Au 31 décembre 1889, on enregistre les résultats suivants : 62 sociétés, 158.722 sociétaires. Frs. 3.225.500,07 d'actif.

Les nouvelles sociétés prenaient une trop grande expansion pour qu'une loi ne vienne pas consolider leur régime et accroître leur champ d'action. Ce fut l'œuvre de la loi du 14 avril 1893, encore en vigueur.

Législation. — En dehors de la loi du 14 avril 1893 intitulée « loi ayant pour objet la reconnaissance comme établissement d'utilité publique les S.I.P. d'Algérie », les textes relatifs aux S.I.P. sont :

— Décret du 6 avril 1919, réorganisant les djemaas dans les communes de plein exercice (P.E.)

— Des arrêtés gubernatoriaux réglementaires (7 décembre 1894, 11 septembre 1895, 24 décembre 1914, 5 mars 1919, 17 janvier 1920, 19 août 1927, 19 janvier 1928) ;

— Des circulaires du gouvernement général (29 janvier et 24 juin 1895, 14 décembre 1914, 29 décembre 1914).

Caractères juridiques. — Les S.I.P. (art. 8 L. 14/4/93) jouissent de la personnalité civile. Différentes décisions judiciaires, qui constituent une jurisprudence définitivement admise, considèrent que ces sociétés, créées par la loi française, ne peuvent

être ni indigènes, ni musulmanes. Elles ne peuvent être que françaises et soumises par conséquent à la juridiction française (Jugement du tribunal d'Orléansville du 18-1-22).

Les S.I.P. sont de plus établissements d'utilité publique et non pas, comme le soutenait le professeur Larcher, établissements publics. De cette caractéristique découle toute une série de conséquences concernant la capacité d'agir en justice, de contracter, de posséder, de recevoir des dons, des subventions. Les deniers des S.I.P. sont des deniers privés ; les S.I.P., établissements d'utilité publique, ne sont assujettis à la tutelle administrative que dans des cas exceptionnels.

Buts. — Les buts des S.I.P., tels que les a définis la loi de 1933, sont au nombre de quatre :

1. Distribuer des secours ; par ce moyen l'administration française sera considérée comme une généreuse bienfaitrice et pourra lutter victorieusement contre les confréries. Le secours n'est pas un droit mais une faveur ; cette faveur n'est pas obligatoirement réservée aux seuls sociétaires, mais elle est exceptionnelle et temporaire.

2. Organiser du crédit. Ce crédit, limité aux besoins des fellahs et à leurs possibilités de remboursement, est du crédit à court terme (un an). Les prêts consentis sont essentiellement agricoles et sont effectués soit en argent soit en nature.

3. Contracter des assurances. Les S.I.P. peuvent contracter des assurances collectives contre l'incendie des récoltes, la grêle, les accidents.

4. Enfin aider les sociétés similaires par octroi de prêts, jusqu'à concurrence du dixième des fonds disponibles de la société créancière.

Organisation administrative. — Il ne peut y avoir qu'une société par commune et le siège de la société est obligatoirement au chef-lieu de la commune.

Les fondateurs d'une S.I.P. adressent au gouvernement général, par l'intermédiaire du préfet, une demande d'approba-

tion, accompagnée de la liste des membres et d'un projet de statut généralement copié sur un modèle type (arrêté du 7/12/94) qui détermine une dizaine de points importants. A cette demande est joint, depuis une circulaire du 14 novembre 1903, un certain nombre de renseignements concernant l'importance de la population indigène de la commune, le nombre total des cultivateurs, le nombre des charrues imposées à l'achour, le nombre des animaux imposés au Zekkat.

La dissolution est, soit volontaire (dans ce cas elle est prononcée par l'assemblée générale convoquée à cet effet), soit forcée (elle est prononcée alors sur la proposition du préfet par arrêté du gouverneur général, pris en conseil de gouvernement). La liquidation se poursuit sous la surveillance du préfet.

Les sociétaires se divisent en membres honoraires et en membres participants. Ces derniers (au nombre desquels les indigènes naturalisés peuvent figurer) sont en principe des volontaires. En fait, la plupart des contribuables indigènes portés au rôle de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole sont inscrits d'office comme sociétaires.

L'assemblée générale n'est prévue que dans deux cas : établissement et modification des statuts, — dissolution volontaire de la S.I.P.

L'action d'une S. I. P. s'étend à tout le territoire d'une commune ; la commune est divisée en sections, la société est représentée dans chaque section par un conseil de section qui, depuis l'arrêté du 11 septembre 1895 en ce qui concerne les communes mixtes et les communes indigènes, — depuis le décret du 6 février 1919 en ce qui concerne les communes de P. E. n'est autre que sa djemaa de douar.

Le conseil de section est donc présidé par le président de la djemaa (élu de cette assemblée); le secrétaire, rétribué jusqu'à concurrence de 1.000 francs par an est le secrétaire de la djemaa.

Le conseil de section se réunit tous les mois, ou même plus souvent si c'est nécessaire. Il propose d'accorder les délais de paiement ou la remise gracieuse d'une partie ou de la totalité de la cotisation, — il donne son avis sur les demandes de se-

cours, — il s'assure des besoins de l'emprunteur et fixe le montant des prêts, — il donne son avis sur toutes les questions posées par le conseil d'administration.

Le président dirige les délibérations du conseil de section, veille à la bonne tenue des registres, reçoit le versement des cotisations en nature aux silos de réserve, remet aux intéressés le montant des prêts en nature, est à la disposition du conseil d'administration pour le bon fonctionnement de la société.

Le secrétaire assure l'expédition des affaires. Il tient un certain nombre de registres.

Aux termes de l'article 3 de la loi du 14 avril 1893, chaque S. I. P. est administrée par un conseil formé de membres indigènes (autant que de sections mais pas moins de six). Le président est désigné par le préfet sur une liste de trois noms à lui présentée par le conseil municipal ou la commission municipale. Les indigènes peuvent présider, mais en fait et conformément à l'esprit de la loi, il y a toujours dans les trois noms présentés au préfet celui de l'administrateur ou du maire, et c'est toujours l'administrateur ou le maire qui préside les S. I. P.

Le receveur des contributions diverses faisant fonctions de receveur municipal est trésorier, le secrétaire de la commune est secrétaire. Ces deux membres n'ont que voix consultative et sont rétribués (le secrétaire n'a pas droit à plus de 3.000 fr.).

Les communes fournissent aux S. I. P. les locaux et les emplacements pour les silos magasins.

Le conseil se réunit chaque mois et règle par délibération les affaires de la société.

Le président dirige les délibérations, en assure l'exécution, représente la société pour tous les actes intéressant la société : il fixe l'époque des versements des cotisations en nature ou en argent, signe les bons ou ordres de prêts, choisit les gardiens de silos, présente les demandes de retrait de fonds à la caisse des dépôts et consignations, dresse chaque année au 31 décembre l'inventaire de l'actif mobilier de la société, etc., en un mot, il est l'animateur de la société.

Le secrétaire, sous l'autorité du président, assure l'expé-

dition des affaires et tient un certain nombre de registres. Il conserve les archives (1).

Organisation financière. — Ressources : L'actif de la société se compose de : cotisations des sociétaires, grains emmagasinés et prêts en nature, sommes existant dans la caisse du trésorier ou déposées à la caisse des dépôts et consignations et des prêts en argent, intérêts des prêts, dons, subventions accordées par l'Etat, le département, la commune, les sociétés de bienfaisance ou d'agriculture.

La cotisation est une prestation en blé ou en orge déterminée chaque année par le conseil d'administration ; elle peut être remplacée au gré du sociétaire par une cotisation en argent. Elle n'est pas uniforme pour tous les sociétaires, car elle varie suivant l'état de fortune des intéressés ; elle est volontaire ; en fait, la plupart des contribuables portés sur les rôles de l'impôt des bénéfices des exploitations agricoles, sont inscrits d'office aux S. I. P.

La constatation du produit des cotisations s'opère dans les écritures du trésorier (compte des cotisations des sociétaires). Les cotisations en argent sont versées par les intéressés entre les mains du trésorier, — le versement des cotisations en nature aux silos de réserve est effectué en présence du président du conseil de section (assisté au moins de deux membres du conseil).

Si un sociétaire ne peut acquitter sa cotisation, il peut lui être accordé un délai (jusqu'à la récolte suivante), ou même la remise gracieuse de la totalité ou d'une partie de la cotisation. La remise est prononcée par le conseil d'administration. En cas de refus de paiement, l'indigène peut être exclu de la société qui conserve ses versements. Aucun mesure coercitive n'a été prévue, car la cotisation est volontaire.

Les cotisations ne sont plus versées dès que la société a un capital représentant 500 francs par sociétaire.

(1) Noter qu'il y a dans les Territoires du Sud et en raison des particularités des communes qui les composent et des indigènes qui y habitent, une organisation administrative et financière adaptée aux conditions physiques et humaines.

Opérations. — Pour les secours, la demande est examinée par le conseil de section ; le dossier passe ensuite au conseil d'administration qui statue.

Tout sociétaire qui veut emprunter soumet sa demande au conseil de section qui s'assure des besoins du demandeur et transmet le dossier au conseil d'administration qui statue. Les prêts sont proportionnés à la solvabilité des emprunteurs, ils sont remboursables à la prochaine récolte.

Dans la pratique, les demandes de prêts sont soumises à époques fixes. Le gouverneur général (circulaire du 25 août 1908) a fixé à 1.500 francs le maximum des prêts; ce maximum a été porté à 5.000 francs (décision du 29 novembre 1929), puis à 10.000 francs (décision du 8 décembre 1932). Le taux de l'intérêt est de 5 % l'an ; l'intérêt est calculé par mois entier sans fraction de jours. Le versement du montant du prêt en argent est fait directement à l'intéressé par le trésorier. Le versement du prêt en nature est également fait directement à l'intéressé par le président de section assisté de deux membres au moins de son conseil.

Les prêts consentis ne peuvent pas être frappés d'opposition mais de saisie-arrêt (télégramme du gouverneur général en date du 28 décembre 1934).

En cas de non remboursement aux échéances, il y a lieu de recourir aux tribunaux (juridiction française). Le trésorier indique au président du conseil d'administration les sociétaires qui ne se sont pas libérés, — ce dernier actionne devant le tribunal compétent et il assure ensuite l'exécution des jugements rendus.

Une S.I.P. peut emprunter à une autre S.I.P., mais les emprunts ne doivent jamais dépasser la valeur totalisée des cotisations tant en nature qu'en argent, perçues pendant les trois derniers exercices. Ce même montant est limité d'autre part au dixième des fonds disponibles de la société prêteuse.

Des instructions gubernationales ont fixé différents points, entre autres : le taux de l'intérêt (5 %), la nécessité pour chaque emprunt d'une autorisation du préfet, le délai de remboursement (trois ans au maximum).

Les assurances doivent faire l'objet d'un contrat spécial pour chaque section, valable après autorisation du préfet. Le montant des primes totalisées ne doit pas dépasser le tiers de la valeur des cotisations annuelles de la section assurée.

Pour acheter ou vendre leurs grains, les S.I.P. procèdent par adjudications toujours subordonnées à l'approbation du préfet ou par marchés de gré à gré dans les cas où ils sont autorisés pour les communes.

Contrôle. — Les deniers des S.I.P. sont des deniers privés. Le trésorier suit, pour la tenue de la comptabilité, les règles adoptées en matière de gestion communale (l'exercice budgétaire va donc du 1^{er} janvier au 31 décembre).

Le trésorier établit un compte de gestion, encaisse les cotisations et paie les prêts et secours. Si les fonds dépassent 6.000 francs, l'excédent est versé par ses soins à la caisse des dépôts et consignations où ils rapportent 1 % d'intérêt.

Le compte de gestion présenté à la fin de chaque exercice est divisé en deux parties : opérations en deniers et opérations en nature (qui figurent pour leur montant en argent).

Le trésorier n'est responsable que des opérations en argent. Depuis 1925, il touche non plus des remises variables, mais un traitement fixe annuel déterminé par le préfet sur la proposition du directeur des contributions diverses. Ce traitement n'est jamais inférieur à 120 francs et est revisable tous les trois ans.

Les S.I.P. sont placées sous le contrôle du préfet à qui chaque président adresse le 1^{er} janvier de chaque année le compte-rendu de la situation financière et morale de la société.

Les S.I.P. sont soumises aux inspections des agents des finances.

Enfin, dans chaque département, il est institué une commission de surveillance composée du préfet, de l'inspecteur des finances et du directeur des contributions diverses. Cette commission est juge des comptes et est chargée de la vérification de la gestion des trésoriers, selon les règles et les formes utilisées pour le contrôle des comptables publics. En effet, les S.I.P. n'étant pas des établissements publics ne pouvaient être

soumises au contrôle des conseils de préfecture ou de la Cour des Comptes.

Régime fiscal. — Presque toutes les quittances, bons, récépissés, procès-verbaux des S.I.P. sont exemptés du droit de timbre ; n'en sont pas exemptées les quittances délivrées par les agents ou fournisseurs des sociétés. De plus, sont exemptés des droits d'enregistrement les procès-verbaux d'adjudication et les marchés de gré à gré.

Résultats. — Donnons ici quelques chiffres :

Années	Nombre de Sociétaires	Nombre de Sociétés
1886	60.293	44
1900	338.339	135
1910	540.850	208
1914	554.589	211
1927	582.166	214
1928	595.085	214
1929	601.128	214
1930	612.477	214
1931	612.550	214

Années	Actif	Cotisations	Prêts	Secours
1886	1.698.322,39			
1910	21.452.854,02	1.335.107,31	9.209.481,67	48.440,61
1915	28.582.320,23	1.350.307,49	9.791.417,97	596.395,22
1920	41.142.747,22	1.540.681,65	19.342.970,00	284.084,83
1925	60.474.249,61	2.473.604,95	22.876.093,35	224.468,32
1927	73.979.974,13	4.276.703,95	30.535.099,63	288.418,45
1928	76.400.309,81	4.944.594,08	38.865.356,55	575.098,70
1929	79.254.870,21	5.152.048,87	40.040.817,04	483.414,48
1930	83.230.788,80	5.295.106,99	55.056.612,67	782.671,77
1931	105.223.292,71		73.852.078,89	575.715,34

Signalons au surplus que pour l'année 1921 qui a ressenti les répercussions des récoltes déficitaires de 1920, les secours se sont élevés à la somme de 1.582.516 fr. 39.

En 1927, 146 sociétés sur 214 faisaient des prêts en nature. En 1929, on ne compte plus que six S.I.P. assurant leurs adhérents alors qu'en 1909 il y en avait seize.

— Dans le projet présenté par le gouvernement et qui devint la loi de 1893, on présentait ainsi les S.I.P. :

« Elles fourniront le moyen de parer aux famines autrefois si désastreuses, elles éviteront le recours aux emprunts communaux ou particuliers précédemment trop nombreux. Elles assureront ainsi au point de vue économique le développement régulier et sans à coup de la richesse publique. Elles auront également un effet moralisateur en habituant à l'épargne le musulman fataliste et imprévoyant.

Enfin, au point de vue politique, elles intéresseront au maintien de la tranquillité publique les chefs de famille qui craignaient de perdre le fruit de leurs économies. A tous ces titres l'œuvre revêt une importance capitale pour la colonie ».

Et M. Arripe de conclure : Les indigènes, en fait, ne vont plus être exposés aux cruelles famines d'autrefois et cela est dû pour une grosse part aux S.I.P. Elles ont facilité de plus la création des Djemaat el Felaha, de mutuelles labours, voire même de plusieurs villages indigènes.

Mais l'œuvre des S.I.P. est encore incomplète.

SECTION II

VERS QUELQUES AMÉLIORATIONS

Nous venons de laisser entendre que cette création administrative, si généreuse et si utile par certains côtés, prêtait par certains autres à diverses critiques. Ces critiques, nous les exposerons en temps utile dans la troisième partie de nos développements.

Qu'il nous suffise ici de savoir que les S.I.P. en fonctionnant ont révélé certaines faiblesses. Ces faiblesses ont donné lieu de la part, soit des délégations financières, soit de l'administration algérienne, à des études tendant à rechercher des améliorations.

Nous voulons ici jeter un rapide coup d'œil sur un vœu émis par la section arabe des Délégations financières le 19 juin 1924 (1) et tendant à modifier l'organisation et le mode de fonc-

(1) Supplément du *Mobacher*, N° 21-22, du 21 juin 1924.

tionnement des S.I.P., — et sur un avant projet de loi issu du gouvernement général en décembre 1925 et ayant pour objet de refondre la loi du 14/9/93 sur les S.I.P.

Chacun sait qu'aux Délégations financières de l'Algérie les intérêts des indigènes sont défendus par une délégation indigène composée de deux sections : une section arabe et une section kabyle. Ces deux sections ont à maintes reprises étudié les questions soulevées par l'organisation et le fonctionnement des S. I. P., et nous voulons ici simplement retenir le vœu émis par la section arabe (1).

Ce vœu pris en considération par l'administration a fait l'objet de rapports des administrateurs de C.M., des sous-préfets et des préfets. Il n'a pas eu de suite directe. Cependant, il convient de remarquer que sur les quatre réformes qu'il proposait, une était déjà réalisée dans la pratique (« les prêts seront effectués en deux fois dans le courant de l'année aux époques favorables aux grands travaux de culture... »), une autre fut réalisée par une décision du 29 novembre 1929 (« les prêts devront être portés de 1.500 à 3.000 francs... » ; en 1929, le maximum fixé fut de 5.000 francs).

(1) « L'organisation actuelle des caisses des S.I.P. présente de sérieux inconvénients quant à leur mode de fonctionnement :

« Pour ce qui a trait aux prêts d'argent à accorder aux nécessiteux, ils ne peuvent dépasser frs : 1.500, par chef de famille et il ne peut être consenti qu'un seul prêt de cette somme par an. Il n'est tenu compte dans ces conditions, ni des besoins matériels de l'intéressé, ni de l'importance de la culture, ni des difficultés de l'année agricole en cours.

En vue de venir en aide aux cultivateurs indigènes nécessiteux et dans un but d'encouragement à la culture intensive, l'Assemblée prie la Haute Administration d'apporter aux statuts des caisses des S.I.P. les modifications suivantes :

1° Les prêts devront être portés de frs : 1.500 à frs : 3.000, par chef de famille et par an, suivant les besoins des intéressés et les superficies ensemencées.

2° Les prêts à accorder seront proportionnels au nombre de charrues utilisées à raison de frs : 300 par charrue mais sans jamais dépasser la somme de frs : 3.000.

3° Ces prêts seront effectués en deux fois dans le courant de l'année aux époques favorables aux grands travaux de culture, en novembre et en mai et non en une seule fois comme cela a lieu actuellement.

4° L'administration accordera à ces sociétés une subvention correspondant à 50 % de la valeur des prêts consentis soit en numéraire, soit en garantie bancaire.

Ainsi ces sociétés pourront rendre des services réels et efficaces à la culture indigène. »

Les deux autres propositions ne reçurent aucune considération administrative.

Beaucoup plus intéressant pour nous, l'avant projet du gouvernement général, qui reflète le constant souci de l'administration d'améliorer le sort des indigènes n'eut pas davantage de répercussion d'ordre réglementaire.

Cet avant-projet fut expédié le 21 décembre 1925 aux préfets qui, en janvier 1926, demandèrent par circulaire à tous les administrateurs et maires présidents des S.I.P. de se prononcer sur les réformes proposées.

L'avant-projet avait principalement pour but :

1° De soumettre le compte des trésoriers des S.I.P. au contrôle des juridictions administratives chargées de l'apurement des comptes des communes ;

2° D'admettre les dites sociétés à ester en justice devant la juridiction musulmane ;

3° De créer un fonds commun destiné à l'attribution de secours ou d'avances remboursables en cas d'événements calamiteux ;

4° De modifier la composition du conseil d'administration et des conseils de section des S.I.P.

Il n'est pas place ici pour apprécier le bien-fondé de pareilles réformes, dont les unes nous paraissent très judicieuses (notamment celle qui tend à permettre aux S.I.P. d'ester en justice devant la juridiction musulmane) et d'autres nous semblent pour le moins indésirables (notamment la dernière).

Mais nous voulons souligner la troisième suggestion, car c'est du souci qui l'avait inspirée, souci d'augmenter le champ d'action des S.I.P. en leur procurant des ressources plus nombreuses et plus faciles que dans le système des prêts de société à société, qu'est née la loi du 19 juillet 1933, portant création d'un fonds commun des S.I.P. C'est en effet ce qui ressort de l'exposé des motifs de la loi, où M. Tardieu déclare que « la nécessité est apparue de rendre les S.I.P. solidaires les uns des autres par la création d'un organisme supérieur dont l'existence et le fonctionnement seraient basés sur l'application du principe de l'épargne collective ».

SECTION III

LE FONDS COMMUN

Législation. — Ainsi que nous venons de le dire, le fonds commun (F.C.) est la création de la loi du 19 juillet 1933 (J. O. de la R. F. du 21 juillet 1933).

L'histoire parlementaire de cette loi peut se résumer ainsi :

Chambre des Députés : Projet de loi de M. Tardieu du 27 mars 1930 (Document parlementaire, annexe 3087, p. 357).

Rapport de M. Ricci du 28 novembre 1930 (Doc. annexe 4152, Sess. Extr., p. 222). Adoption sans discussion le 30 mars 1931 (J.O. du 31 mars, déb. parl. p. 2414).

Sénat : Présentation le 24 novembre 1931 (Doc. ann. 795, p. 1172). Rapport de M. Leblanc du 21 juin 1932 (Doc. ann. 589, p. 936). Avis de la Commission des Finances par M. Fourcade du 12 juillet 1932. (Doc. ann. 678, p. 1002). Déclaration d'urgence et adoption sans discussion le 15 juillet 1932 (J.O. du 16, Déb. Parl. p. 1101).

Le Sénat, en adoptant à son tour le projet de loi, lui avait apporté trois modifications :

1° En précisant dans la loi elle-même la composition du conseil ou comité chargé de la gestion du nouvel organisme ;

2° En fixant de quelle façon seraient employées les ressources du F. C.

3° Enfin en déterminant la contribution obligatoire à verser au fonds commun par les S.I.P.

Chambre des Députés : Retour le 22 novembre 1932 (Doc. ann. 861, p. 149). — Rapport de M. Parès du 22 décembre 1932 (Doc. ann. 1128; p. 1034). — Adoption sans discussion le 27 février 1933 (J.O. du 28, Déb. Parl., p. 1064).

Sénat : Retour le 11 avril 1933 (Doc. ann. 246, p. 209). — Rapport de M. Leblanc du 20 juin 1933 (Doc. ann. 379, p. 301). — Adoption sans discussion le 23 juin 1933 (J.O. du 24, Déb. Parl., p. 1412).

En exécution de la loi du 19/7/33 sont intervenus différents textes dont voici la liste :

— Arrêté du Gouverneur Général du 8 novembre 1933, relatif au fonctionnement du F.C. et fixant un prélèvement sur l'actif des sociétés (J.O. du G.G. du 4 mai 1933, première partie, page 364).

— Circulaire du Gouverneur Général du 18 novembre 1933, n° 8993, relative à l'exécution de l'arrêté ci-dessus (J.O. du G.G. du 1^{er} décembre 1933, première partie, p. 817).

— Circulaire du Gouverneur Général du 19 novembre 1933, n° 9017, émanant des services financiers. — Non insérée.

— Arrêté du Gouverneur Général du 20 avril 1934 (c'est le texte principal) portant règlement pour le fonctionnement du fonds commun (J.O. du G.G. du 4 mai 1934, première partie, p. 364).

— Arrêté du Gouverneur Général du 14 juin 1934, fixant le taux de la participation pour l'année 1934 des S.I.P. au F.C., ainsi que la cotisation à verser par les adhérents.

— Circulaire du Gouverneur Général du 25 juin 1934, n° 4424 relative au maximum des prêts que peut consentir le F.C. par l'intermédiaire des S.I.P.

— Circulaire du Gouverneur Général du 20 novembre 1934, relative aux prescriptions à suivre pour les adhérents illettrés.

Caractères juridiques. — La loi du 19 juillet 1933, dans son article premier, déclare que le F.C. jouit de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Contrairement aux S.I.P. qui sont établissements reconnus d'utilité publique, le F.C. est un établissement public. Cela ressort de la loi qui, dans le cas où il se serait agi d'établissements d'utilité publique, disposant par conséquent de deniers privés, n'aurait pas eu à accorder l'autonomie financière. Cela ressort aussi du fait que le F.C. est une création administrative et non pas une œuvre d'initiative privée.

Le F.C. va donc gérer ses fonds suivant les règles de la comptabilité publique qui comportent notamment l'emploi des for-

mes budgétaires. Le mot budget se trouve d'ailleurs employé dans les articles 6 et 18 de l'arrêté du 20 avril 1934.

De même la gestion financière du F.C. est justiciable des juridictions de contrôle compétentes en matière d'établissements publics (art. 4 loi 19/7/33).

Objet. — L'objet du F.C. a été défini par la loi de 1933 dans son article 2. Le F.C. doit : faciliter les opérations de prêt ou de secours effectués par les S.I.P., --- consentir des avances remboursables à ces sociétés et leur attribuer des subventions exceptionnelles, — contracter des emprunts sous sa seule responsabilité avec s'il y a lieu, la garantie solidaire d'une ou plusieurs de ces sociétés.

Mais l'objet du F.C. ainsi défini par la loi n'est pas exclusif d'autres activités possibles pour le F.C. La loi en effet a eu bien soin de dire que le F.C. avait « notamment » pour objet celui qu'elle définissait.

Consentir des avances, contracter des emprunts, sont des buts facilement saisissables et compréhensibles. Mais qu'entend au juste la loi par « faciliter les opérations de prêt ou de secours effectués par les S.I.P. » ? On ne peut faciliter des opérations de prêt ou de secours qu'en fournissant des ressources supplémentaires, provenant soit d'un emprunt, soit d'un actif déjà constitué.

Ainsi, le premier but que la loi assigne au F.C. semble faire double emploi avec les deuxième et troisième activités imposées. Nous pensons que le législateur a employé à dessein des termes assez vagues, de façon à permettre au F.C. une ingérence plus ou moins poussée suivant les circonstances dans les opérations des S.I.P.

Organisation administrative. — La loi a fixé dans son article 5 la composition du conseil d'administration chargé de la gestion du F.C. Ce conseil d'administration a pour président le secrétaire général du gouvernement général ou à son défaut le conseiller du gouvernement adjoint au secrétaire général, — et pour membres l'inspecteur général des finances, chef de la mission d'Algérie, — le directeur des services financiers au

gouvernement général, — le directeur des Affaires Indigènes, — le directeur des territoires du sud au gouvernement général, — deux membres indigènes de la délégation arabe, et un membre indigène de la délégation kabyle des délégations financières (ces trois membres étant désignés par leurs collègues dans leur section réciproque), — les trois secrétaires généraux pour les Affaires Indigènes des préfectures d'Algérie, — trois présidents de S.I.P. (un par département) désignés par le gouverneur général, enfin un représentant de la Banque de l'Algérie.

La durée des mandats des membres non fonctionnaires est de trois ans ; les membres sortants pourront être désignés à nouveau. Les fonctions d'administrateurs sont gratuites ; cependant, des allocations sont prévues pour frais de déplacement et frais de séjour. De même des indemnités de mission sont allouées aux membres désignés dans le cas où cela est jugé utile pour se rendre sur place, soit aux fins d'enquête, soit aux fins d'amélioration à apporter au fonctionnement d'une ou plusieurs S.I.P.

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an, en mai et en novembre ; au cours de la session de mai, le conseil d'administration examine et arrête le compte administratif de son président, — dresse ensuite le budget des recettes et des dépenses du F.C. et le soumet à l'approbation du gouverneur général, examine et arrête le compte de gestion du trésorier général de l'Algérie chargé de la gestion financière du F.C.

« Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si les deux tiers au moins de ses membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix. Au cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les décisions ne sont exécutoires qu'après approbation du gouverneur général » (Art. 8, arrêté du 20 avril 1934.)

Les fonctions du secrétariat sont confiées aux fonctionnaires et agents en exercice de l'administration centrale. Ces fonctionnaires pourront recevoir à cet effet des indemnités fixées par le conseil d'administration. Il sera tenu six registres (des délibérations, d'arrivée, de départ, des ordonnancements et des

avances, des droits constatés, des mandats) cotés et paraphés par le président du conseil d'administration. (Art. 12 et 13, arrêté du 20 avril 1934).

Le président du conseil d'administration doit tenir un compte administratif par colonne distincte et dans l'ordre des articles de budget. Ce compte est soumis à la clôture de l'exercice au conseil d'administration.

Organisation financière. — Ressources : Les ressources sont énumérées dans l'article 3 de la loi du 19 juillet 1933, elles se composent :

1° Des revenus et intérêts des biens, fonds et valeurs possédés par le F.C.

2° Des avances remboursables et subventions attribuées sur les budgets publics, ainsi que des dons et legs consentis par les particuliers.

3° Des contributions prélevées sur l'actif des S.I.P., ainsi que des cotisations versées par leurs adhérents et, généralement, de toutes les ressources qui auront été autorisées par les lois et règlements.

La participation obligatoire annuelle de chaque S.I.P. ne peut être inférieure à 5 % ni supérieure à 15 % de leurs ressources. (Article 3, al. 5, arrêté 20 avril 1934).

Cette participation a été fixée pour l'année 1933 à 5 % de l'actif des S.I.P. (1) et à 6 fr. par sociétaire. (Art. 1 et 2,, arrêté gouvernemental du 8 novembre 1933). Cette même participation s'est élevée pour 1934 à 10 % des recettes réalisées au cours de l'exercice 1933 au titre des cotisations, des intérêts de prêts et des intérêts de fonds placés. (Art. 1, arrêté gouvernemental du 14 juin 1934). Quant aux adhérents des S.I.P., leur cotisation pour 1934 a été fixée (art. 2 du même arrêté), à 30 %

(1) Cet actif est défini, de même que toutes les opérations administratives et comptables qui incombent aux présidents et aux trésoriers des S.I.P. à l'occasion de la perception des participations, par le titre VII (art. 25 et suivants) de l'arrêté du 20 avril 1934.

de la cotisation versée au titre de la dite année à la S.I.P. dont ils font partie.

Les sommes disponibles du F.C. sont déposées en compte-courant au Trésor jusqu'à concurrence de cinq millions de francs. Au-dessus de ce chiffre, le surplus doit être employé en bons de la défense nationale, bons du trésor ou rentes. (Art. 6 loi du 19 juillet 1933).

Opérations. — Etudions le mécanisme suivant lequel le F.C. pourvoit aux demandes des adhérents. Ces demandes de prêts, formulées par les membres des S.I.P. qui ont acquitté leur cotisation au F.C. (1) doivent être obligatoirement adressées aux présidents des S.I.P. et non pas directement au gouvernement général (dépêche gouvernementale du 17 octobre 1934, n° 6772). Les chefs indigènes sont chargés de dresser les listes des adhérents susceptibles de bénéficier d'avances provenant du F.C. dans les conditions ordinaires des S.I.P.

Ces listes sont groupées par le président des S.I.P. et en raison des demandes de prêts qu'elles contiennent les présidents des S.I.P. présentent des demandes d'avances remboursables au F.C. « Toute demande de cette nature doit être accompagnée d'un exposé détaillé de la situation financière et du compte rendu moral de la société intéressée. » (Art. 7, arrêté du 20 avril 1934.) Le dossier ainsi constitué est adressé au Conseil d'administration qui statue. Par exemple, c'est à la suite d'une pareille procédure que, dans sa séance du 9 juillet 1934, le conseil d'administration du F.C. a décidé d'accorder à cinq S.I.P. du département de Constantine une avance remboursable de 950.000 francs.

Les sociétés intéressées par de pareilles avances doivent prendre l'engagement de les rembourser; cet engagement est souscrit par le président et libellé suivant un modèle fixé (dépêche gouvernementale du 11 juillet 1934).

(1) Les agriculteurs indigènes non adhérents à une S.I.P. ne peuvent pas être admis au bénéfice des prêts consentis à l'aide des avances du F. C. (dépêche du 25 juin 1934).

A leur tour, les adhérents des S.I.P. qui auront contracté des emprunts sur les sommes en provenance du F.C. devront signer un engagement dont le modèle était annexé à la dépêche gouvernementale du 25 juin 1934. « Lorsque l'adhérent sera illettré, son engagement devra être certifié par un notaire (ou greffier notaire); l'adhérent sachant signer (en français ou en arabe) souscrira son engagement suivant la même formule, mais sans intervention du notaire ; cet engagement mentionnera cependant la certification de sa traduction par l'interprète ». (Dépêche gouvernementale du 11 juillet 1934).

Mais ce système établi pour les adhérents illettrés donnait lieu à des frais trop élevés ; d'autre part, pour recourir à un notaire et à un interprète, les intéressés devaient souvent effectuer des déplacements très onéreux. Par dépêche du 20 novembre 1934, le gouverneur général a supprimé dans tous les cas la nécessité d'avoir recours à un notaire, et dans certains cas celle d'avoir recours à un interprète (ces cas sont ceux où la caution, qui peut être un non-adhérent ou un européen, est lettrée).

Les prêts sont consentis dans la limite d'un maximum de 25.000 francs, comportant un intérêt de 5 %, remboursables en huit ans, l'amortissement du capital emprunté ne commençant qu'à l'expiration de la troisième année (au rythme par conséquent d'un sixième par an). « Les sommes ainsi encaissées à chaque échéance en capital et intérêts par les S.I.P. devront être immédiatement reversées au F.C. » (Dépêche du 25 juin 1934).

Il reste entendu (dépêche du 5 décembre 1934) que les prêts du F.C. doivent servir avant toute chose à éteindre les dettes contractées à des taux usuraires, plus qu'à la libération des emprunteurs envers les sociétés.

Pour le cas où une créance du F.C. devrait être admise en non-valeur, seul le conseil d'administration du F.C. pourrait le prononcer, — les conseils d'administration des S.I.P. n'intervenant en l'espèce que pour formuler des propositions appuyées de toutes justifications utiles. (Dépêche du 27 novembre 1934).

Exécution du budget et contrôle. — L'exercice financier du F.C. commence le 1^{er} janvier pour finir le 31 mars de l'année suivante. (Art. 14, arrêté du 20 avril 1934.)

Le président du conseil d'administration, ou à son défaut un membre du conseil d'administration désigné par le président, est ordonnateur des dépenses. Nulle somme ne peut être acquittée si elle n'a pas été préalablement ordonnancée sur un crédit régulièrement ouvert.

Aucune dépense ne peut être ordonnancée après le 15 du mois de la clôture de l'exercice. Après le 31 mars, l'exercice est clos et les crédits demeurés sans emploi sont cumulés. (Art. 15 à 19 de l'arrêté du 20 avril 1934.)

Les dépenses et les recettes du F.C. sont effectuées par l'agent comptable ; de plus, cet agent se charge de différentes opérations décrites dans ses écritures au moyen d'une série de comptes destinés à retracer notamment :

- 1° Les intérêts des fonds placés ;
- 2° Les achats et les ventes des valeurs appartenant au F.C. ;
- 3° Les excédents de versement à rembourser ;
- 4° Les versements pour trop payé sur les dépenses budgétaires à rétablir aux crédits budgétaires.

« En cas de cessation de fonctions, le comptable joindra à son compte de gestion un certificat libératoire délivré par le président du conseil d'administration attestant que le F.C. n'a pas de reprise à exercer contre son agent comptable ». (Art. 23, al. 2, arrêté du 20 avril 1934.)

Toutes les règles de comptabilité des établissements publics sont applicables en principe au comptable du F.C. La gestion financière du F.C. est soumise à la vérification de l'inspection générale des finances, et est justiciable des mêmes juridictions de contrôle que celles des établissements publics. (Art. 4, loi du 19 juillet 1933). A la clôture de l'exercice, le compte administratif du président et le compte de gestion du comptable sont soumis au conseil d'administration ; une copie conforme du compte administratif ainsi examiné et arrêté doit être transmise par le comptable du F.C. à la juridiction compétente.

comme élément de contrôle du compte de sa gestion. (Art. 21, arrêté du 20 avril 1934).

Signalons au point de vue régime fiscal que les actes d'engagement, souscrits par les adhérents qui contractent un emprunt sur les sommes en provenance du F.C. sont légalement exemptés du droit de timbre et d'enregistrement.

Résultats. — C'est ainsi que fonctionne le F.C. depuis son organisation récente. Nous n'avons pas à notre disposition de nombreux documents nous permettant de donner une idée des résultats obtenus au cours de l'année 1934. Cependant, M. Lemoine, conseiller du gouvernement, au cours de la séance du 13 novembre 1934 de la section arabe des délégations financières a exposé la situation du F.C. (Voir J.O. de l'Algérie du 13 novembre 1934, page 11).

D'après ce haut fonctionnaire, le Conseil d'administration du F.C., dans sa séance de mai 1934 a voté le principe d'un emprunt de 50 millions ; aussitôt des démarches ont été entreprises auprès de la Banque de l'Algérie pour obtenir 40 millions. Mais cette opération ne put être réalisée, les prêts à consentir par le fonds commun devant être des prêts à moyen ou long termes, et la Banque de l'Algérie n'étant pas statutairement autorisée à consentir des prêts à long terme (1).

Cependant la Banque de l'Algérie consentit au début de juillet 1934 une avance de 10 millions remboursables dans un délai minimum d'un an. Dès le début de juillet, ces 10 millions étaient utilisés presque en entier : 5.540.000 francs aux S.I.P. du département d'Oran ; 3.150.000 francs à celles du département d'Alger, enfin 950.000 francs à celles du département de Constantine.

De plus, 3 millions provenant des avances ou redevances de

(1) Retour de son voyage d'information en Algérie, M. Régnier, ministre de l'Intérieur, a annoncé au Sénat le 22 mars 1935 le dépôt d'un projet de loi destiné à mettre à la disposition du Gouverneur Général de l'Algérie une somme de 400 millions pour les avances à consentir aux agriculteurs et une somme de 100 millions à ajouter à l'avoir des caisses indigènes de prévoyance. Le montant total des emprunts que le F. C. serait autorisé à contracter après avis conformes des délégations financières et du conseil supérieur et avec la garantie de l'Algérie serait porté de 50 à 150 millions.

la Banque de l'Algérie ont été mis à la disposition des S.I.P. pour procéder au warrantage des blés de leurs adhérents.

Enfin à la mi-novembre 1934, l'emprunt dont le principe avait été voté en mai 1934 put aboutir à la suite de négociations avec le Crédit Foncier de France et le Crédit Foncier d'Algérie. C'est ainsi que le F.C. pouvait mettre dès le 20 novembre 1934 40 millions à la disposition des S.I.P. Nous croyons savoir que toutes ces ressources ont été utilisées par les S.I.P.

CHAPITRE DEUXIEME

ORGANISATIONS MIXTES

Nous avons déjà précisé plus haut que les organisations mixtes dont nous voulons parler maintenant sont des institutions créées par l'initiative française, mais qui présentent la particularité d'avoir une clientèle à la fois européenne et indigène. Que l'on sache bien, dès l'abord, qu'il n'est pas une seule création d'origine ou de tendance mutualiste qui ne soit accessible à nos indigènes. Mais remarquons aussi que parmi toutes les réalisations de la solidarité agricole, certaines plus que d'autres ont davantage inspiré confiance aux indigènes, les ont davantage attirés. Question d'intérêt évidemment. Et c'est parce que dans certaines branches de la mutualité agricole, dans la coopération notamment, l'élément indigène constitue une masse très importante que nous avons voulu dans ces lignes traiter des « organisations mixtes ».

On a bien souvent recherché les causes qui ont permis aux œuvres de mutualité agricole de se développer si vite parmi les colons d'Algérie. Ces causes sont multiples : les unes tiennent au climat, à la nature nord-africaine, aux risques particulièrement menaçants qu'ont à affronter les hommes de la terre ; les autres tiennent aux hommes eux-mêmes, qui sont ou des audacieux considérant, à l'inverse des paysans français, que l'emprunt est, non seulement honorable, mais presque indispensable, ou des gagne-petits ayant besoin d'un capital initial pour cultiver le sol. Toutes ces raisons expliquent que les colons aient eu à cœur, bien plus vite qu'en France, de se réunir, afin

d'obtenir, soit du Gouvernement, soit d'eux-mêmes, l'aide nécessaire

Si bien que dans une étude intitulée « La Coopération agricole en Algérie », M. Boyer-Banse a pu écrire : « A la veille de la guerre de 1914, l'organisation agricole de la colonie comportait déjà les quatre catégories d'institutions fondamentales qui constituent les assises de la mutualité agricole : Caisses de Crédit Mutuel, Caisses d'Assurances mutuelles, Sociétés Coopératives, Syndicats ».

Dans cette rapide floraison mutualiste, il faut non seulement voir le résultat d'une nécessité impérieuse, mais encore la manifestation d'une chance un peu spéciale à l'Algérie. Il faut, en effet, souligner qu'une œuvre de mutualité ne vaut que par celui ou ceux qui sont appelés d'abord à la créer, ensuite à la diriger. Or, il est à remarquer que les colons algériens aisés sont des gens qui vivent dans leurs campagnes, qui participent aux travaux des champs, qui connaissent les besoins de l'agriculture, qui s'intéressent au premier chef aux résultats de leurs exploitations, qui pratiquent, en un sens spécial, le faire valoir direct. Ils sont donc tout désignés pour constituer les cadres, et des cadres compétents et dévoués à toutes les institutions mutualistes. Disons qu'il n'en va pas toujours de même en France où l'agriculteur aisé a tôt fait de prendre des fermiers ou des métayers et de vivre à la ville des fruits d'une propriété qui ne l'intéresse plus qu'à titre de capital productif.

Il va sans dire que la possibilité en Algérie de trouver des dirigeants a eu pour résultat non seulement le nombre des sociétés créées, mais encore leur bon fonctionnement. Et dans certaines branches de la mutualité, les résultats ont été tellement probants que les indigènes n'ont pas hésité à s'enrôler sous la bannière mutualiste.

Les syndicats ont eu très peu de succès. Les assurances mutuelles n'ont été utilisées qu'indirectement, l'indigène n'étant assuré que par l'intermédiaire d'une mutuelle labour, ou d'une S.I.P. Le crédit offert par les institutions françaises privées n'a été utilisé que par les indigènes riches présentant des garanties analogues à celles que détiennent les colons. Par contre, le cré-

dit mutuel a été beaucoup plus pratiqué par la masse des fellahs. Enfin, la coopérative, dans certaines branches notamment, a obtenu un succès remarquable auprès de nos sujets.

Nous allons étudier dans les pages qui suivent les assurances mutuelles, les coopératives et enfin les caisses de crédit agricole mutuel, telles que les indigènes peuvent les utiliser et telles qu'ils les utilisent en fait en très grand nombre.

SECTION I

ASSURANCES MUTUELLES

La matière des assurances mutuelles est régie en France par la loi fondamentale du 4 juillet 1900, dite loi Viger. Cette loi n'a reçu son application en Algérie que par le décret du 23 août 1904.

Le premier essai de réalisation d'assurances mutuelles en Algérie remonte à 1903 et est dû à l'initiative de M. Langlois. La « Caisse Langlois », fondée à Tiaret, fonctionna jusqu'en 1929, date à laquelle elle fusionna avec la Caisse agricole de « Tiaret-Assurances ».

Une autre réalisation fut celle que l'on doit à M. Pasquier Bonde qui, le 19 janvier 1904, fonda la caisse dénommée « La Mutuelle Agricole Algérienne » (et qui groupe actuellement 67 caisses locales d'assurances mutuelles gérées par les agriculteurs eux-mêmes, mais limitant leur action à la branche incendie).

Ces deux caisses d'assurances étaient insuffisantes ; et, au cours de l'année 1905, où les dégâts occasionnés par la grêle furent considérables, s'amorça un mouvement important vers la mutualité agricole en matière d'assurance.

C'est dans ces circonstances que fut créée, le 20 décembre 1907, conformément à la loi généreuse du 4 juillet 1900, la Caisse Centrale Algérienne, ou Caisse Centrale de réassurance des

mutuelles agricoles de l'Afrique du Nord (1). A cette caisse sont venues se réassurer au fur et à mesure de leur création, les différentes caisses régionales. En 1930 on comptait 9 régionales dans le département de Constantine, 10 dans celui d'Oran, enfin 10 dans celui d'Alger.

Caisses régionales. — Ces caisses sont constituées sans capital, par les agriculteurs. Elles ont seules des rapports directs avec les colons, soit pour les assurances à souscrire, soit pour les renseignements à recueillir auprès d'eux, soit pour les conseils à leur donner.

Leur circonscription territoriale correspond généralement à la circonscription administrative d'un arrondissement ou exceptionnellement d'un ou plusieurs cantons.

Caisse centrale. — Cette caisse est formée uniquement par les caisses régionales ; elle n'admet par conséquent pas d'agriculteur en tant qu'individu comme sociétaire. Elle réassure ses caisses affiliées et peut, par la masse des cotisations qu'elle centralise, combler les déficits momentanés de certaines régionales.

L'activité de cette caisse a débuté dans la branche grêle (1907). En 1911, la caisse organise la branche incendie et la branche mortalité du bétail ; en 1915, la branche accidents droit commun et en 1924, la branche accidents-loi.

En fait, de ces cinq branches, deux seulement intéressent l'indigène : les branches grêle et mortalité du bétail. Nous avons déjà mentionné l'assurance contre la grêle, à propos des sociétés I.P. et des mutuelles labours. En ce qui concerne la mortalité du bétail, les caisses assurent le cheptel des djemaat el felaha ; l'assurance permet à l'administration de prêter sans aucun aléa les bêtes de travail nécessaires aux petits cultivateurs indigènes.

(1) Le 19 février 1908, le *Mobacher* journal officiel du Gouvernement Général de l'Algérie, publiait un article dont nous extrayons le paragraphe suivant : « ...Si l'on considère que les 4/5 des terres algériennes cultivées en céréales sont exploitées par les indigènes, l'on comprend sans peine que la sollicitude des divers gouverneurs, qui ont présidé aux destinées de l'Algérie, se soit portée du côté de cette importante question de l'assurance des récoltes des indigènes contre la grêle. Le Gouvernement actuel s'est attaché à donner corps à cette idée : il a pu la rendre viable en fusionnant dans un même organisme mutualiste l'élément européen et indigène. »

« Les caisses d'assurances n'ayant pas de capital à récupérer, leurs excédents annuels sont versés entièrement aux réserves. L'ensemble des réserves de l'institution de la caisse mutuelle et de ses filiales atteint au 31 décembre 1928, 15 millions, soit, en chiffres arrondis, 9 millions pour la caisse centrale et 6 millions pour les caisses régionales. A ces chiffres, il faudra ajouter environ 2 millions pour l'exercice 1929 dont les comptes seront approuvés par une prochaine assemblée gouvernementale. Cette œuvre est une des plus belles manifestations de l'activité des colons nord-africains dans la voie de l'union. » Rapport de M. Claverie au XVIII^e Congrès de la Mutualité et de la Coopérative agricole tenu à Alger du 31 mars au 3 avril 1930).

SECTION II

LES COOPÉRATIVES

La première société coopérative qui ait apparu en Algérie est celle que créèrent en 1906 les viticulteurs de Dupleix. Lors du vote de la loi du 26 février 1909, fixant le statut de la coopération agricole en Algérie, il existait dix coopératives. En 1914, le nombre s'élevait à 28 pour atteindre de nos jours le chiffre de 240. Ces quelques précisions permettent de constater le très grand succès qu'a trouvé en Berberie la coopération.

Ces coopératives, nous pouvons les classer en trois grandes catégories. D'abord, les coopératives de production : achats agricoles, labour, battage, motoculture, mécanique agricole, etc. Ensuite, les coopératives de transformation : caves, huileries, usines traitant le coton, les tomates, le géranium, etc.,. Enfin, les coopératives de vente : docks à céréales, organisation pour la vente des agrumes, des tabacs, etc... Notons aussi quelques coopératives, telles les ovicoops ou coopératives moutonnières, qui sont en même temps des coopératives de production et de vente.

Sur cet ensemble d'institutions, quelques-unes, pratiquement, ne pouvaient pas intéresser les indigènes. Ainsi, les coopératives de production, qui ont presque toutes pour but l'utilisation

d'un matériel moderne et coûteux ; or, nous savons à quel point le fellah est attaché à ses traditions et peu touché par le progrès : sa charrue au soc en bois plus ou moins bien ferré, son attelage maigre et sans forces, sa faucille, son aire à battre lui suffisent, puisqu'ils ont suffi à ses ancêtres.

De même, une cave coopérative n'attirera pas ou presque pas de clientèle indigène. Les musulmans ne cultivent la vigne qu'au titre d'ouvriers agricoles ; rares sont les gros propriétaires indigènes propriétaires d'un vignoble. Et il n'existe jamais de fellahs soignant quelques pieds de vigne et cueillant le raisin pour en faire du vin. Ce serait pêcher contre la religion, le Coran prohibant la consommation et même la fabrication des boissons fermentées.

De même en va-t-il pour tout ce qui concerne certaines cultures nouvellement importées dans le pays : le géranium, le coton, — ou certaines cultures nouvellement intensifiées : les tomates, les agrumes.

Par contre, les indigènes entrent nombreux dans d'autres coopératives : ainsi les docks à céréales, les huileries, ainsi et surtout les tabacoops.

Choisissant parmi ces dernières sociétés les exemples les plus typiques à notre point de vue, nous nous proposons d'exposer brièvement les réalisations algériennes en ce qui concerne les docks à céréales, et la vente des tabacs. Nous dirons en dernier lieu quelques mots sur la question des coopératives moutonnières.

Docks à céréales

Le blé est récolté une fois par an, mais est consommé pendant douze mois. Il s'agit donc de conserver le grain pendant l'intervalle qui sépare deux récoltes de façon à pouvoir le répartir suivant les besoins permanents de la consommation. Dans les vieux pays, le producteur dispose du logement nécessaire ; en Algérie, il n'en est rien. Par contre, l'acheteur, en général le minotier, dispose de silos très vastes mais insuffisants.

C'est pourquoi l'on a envisagé la création de silos permettant : la conservation du grain sans altération, et le warrantage.

Les premières réalisations en la matière ont été l'œuvre des banques (Crédit Foncier d'Algérie et Compagnie Algérienne). Il existe toujours des docks de banques, principalement dans les départements d'Oran et de Constantine.

Cependant, ces docks, qui constituent un grand progrès présentent deux inconvénients : les colons ne s'y sentent pas chez eux et ne les utilisent qu'assez peu — les grains y conservent leur individualité et n'y subissent ni triage ni classement.

A ce dernier point de vue, les docks coopératifs ont réalisé une réforme heureuse. Les docks coopératifs ont, en Algérie, une origine récente puisque la première société du genre, la société des Docks coopératifs du Sersou a été constituée en 1921, après trois années de propagande et d'efforts continus dûs aux pertes qu'avait subies, faute d'un logement suffisant, l'exceptionnelle récolte de 1918 (30 millions de quintaux de blé). Cette société vit son premier dock, le dock de Burdeau, prêt à fonctionner pour la campagne de 1924.

Il existait en 1930 vingt docks construits ou en construction, d'une contenance totale de 948.000 quintaux. En 1929, les dix docks du département d'Alger, d'une contenance de 314.000 quintaux, ont endocké 151.650 quintaux de grains et en ont warranté pour 9.446.690 francs.

Pour le département d'Oran, les chiffres correspondants sont : 8 docks, d'une contenance de 514.000 quintaux, 192.458 quintaux de grains endockés, 10.842.498 fr. de warrant. Et pour le département de Constantine : 2 docks, 120.000 quintaux de capacité, 100.262 quintaux endockés, 230.000 fr. de warrant.

Ces 20 docks ont coûté de 20 à 25 millions et présentent les mêmes avantages que les docks des banques : le grain y est parfaitement logé — ils permettent le warrantage sur une grande échelle. Mais ces docks présentent une certaine supériorité sur les docks des banques : les stocks coopératifs ont réussi, assez péniblement d'ailleurs, à déterminer les agriculteurs à endocker et warranter, partie de leurs récoltes — seuls ils ont

permis d'emmagasiner des grains préalablement triés et classés. On a partout adopté le classement des grains par leur poids spécifique : ceci permet dès maintenant un stockage beaucoup plus facile, et permettra peut-être un jour l'organisation de ventes collectives profitables car le blé classé est de ce fait valorisé et fait prime dans le commerce. Pour l'instant, en matière de vente, il est un principe uniformément admis : le droit pour chaque déposant de rester seul maître de la vente de son grain. Il n'y a eu qu'une seule tentative de vente collective faite par les docks de Relizane, qui ont ainsi vendu pour 7 à 8 millions de grains au cours de la campagne 1929-1930.

Ainsi, l'institution de docks coopératifs a présenté de nombreux avantages. Cependant, il convient de remarquer que, prometteur dans les débuts où les grains endockés se revendaient avec une plus value, le bel avenir de cette branche de la mutualité semble sinon compromis, du moins enrayé du fait de la mévente des blés. En effet, le grain déposé se vend maintenant à des prix inférieurs à ceux qui se pratiquent lors des récoltes. Cette particularité jointe au fait que l'agriculteur se laisse difficilement convaincre de déposer son grain, explique que sur une contenance de 948.000 quintaux, les docks n'aient eu en 1929 que 444.470 quintaux de blé endockés.

Pour redonner aux docks coopératifs l'enthousiasme dont ils ont bénéficié jusqu'en 1927, année où la courbe des prix cessa d'augmenter, M. Boyer-Banse, dans un rapport qu'il fit au XVIII Congrès de la mutualité et de la coopération agricoles, suggéra deux solutions : étudier et mettre au point un système de vente collective — constituer une minoterie coopérative adjointe au dock. Cette dernière idée a d'ailleurs fait l'objet de deux projets de réalisation, un à Mascara et l'autre à Bône.

Tabacoops

M. Boyer-Banse, dans le rapport déjà mentionné, a écrit : « le meilleur exemple d'organisation coopérative complète que nous puissions citer est celui des Tabacoops... Elles ont envisagé

dans son entier le problème de la production et de la vente des tabacs en Algérie. »

Dans la culture des tabacs, il fallait accomplir, en effet, deux progrès : améliorer les conditions, les procédés et les résultats de la culture, — étudier et utiliser pour le mieux les débouchés possibles. Ces deux progrès ont été réalisés, et si tout le mérite en revient aux promoteurs des Tabacoops, qui ont su exploiter au maximum la fécondité du principe mutualiste, une grosse part du profit a été perçue par les indigènes. En effet, « la culture du tabac, très ancienne en Algérie, où elle existait avant la conquête, a de tout temps été une culture essentiellement pratiquée par les indigènes ». (Averseng, président de la Tabacoop de la Mitidja, rapport au XVIII^e Congrès).

Le tabac est une culture de main d'œuvre, et la récolte dépend des soins donnés pendant la végétation : il découle de là que la qualité obtenue est très irrégulière. D'autre part, le tabac est obtenu en quantités très irrégulières également suivant les années, comme tous les produits agricoles en Algérie. La nécessité du groupement des producteurs apparaît donc très nettement pour éviter l'avisement des prix et pour améliorer la qualité générale des produits.

Ce sont les deux buts que se sont proposés les groupements mutualistes des planteurs de tabacs, groupements qui se créèrent à partir de 1920. Il existe actuellement dans la colonie trois Tabacoops : celles de Bône, de la Mitidja et la Tabacoop Kabyle, qui, toutes, groupent une majorité de planteurs indigènes.

Voici comment fonctionnent ces sociétés, qui sont des sociétés civiles à personnel et capital variables. Chaque sociétaire s'engage à ne planter en tabac qu'un nombre d'hectares proportionnel au nombre de ses parts dans le capital et s'engage à livrer à la Coopérative toute sa production. (Il faut savoir en effet qu'en Algérie la culture du tabac est une culture libre.)

A l'époque de la récolte, les prix sont fixés pour chaque catégorie et chaque qualité de marchandise, et un expert classe les tabacs de chaque planteur, qui touche immédiatement le montant de ce qui lui revient. Il faut d'ailleurs noter que les prix

pratiqués par les Tabacoops sont plus avantageux pour les planteurs que les prix fixés sur les marchés publics.

A la fin de l'exercice social, les bénéfices sont répartis entre les sociétaires au prorata des quantités qu'ils ont livrées, et les réserves effectuées sont également nominatives.

Le tabac endocké dans les Tabacoops est trié et mis en masses, puis il est mis à la fermentation pendant deux ou trois mois et est emballé pour être expédié.

En dehors de l'achat et de la manipulation du tabac, les Tabacoops s'occupent donc de vente. Elles ont trois sortes de débouchés normaux que, suivant les périodes, elles utilisent plus ou moins : les achats des fabricants locaux, qui subviennent aux besoins de la consommation locale et à l'exportation des produits fabriqués, les achats des commerçants qui exportent du tabac brut en petites quantités, les achats de la Régie française. De plus, et depuis quelques années, les Tabacoops se soucient d'exporter directement à l'étranger et ont créé à cet effet des offices de ventes très prospères. L'office de la Tabacoop de Bône s'appelle la « Société des Tabacs d'Hippône », et a vendu en 1927 4 millions de kilos à Amsterdam, Anvers et Madrid. L'office des deux autres Tabacoops, plus récent, s'appelle la Tabakami.

Les résultats les plus imposants ont été obtenus dans l'année 1925. Par la suite, la dépréciation du franc diminua l'avantage retiré des contrats passés avec la Régie, et les prix payés par le monopole des tabacs furent insuffisants pour rémunérer le travail des planteurs.

Notons que, suivant les années, les superficies cultivées en tabac varient de 20.000 à 30.000 has. Les docks de la Tabacoop de Bône ne peuvent contenir 10 millions de kilos, chaque dock des deux autres Tabacoops ayant une contenance de 5 millions de kilos.

Voici brièvement exposés l'organisation et les résultats des Tabacoops. Nous ne saurions trop insister sur cette expérience qui, couronnée d'un succès mérité, présente la double caractéristique d'avoir conquis un marché par des principes mutualistes et d'avoir apporté aux indigènes planteurs de tabacs non

seulement un profit régulier, mais encore une instruction technique de la plus haute portée morale.

COOPÉRATIVES MOUTONNIÈRES

Nous ne voulons pas terminer ce chapitre des coopératives sans dire quelques mots des tentatives faites en faveur des éleveurs, tant européens qu'indigènes. Il faut bien reconnaître que la mutualité, dans le domaine de l'élevage, n'a pas dépassé un état embryonnaire. M. Charles Jarre, dans sa thèse intitulée : « Le problème de l'élevage ovin en Algérie et la Coopération », l'a montré d'une façon indiscutable. Néanmoins, il existe actuellement 57 syndicats d'élevage qui bornent leur action à l'introduction de géniteurs sélectionnés, voire même de géniteurs tout simplement. Or, la question de l'élevage, plus particulièrement de l'élevage ovin, requiert l'attention. L'Algérie exporte, bon an mal an de 600.000 à 1.100.000 bêtes ; d'autre part, les 9/10 du cheptel ovin appartiennent aux éleveurs indigènes du Sud, qui sont à la vérité des éleveurs assez peu dignes de ce nom. Des essais de coopération en matière d'élevage avaient donc le mérite de tenter une réforme de l'élevage, de développer une des richesses de l'Algérie et d'assurer une plus grande stabilité aux ressources quelquefois bien précaires des nomades du « Pays du mouton ».

Mais les seules tentatives de coopératives ovines qui ont été réalisées n'ont eu pour but que de venir en aide aux colons de centres défavorisés au point de vue céréalicole. C'est ainsi qu'en 1926 furent créées les ovicoops de Rechaiga et de Zenakra-el-Gourt. Au dire d'un de leurs promoteurs, M. Moatti, président de la Fédération des syndicats des éleveurs exportateurs d'Algérie, « ces ovinerie dans lesquelles les éleveurs indigènes pourront entrer (ovicoops mixtes) et qui, plus tard, pourront être formées uniquement par des éleveurs indigènes, créées aux confins des immenses territoires de parcours du Sud, pourront servir de modèles pour la conduite des troupeaux ovins algériens le jour où, appliquant les méthodes, les enseignements

des stations expérimentales de Taadmit, d'Aïn-el-Hadjar, elles permettront aux propriétaires éleveurs, aux bergers de venir prendre la leçon de choses qui leur sera profitable. » Ces ovicoops, dans leurs premières années d'existence, eurent quelques résultats et purent créer des bains antigaleux, des abreuvoirs coopératifs, des docks à laine, des magasins à réserves alimentaires.

Mais, après quelques améliorations apportées aux méthodes de castration, à la sélection, au rendement et à la qualité de la viande, ces organismes coopératifs ont fait faillite. Cet échec est dû pour une grosse partie à la crise de 1930 et pour une partie aussi au peu de sagesse des mutualistes qui, sans constituer de réserves, avaient marché de l'avant de façon inconsidérée.

De nos jours, l'« Union ovine », dont le siège social est à Paris, 282, boulevard Saint-Germain, a établi un projet de création de coopérative indigène d'éleveurs de moutons, ayant pour but l'amélioration de l'élevage et la vente des produits. Mais rien n'a encore été réalisé de façon pratique et profitable, dans un domaine où la mutualité aurait un superbe champ d'action.

SECTION III

CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL

L'agriculture, tout comme l'industrie et le commerce, a besoin de crédit, surtout lorsqu'il s'agit de pays neufs ou nouvellement exploités. En Algérie, où la France dès les débuts de la conquête s'efforçait de favoriser leur arrivée et leur installation, les colons n'apportaient avec eux que de faibles ressources personnelles. « Il leur fallait pourtant construire leur habitation et les bâtiments d'exploitation, acquérir leur cheptel, défricher le sol et le mettre en état de culture, en un mot constituer leur propriété ; le crédit leur était donc indispensable ». (Salphati).

Mais comment parvenir à faire du crédit à des agriculteurs

alors que la paix était mal assurée, que la sécurité était relative dans les campagnes et que l'outillage économique était embryonnaire ? Aucun établissement sérieux ne pouvait se lancer dans une pareille aventure, et pour les colons, comme pour les indigènes, l'usure régnait en maîtresse, développant toujours davantage ses ravages malgré des lois qui essayaient de la réprimer (loi du 19 déc. 1850).

La nécessité d'une organisation de crédit s'imposait. On essaya d'étendre à l'Algérie les opérations de la Banque de France, qui créa en 1850, à Alger, un « Comptoir National d'Escompte ». Ce comptoir fut transformé en « Banque de l'Algérie », société anonyme autonome au capital de 3.000.000 fr. par la loi du 4 août 1851.

On tenta, en 1860, l'organisation d'une société dite « de crédit agricole » qui se livra à des spéculations et aboutit à un véritable krack.

C'est à cette époque aussi que le Crédit Foncier de France obtenait l'extension de ses privilèges à l'Algérie, mais il ne consentait de prêts qu'aux propriétés en plein rapport. Issu de cet établissement en 1880, le « Crédit Foncier d'Algérie » ne fit pas davantage pour les colons qui débutaient.

Créée en 1865, la Société Générale algérienne, qui en 1877 était dissoute pour donner naissance à la Compagnie algérienne, fit l'escompte du papier agricole. De même, le Crédit Lyonnais, à partir de 1878, s'intéressa aux opérations algériennes, mais surtout en ce qui concernait le commerce.

En 1880, la question du crédit agricole n'était pas résolue. C'est à cette époque que l'on va trouver les premiers essais vraiment intéressants. En effet, par la loi du 3 avril 1880, le privilège d'émission de la Banque de l'Algérie fut prorogé jusqu'au 1^{er} novembre 1897. A cette occasion, le gouvernement invitait la Banque à prêter un large concours à l'agriculture. C'est de là que « datent les relations de la Banque avec les comptoirs d'escompte que l'initiative privée avait fondés pour favoriser l'essor de la colonisation. Emportée par son attachement envers la colonie, la Banque aida de ses ressources des opérations relevant plutôt d'un établissement de crédit foncier que d'une

banque d'émission » (Jaïs, la Banque de l'Algérie et le Crédit agricole). Quinze comptoirs d'escompte furent créés à cette époque, tous prospères et plus avantageux pour le colon que les usuriers.

C'est ainsi que le système de crédit inauguré en 1880, permit la création d'importants vignobles en Algérie à une époque où les vignes du Midi étaient envahies par le phylloxéra. Mais la Banque de l'Algérie avait été trop généreuse. La vigne ne donnant un rapport qu'au bout de la troisième année, la Banque avait été conduite à consentir des prêts à moyen terme qui grossissaient beaucoup sa circulation fiduciaire. D'autre part, à la suite de la crise de 1885, des débiteurs devinrent insolvable. La Banque procéda à de nombreuses expropriations qui provoquèrent des mécontentements et dotèrent notre institut d'émission d'un important domaine agricole qu'il lui fallut gérer. La valeur de ce domaine dépassait huit millions de francs. De plus, le montant cumulé des billets émis et des comptes courants dépassait de près de 40 millions le triple de l'encaisse métallique, le triple de cet encaisse devant normalement, suivant l'article 6 de la loi du 5 août 1851, constituer le maximum des émissions.

C'est pourquoi de 1885 à 1900 la Banque d'Algérie, non seulement délaissa l'opération agricole, mais encore essaya de rétablir sa situation compromise, et lorsqu'en 1900 la loi du 5 juillet renouvela son privilège, il n'était plus question pour elle de consentir du crédit à l'agriculture.

Ainsi, le petit colon en période d'installation ne pouvait toujours pas disposer de ressources suffisantes et était toujours à la merci des usuriers.

Mais le moment n'était plus éloigné où le crédit agricole mutuel allait être créé en Algérie.

Législation

Donnons ici les textes principaux sur lesquels est basée l'organisation récente du crédit mutuel.

Loi du 21 mars 1884 sur les syndicats applicable en Algérie (art. 10).

La loi du 5 novembre 1894 modifiée par les lois du 20 juillet 1901 et du 14 janvier 1908, sur les Caisses locales de crédit agricole mutuel, applicable en Algérie (art. 7).

La loi du 20 juillet 1905 autorisant les Caisses d'épargne à prêter le cinquième de leur capital et la totalité de leurs revenus aux sociétés de crédit agricole.

La loi du 5 juillet 1900 approuvant la convention passée le 30 janvier de la même année avec la Banque de l'Algérie lors du renouvellement de son privilège, convention d'après laquelle la Banque met à la disposition de la colonie, pour les besoins du Crédit agricole :

1° Une avance de 3 millions, sans intérêt, pour toute la durée du privilège.

2° Une redevance annuelle de :

200.000 francs de 1900 à 1905

250.000 francs de 1906 à 1912

300.000 francs de 1913 à 1920

Loi du 8 juillet 1901 instituant les Caisses régionales, réglant leur fonctionnement et le mode de répartition des sommes versées par la Banque de l'Algérie

Notons ici que les seules modifications apportées à la législation métropolitaine du 31 mars 1899 et du 25 décembre 1900 tiennent aux conditions spéciales inhérentes à l'organisation administrative de la Colonie. C'est ainsi que le Gouverneur Général joue le rôle du Ministre de l'Agriculture et préside la commission de répartition des avances.

Loi du 26 février 1909 appliquant les règles générales de la Métropole en reportant au Gouverneur Général les pouvoirs du Ministre de l'Agriculture, notamment en ce qui concerne la surveillance à exercer sur les sociétés et la répartition des avances. L'art. 4 de la loi du 8 juillet 1901 fixant la composition de la commission de répartition est abrogé : la nouvelle formation de la commission est arrêtée en tenant compte de l'organisation administrative de la Colonie.

Loi du 20 décembre 1924 relative à l'organisation du crédit mutuel et de la coopérative agricole en Algérie, portant notam-

ment l'institution du crédit à moyen terme et la création d'une organisation centrale du crédit (fonds de dotation du crédit agricole). Cette loi a été rendue exécutoire par le décret du 26 novembre 1925.

Loi du 28 juillet 1927, créant une Caisse Foncière agricole en Algérie avec les décrets du 4 août 1930 et du 25 décembre y afférant.

Enfin, le décret du 19 juin 1929, relatif aux immunités fiscales accordées à la Caisse foncière agricole d'Algérie, et le décret du 25 décembre 1931, autorisant les chambres d'agriculture à s'affilier aux caisses de crédit agricole mutuel et à y déposer leurs fonds libres.

Organisation administrative

Dans l'état actuel de la législation, le Crédit agricole mutuel est distribué par trois sortes de caisses hiérarchisées et aux attributions bien définies. Au bas de l'échelle, nous trouvons les caisses locales, puis groupant plusieurs caisses locales les caisses régionales, enfin, au haut de la pyramide, la Caisse foncière agricole créée par la loi du 28 juillet 1927.

Nous nous proposons d'étudier l'un après l'autre ces différents types de Caisses.

Caisses locales. — Les Caisses locales sont la base, l'organe fondamental du crédit agricole. Elles sont des sociétés commerciales créées en général sur le principe de la responsabilité limitée, chaque adhérent n'étant engagé que jusqu'à concurrence du montant des parts souscrites par lui. D'autres formules sont possibles légalement ; celle de la responsabilité solidaire restreinte (tous les membres s'engageant jusqu'à concurrence de deux, trois, quatre fois le montant de leur souscription) ou celle de la responsabilité solidaire illimitée avec capital. Mais en pratique, les Caisses constituées sur un des deux derniers types sont très rares tant en Algérie qu'en France.

Les Caisses locales sont créées sur l'initiative des membres des Syndicats agricoles et des Sociétés mutuelles agricoles, et c'est aux seuls membres des locales qu'est réservé le bénéfice du crédit mutuel. Cela découle du fait que les Caisses régionales ne peuvent prêter leur concours que pour des opérations faites par les membres des Caisses locales.

Lorsque quelques agriculteurs se sont réunis et ont souscrit un certain nombre de parts (il en faut 7 au minimum), il peut être procédé à la constitution définitive de la Caisse locale. A cet effet, tous les souscripteurs sont convoqués à l'assemblée générale constitutive qui délibère valablement si les adhérents présents ou représentés sont possesseurs d'un nombre de parts supérieur à la moitié de celles qui ont été émises. Cette Assemblée a pour but de soumettre à l'approbation des souscripteurs un projet de statuts. Il n'y a, en effet, pas de statut imposé par la loi ; cependant, le Ministère de l'Agriculture en a rédigé un modèle très complet et généralement adopté par les mutualistes.

Après l'adoption des statuts, les souscripteurs procèdent à l'élection du Conseil d'administration. La Caisse locale est alors définitivement créée et sa constitution est consacrée par le dépôt, au Greffe de la Justice de Paix, de deux exemplaires des statuts, de la liste des souscripteurs, mentionnant leur affiliation à un syndicat agricole ou à une Société d'assurances mutuelles, et de la liste des administrateurs.

Le Conseil d'Administration procède à l'élection de son bureau qui comprend généralement : un Président, un Vice-Président et un Secrétaire-Trésorier. Le Conseil nomme aussi un ou plusieurs Commissaires de surveillance.

Le Président demande l'affiliation de la nouvelle Caisse locale à la Caisse régionale dont elle dépend et lui fait parvenir différentes pièces.

C'est le Conseil d'Administration qui procède, aux jours fixés, à l'examen des demandes de prêts. Pour le cas où la Locale engloberait un territoire assez vaste, c'est un Comité spécial qui est chargé de statuer sur les demandes de prêt. En pratique, les circonscriptions des locales englobent quelques communes, ou un canton au maximum.

Le Secrétaire-Trésorier est chargé de faire la correspondance et de tenir la comptabilité de la Caisse.

C'est l'Assemblée générale qui décide si, pour mauvais fonctionnement, la locale doit être dissoute. Dans ce cas, un ou plusieurs liquidateurs sont chargés de réaliser l'actif qui, après paiement des dettes sociales et remboursement du capital, sera affecté à une œuvre d'intérêt agricole désignée par l'Assemblée générale. Au 21 décembre 1933, il y avait en Algérie 322 Caisses locales groupant 33.957 mutualistes (1).

Caisses régionales. — Ces Caisses peuvent être créées par les mêmes personnes et dans les mêmes conditions que les Caisses locales. Il n'y a pas de règles précises pour les circonscriptions. C'est ainsi que dans le département d'Alger, il y a deux régionales s'étendant à tout le département et que dans les autres départements, il y a une régionale par arrondissement, voire même par deux ou trois cantons.

Le Conseil d'administration doit examiner notamment et solutionner les questions concernant l'emploi des fonds disponibles, capital et avances de l'Etat — la constitution d'un fonds de roulement aux Caisses locales — le maximum d'importance et de durée des prêts que les locales pourront consentir avec le concours de la Caisse régionale et les garanties à exiger — le choix du domicile pour le paiement des effets escomptés — la surveillance et le contrôle des opérations des Caisses locales (ce contrôle est effectué par des inspections aux sièges des locales) — la composition du Comité d'escompte et la fixation du taux de l'escompte qui est habituellement le taux de la Banque de l'Algérie — les attributions du Directeur ou de l'Administrateur délégué.

Il est à remarquer que les Caisses régionales facilitent et garantissent les opérations non seulement des Caisses locales qui y sont rattachées, mais aussi des Sociétés d'assurances mu-

(1) Si nous avons pu connaître la proportion des indigènes dans certaines Caisses, nous n'avons pu nous procurer le chiffre global des mutualistes indigènes affiliés aux Caisses locales.

tuelles, des Coopératives et autres associations agricoles et de leurs membres affiliés. C'est ainsi que la Caisse régionale d'Alger groupait à la date du 31 décembre 1929, trente ans après sa création, 110 Caisses locales, 10 docks à céréales, 49 caves de vinification, 47 Sociétés de matériel agricole et 7 coopératives diverses.

Le fonctionnement heureux de tout cet édifice dépendra de la fixation du taux de l'escompte pratiqué par les régionales. Ce taux devra être assez élevé pour laisser aux régionales la possibilité de créer des réserves indispensables; et assez modéré pour permettre aux locales une marge de profit suffisante (différence entre le taux de l'escompte et le taux pratiqué par les locales dans leurs prêts). Ce taux de l'escompte ainsi déterminé, contribue au maintien de la notion de crédit sain, car le taux sera tel que les ressources procurées ne seront ni des subventions gratuites, ni des avances usuraires.

Caisse foncière. — Les statuts de cet organisme créé par la loi du 28 juillet 1927 (J. O. du 31 juillet 1927) ont été approuvés par un arrêté du Gouvernement Général de l'Algérie, en date du 25 juin 1928, pris en Conseil de Gouvernement, et ont été adoptés le même jour par l'Assemblée générale constitutive.

Cette Caisse foncière est fondée sous forme de société anonyme au capital de 2 millions de francs, divisé en parts nominatives de 1.000 francs chacune souscrites en numéraire, à concurrence de 1.000 francs par l'Algérie et de 1.000 francs par les Caisses régionales.

L'article 2 des statuts précise l'objet de la Caisse foncière d'Algérie.

1° Prêter aux Caisses régionales les fonds nécessaires pour assurer concurremment avec les avances de la Colonie le fonctionnement du crédit à long terme tel qu'il est organisé par la législation algérienne du crédit agricole.

2° Consentir aux Caisses régionales des prêts en vue du fonctionnement du crédit à moyen terme.

3° Se procurer les ressources nécessaires pour assurer ces prêts par l'un des moyens suivants : réception de dépôt à

terme pour une durée minimum de deux ans, émission de bons ou obligations, création de cédules hypothécaires, emprunts avec ou sans garantie de la Colonie.

Pour assurer immédiatement à la Caisse foncière son fonctionnement, la loi du 28 juillet 1927 a autorisé le Gouverneur Général à emprunter à la Banque de l'Algérie une somme de 30 millions, au taux maximum de 2 pour cent jusqu'au 31 décembre 1945, pour être affectés, à concurrence de 18 millions à la Caisse foncière.

Le Conseil d'administration comprend six Administrateurs nommés par le Gouverneur Général et six Administrateurs désignés par les Caisses régionales. La nomination du Président du Conseil d'administration et celle du Directeur doivent être approuvées par le Gouverneur Général, qui nomme de plus deux Commissaires du Gouvernement, chargés d'exercer un contrôle permanent sur toutes les opérations de la Caisse foncière.

Le Conseil d'administration a délégué une partie de ses pouvoirs à un Comité de direction choisi dans son sein, qui statue sur les affaires courantes et urgentes, notamment sur les demandes de prêts.

Fonctionnement

Ainsi, voici décrite la structure de la pyramide du crédit agricole mutuel en Algérie. Nous connaissons désormais suffisamment les rouages pour étudier la manière dont ils fonctionnent.

Trois cas sont à examiner suivant que le crédit à consentir est du crédit à court, moyen ou long terme. Ces trois cas sont adaptés d'ailleurs aux différents besoins de l'agriculteur qui tantôt aura la préoccupation d'obtenir tout simplement sa récolte, tantôt aura le souci de faire des réparations sur son fonds ou d'acheter un cheptel mort ou vif, tantôt désirera des facilités d'acquisition, d'aménagement, de transformation ou de reconstitution d'une petite exploitation rurale.

En regard de chaque catégorie de prêts, les Caisses disposent de ressources correspondantes.

Opérations à court terme. --- Ces opérations à court terme sont du crédit consenti soit à des emprunteurs individuels, soit à des associations agricoles.

Les individus emprunteurs en ont besoin pour la durée de la campagne agricole. C'est pourquoi on appelle quelquefois ces prêts à court terme des prêts de campagne. Les associations agricoles en ont besoin pour l'achat de certains produits ou de certain matériel.

Ces prêts sont consentis pour une durée variant entre trois et neuf mois. Il n'y a pas de maximum fixé, mais en fait la grande majorité des opérations à court terme avec les particuliers ne dépasse pas 5.000 francs.

Le taux d'intérêt qui dépend du taux d'escompte fixé par les Caisses régionales varie entre 6 1/2 et 9 %, suivant les variations générales du prix de l'argent.

Quelles sont les ressources affectées à ce crédit ? Pour reprendre l'ordre d'une statistique que nous avons sous les yeux et que nous reproduisons un peu plus loin, ce sont :

1° Les avances de l'Algérie, servies par la Banque de l'Algérie en contre-partie de son privilège d'émission. Ces avances sont réparties et attribuées par une Commission de répartition, aux Caisses régionales, suivant le montant global de leurs prêts. Depuis 1922, ces avances pour prêts à court terme sont consenties pour une année. En 1923, elles s'élevaient à 17.413.650 fr. et constituaient les 34,66 % des prêts effectués. En 1934, elles étaient de 29.000.000 et ne constituaient plus que 23 % des prêts effectués.

2° Le capital versé (6.259.005 francs en 1923, 29.000.000 en 1934) sous forme de parts. Ces parts comportent pour le souscripteur le droit à l'intérêt (moins de 6 %), mais la loi de 1894 interdit toute répartition de bénéfices qui aurait pour base le montant des souscriptions.

3° Les réserves dont l'importance, nous le savons, dépend pour les locales comme pour les régionales, du taux d'escompte pratiqué par les Caisses régionales. En 1923, ces réserves s'élevaient à 4.361.696 francs ; en 1934 à 65.000.000.

4° Les prélèvements sur les dépôts à vue ou à terme. Chaque Caisse a statutairement un maximum à ne pas dépasser en matière de dépôt, mais reçoit les dépôts de toutes les personnes. En 1923, 25 % des prêts (12.839.184 fr. 60) furent prélevés sur les dépôts ; en 1934 environ 50 % (soit 364.000.000 fr.).

5° Enfin le réescompte en banque qui trouve un bon accueil auprès de toutes les banques et qui a fourni en 1934 des ressources s'élevant à 150.000.000 francs.

En somme, si l'on additionne ces différentes ressources, on constate que pour 1934, par exemple, les prêts à court terme ont pu s'élever à 678.000.000 en chiffres ronds. Le crédit ainsi distribué appelle nécessairement des garanties. Pour les prêts individuels, les garanties consistent dans une caution ou dans un warrant suivant l'opération. Les garanties des prêts aux Coopératives ou Syndicats se trouvent dans l'objet même des opérations de ces Coopératives (produits, matériel acheté).

Disons, enfin, que les prêts consentis sont constatés par des effets souscrits à l'ordre d'une Caisse locale. Cette pratique, soulignons-le, est onéreuse pour les indigènes qui sont en général illettrés.

Pour donner du fonctionnement du crédit à court terme en Algérie une idée juste, voici quelques chiffres concernant les prêts consentis par les Caisses régionales depuis 1920 (en chiffres ronds) :

1920	10.000.000	1928	245.400.000
1921	31.400.000	1929	398.700.000
1922	33.700.000	1930	470.327.000
1923	49.600.000	1931	535.474.000
1924	63.100.000	1932	617.113.000
1925	89.400.000	1933	643.936.000
1926	107.600.000	1934	678.336.000
1927	179.900.000		

Les prêts consentis en 1934 ont donc dépassé de 34 millions environ ceux consentis en 1933. Cependant, une tendance à la stabilisation du montant total des crédits de campagne se manifeste depuis 1932.

Cette constatation montre que dans l'ensemble, les Caisses régionales ont su résister aux demandes d'accroissement des crédits, inévitables en période de crise.

Le tableau ci-dessous permet de voir comparativement comment les Caisses se sont procurées en 1933 et en 1934 les sommes qu'elles ont prêtées :

	1933	1934
Avances de l'Algérie.....	28.000.000	29.000.000
Capital versé	64.000.000	70.000.000
Réserves	55.000.000	65.000.000
Prélèvements sur les dé-		
pôts	346.000.000	364.000.000
Réescompte en banque...	150.000.000	150.000.000
	643.000.000	678.000.000

La proportion du capital versé et des réserves dans l'ensemble des ressources utilisées a été de 20 %. Le réescompte en banque restant stationnaire, c'est l'emploi des dépôts qui s'est accru.

Malgré la crise économique, le public a donc maintenu sa confiance aux Caisses régionales, ce qui est un indice satisfaisant.

Opérations à moyen terme. — Le prêt à moyen terme est autorisé au profit de tous les agriculteurs, même s'ils sont étrangers affiliés à une caisse locale. Aucune condition d'âge n'est imposée (nous verrons qu'il n'en va pas de même en ce qui concerne le crédit à long terme), mais certaines conditions de fortune sont requises, car le crédit agricole mutuel ne peut être consenti qu'aux moyens et petits colons, les gros agriculteurs ayant un large accès dans les banques. C'est pourquoi la Caisse foncière a défini ce qu'il fallait entendre par petites exploitations rurales de la manière suivante, en ce qui concerne les prêts à moyen terme : il faut que la propriété ne dépasse pas une valeur maximum de 200.000 francs pour les emprunteurs célibataires, de 300.000 francs pour les emprunteurs mariés, avec une majoration de 30.000 francs par enfant

à leur charge. Nous verrons que pour les prêts à long terme les conditions de fortune sont un peu plus rigoureuses.

Le crédit à moyen terme est destiné à faire face à des dépenses non susceptibles d'être amorties en une seule récolte. « C'est le cas notamment des dépenses engagées par un emprunteur pour constituer son capital d'exploitation, en achetant par exemple des animaux et du matériel. Certaines améliorations fermières peu considérables, telles que plantations d'arbres, creusement de puits, peuvent être aussi considérées comme relevant du crédit à moyen terme ». (Boyer Banse : Le Crédit agricole et la colonisation en Algérie, p. 4).

La durée de ce crédit avait été primitivement fixée à 6 ans. Mais le décret du 4 août 1930 a porté ce délai à 10 ans. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'achat d'un cheptel ou de machines agricoles dont l'amortissement doit être effectué rapidement, en raison d'une rapide dépréciation, la durée est réduite à 3 ou 4 ans.

Le montant maximum du prêt a été fixé d'abord à 60.000 francs, puis porté à 120.000 francs. Disons que ce plafond relativement élevé est rarement atteint.

Le taux de l'intérêt est variable. Il était en 1929 de 7 1/2 %, de 7 % en 1930. Ce taux « ne doit être ni inférieur au taux d'intérêt servi aux parts sociales ni supérieur de plus de 3 % au taux officiel d'escompte de la Banque de l'Algérie. A diverses reprises, on a examiné la possibilité de le réduire, mais les conditions économiques du marché ne l'ont pas permis jusqu'à ce jour. On ne saurait d'ailleurs se lancer dans cette voie qu'avec la plus grande prudence, si l'on veut laisser à la Caisse foncière les moyens d'assurer sans à-coups le crédit à long terme qui peut devenir pour elle une opération onéreuse, lorsqu'il lui sera nécessaire de recourir à des emprunts publics... Une ristourne de 1,50 % est faite aux Caisses régionales sur l'intérêt, comme contre-partie de leur engagement solidaire vis-à-vis de la Caisse foncière » (Rapport de M. Havard au XVIII^e Congrès de la Mutualité et de la Coopération agricoles.)

Ainsi que le laisse entendre M. Havard, le gros écueil du

crédit à moyen terme, c'est la difficulté de trouver des ressources qui peuvent lui correspondre. C'est ainsi qu'organisées en principe par le décret du 26 novembre 1925, ces opérations à moyen terme, pour lesquelles aucune ressource propre n'était prévue, pour lesquelles aucune avance de la Colonie n'était consentie, ne purent être pratiquées par les Caisses que sur les dépôts qui sont au maximum à un an d'échéance. Les Caisses mutuelles consentaient alors un crédit à court terme renouvelé plusieurs fois. Cela conduisait à la pratique très onéreuse du renouvellement des effets. Depuis l'entrée en fonctionnement de la Caisse foncière en octobre 1928, le crédit à moyen terme dispose de ressources prélevées sur les disponibilités de la Caisse foncière.

Les emprunteurs à moyen terme peuvent offrir toutes garanties suffisantes ; en fait, les principales garanties sont généralement les cautions ou les hypothèques. Mais on grève ainsi le fonds immobilier de charges qui devraient porter sur la partie mobilière de l'avoir des débiteurs.

D'après ce que nous venons de voir, le Crédit mutuel à moyen terme institué légalement en 1924, n'a pu fonctionner pratiquement qu'à partir de 1928. Les résultats obtenus jusqu'ici ne laissent pas entrevoir l'ampleur que pourra prendre ce crédit. Disons qu'en 1929, à l'expiration de son premier exercice, la Caisse foncière avait reçu 165 demandes de prêts à moyen terme, pour une somme globale de 9.698.000 francs ; elle a pu donner suite à 130 de ces demandes et prêter 6 millions 943.050 francs.

Opérations à long terme. — Le crédit à long terme est consenti à trois sortes de bénéficiaires : les pensionnés et victimes civiles de la guerre, les sociétés coopératives et les emprunteurs individuels. Etudions les trois modes de crédit à long terme.

A) Le décret du 13 août 1921 organise en Algérie des prêts aux pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre. Ces prêts sont destinés à l'acquisition et à la reconstitution des petites propriétés rurales et aussi à l'achat d'un cheptel.

Ces prêts peuvent aller jusqu'à 40.000 francs et sont remboursables en 25 ans. L'intérêt est fixé *ne varietur* à 1 %.

Les fonds sont intégralement fournis par la Colonie, la Caisse régionale et la Caisse foncière servant simplement d'intermédiaires.

Les garanties sont de deux sortes. Il en est d'obligatoires, ce sont l'inscription hypothécaire et l'assurance en cas de décès. Ces garanties obligatoires sont cumulativement exigées. Comme garantie facultative et exceptionnelle, il y a la délégation éventuelle des arrérages de la pension.

Les résultats de ce crédit sont assez importants, les prêts se faisant à des conditions très favorables :

De 1922 à 1925 il a été accordé.....	2.982.985 fr.
En 1926 —	668.700 »
En 1927 —	928.926 »

B) Les prêts à long terme aux sociétés coopératives ont été prévus par la loi du 26 février 1909 qui, pour lancer le mouvement coopératif agricole, prévoit l'intervention de l'Etat qui accordera des avances par l'intermédiaire et sous le contrôle des caisses régionales, rémunérées pour ce travail.

Les sociétés coopératives empruntent généralement pour acheter un terrain, un matériel, effectuer des constructions. Ces emprunts sont contractés pour dix ou quinze ans, et l'avance consentie aux sociétés ne peut dépasser le triple de leur capital versé en espèces.

La Colonie consent ses avances gratuitement ; mais elle rémunère les services des Caisses régionales en les autorisant à percevoir sur ces prêts un intérêt de 2 %. Les ressources sont par conséquent d'une seule provenance : les avances de la Colonie.

Les garanties exigées sont l'hypothèque et l'engagement solidaire des sociétaires.

De 1905 à 1927, il a été accordé à ce titre 34.647.903 francs d'avances.

Les avances vont chaque année en augmentant.

Nombre de coopératives créés dans l'année			Avances accordées
1920	7		981.250 fr.
1921	5		2.652.500 »
1922	19		4.514.533 »
1923	40		6.745.900 »
1924	27		8.438.600 »
1925	15		6.223.050 »
1926	10		9.190.950 »
1927	34		7.650.500 »
1928			9.181.000 »

Signalons de plus que la statistique générale de l'Algérie englobant sans doute sous le même titre d'avances à long terme spéciales les prêts aux victimes de la guerre et aux sociétés coopératives, nous fournit les renseignements suivants :

1930	la colonie a consenti	1.564.150 fr. d'avances
1931	— —	2.464.100 fr. —
1932	— —	3.073.800 fr. —
1933	— —	2.157.900 fr. —

C) Enfin, le crédit à long terme individuel. Il est consenti aux agriculteurs dont la propriété ne dépasse pas la valeur maximum de 100.000 francs, pour les emprunteurs célibataires 50.000 francs pour les emprunteurs mariés avec majoration de 15.000 francs par enfant à leur charge. Ces chiffres ont été relevés très vite et ont atteint ceux que nous avons donnés pour le crédit à moyen terme. L'âge de l'emprunteur ne doit pas excéder 65 ans, depuis le décret du 4 août 1930, à l'expiration de l'opération.

Les prêts à long terme doivent avoir pour objet « de faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation » ou la reconstitution de petites exploitations rurales « et ils ne peuvent être autorisés que si l'emprunteur prend l'engagement d'exploiter lui-même ou avec l'aide de sa famille ».

En principe, la durée ne doit pas dépasser 25 ans, mais il a paru utile en pratique de la limiter à 10 ans pour l'aménage-

ment d'une propriété ou à 12 ans pour son acquisition, sauf circonstances exceptionnelles.

Le montant maximum du prêt est, depuis le décret du 4 août 1930, fixé à 100.000 francs, après avoir été de 8.000 francs, de 40.000 francs, puis de 60.000 francs. Le taux de l'intérêt peut varier de 2 à 6 % sous la réserve qu'il soit toujours inférieur d'au moins 1 % au taux officiel d'escompte de la Banque de l'Algérie.

Les ressources affectées à ce crédit proviennent pour 1/5 de la Colonie, pour les 4/5 de la Caisse foncière.

Comme garantie, la loi du 26 novembre 1925 impose l'inscription hypothécaire de préférence à l'assurance en cas de décès. L'inscription hypothécaire doit être de premier rang et le montant du prêt ne doit pas dépasser au maximum les trois-quarts de la valeur des propriétés.

Depuis la création de la Caisse foncière, ce crédit à long terme a pris une certaine importance, que vont nous révéler les chiffres suivants, relatifs aux avances faites par la Colonie et qui constituent, nous le savons, le cinquième seulement des prêts.

En 1930	997.580 fr.	avancés par la Colonie	
En 1931	1.267.495 fr.	—	—
En 1932	1.363.000 fr.	—	—
En 1933	986.936 fr.	—	—

Disons enfin, pour terminer, que les sociétés de crédit agricole mutuel sont soumises à un régime fiscal de faveur : elles sont dispensées de l'impôt cédulaire et de l'impôt global sur le revenu, car elles n'ont en vue et ne réalisent aucun bénéfice. Pour les autres impôts, le régime applicable est sensiblement celui du droit commun.

De plus, la personnalité française des caisses de crédit mutuel les soumet strictement, elles et leurs cocontractants, même indigènes, à la loi française.

« Par suite, la voie rapide et économique des juridictions compétentes en matière musulmane leur est fermée et elles sont assignées devant les juridictions civiles françaises, ce qui

entraîne de gros frais et de longs retards. » (Etude d'un projet de loi.)

Caisses spéciales

Voici exposé dans son ensemble le crédit agricole mutuel tel qu'il fonctionne en Algérie. Ce crédit est ouvert, nous l'avons déjà dit, aux indigènes tout autant qu'aux Européens.

Cependant, pour faciliter davantage l'accès des indigènes à la mutualité, certains essais ont été tentés qui aboutirent à la création d'organismes spécialement indigènes. Nous voulons parler ici des caisses locales et des caisses régionales indigènes.

L'organisation mixte présentait quelques inconvénients, les conditions des prêts et les garanties nécessitaient des solutions spéciales aux indigènes. C'est pourquoi « il était naturel et nécessaire de créer pour les indigènes des caisses mutuelles de crédit spéciales ; ceci était possible de deux façons : 1° Caisses régionales indigènes ; 2° Caisses locales indigènes et Caisses régionales mixtes » (Princesse Nhu May d'Annam, *La Mutualité et la coopération agricoles en Algérie*, p. 42).

En 1907, l'administration a essayé la méthode des Caisses régionales indigènes et en a créé sept ou huit qui ont d'ailleurs disparu, car elles présentaient un certain nombre d'inconvénients : difficultés d'obtenir des garanties suffisantes, manque de compétence de leur administration, trop grande séparation entre colons et fellahs, danger de pratiques usuraires de la part des dirigeants indigènes.

La deuxième méthode, celle des locales indigènes a été essayée plus récemment et a donné naissance à des sociétés prospères qui laissent augurer du bon avenir de cette initiative. Ce qui marque la plupart de ces caisses, c'est qu'elles ont adopté le principe de la responsabilité solidaire de leurs membres.

La caisse régionale à laquelle se rattachent les locales indigènes les traite de la même manière qu'elle le fait avec les locales européennes ou mixtes, mais son conseil d'administration comprend en majorité, sinon en totalité des européens.

C'est ainsi qu'opèrent les caisses régionales de Bône, Tlemcen, Mascara, Saïda. La caisse de Batna fait la plus grande partie de ses affaires (les deux tiers) avec des indigènes. Celle de Tlemcen comprend 10 locales indigènes à la situation bien assise groupant 437 petits fellahs et 8 locales européennes à la clientèle mixte, groupant 1,108 sociétaires. (Cardonne et Rabot : La consolidation dans l'ouest Oranais.)

TROISIÈME PARTIE

CRITIQUES

L'exposé des réalisations mutualistes profitables aux agriculteurs indigènes a nécessité, de notre part, suffisamment de développements pour que nous jugions inutile de souligner davantage à quel point le réseau de la mutualité en Algérie peut être complet. En ce qui touche au nombre des organismes créés, l'Algérie est d'ailleurs nettement en avance sur les autres colonies et protectorats français. De plus, l'Algérie, en cette matière, comme à bien d'autres points de vue, a été une sorte de champ d'expérience, et les créations mutualistes les plus intéressantes du Maroc, de la Tunisie, de l'Afrique noire, sont des rejetons améliorés des institutions algériennes. Notamment en ce qui concerne les S.I.P. dont on retrouve dans toute l'Afrique le principe adapté aux circonstances de lieux et de races, — et complété par des initiatives qui sont assurément très originales et très fructueuses.

Il serait intéressant d'exposer ici les retouches que les différentes administrations ont fait subir aux S.I.P. dans l'application qu'elles voulaient en réaliser. Mais nous avons pensé qu'un pareil exposé serait peut-être trop long ou trop fastidieux. C'est pourquoi nous nous contenterons de nous inspirer des résultats obtenus par l'administration du Maroc, de la Tunisie ou de l'A.O.F., pour exposer dans la présente partie de nos développements, les critiques que l'on peut faire à la mutualité agricole telle qu'elle fonctionne en Algérie.

Il n'entre pas dans notre intention de reprendre une à une

chaque organisation, de la critiquer dans le détail, de suggérer les réformes possibles. Ce serait faire œuvre de technicien et ce serait manifester une humeur bien chagrine ! La perfection n'est pas réalisable, n'est pas humainement possible ; nous aurions beau jeu à l'établir par une série de petites constatations qui d'ailleurs n'enlèveraient rien, nous en sommes persuadés, à la grande valeur sociale et pratique des œuvres sur le fonctionnement desquelles nous avons donné quelques précisions. Aussi bien, en regard de ce que ces œuvres ont coûté d'intelligente volonté, de désintéressement, de sollicitude, en regard de ce qu'elles ont procuré d'améliorations, de possibilités nouvelles, en regard du progrès qu'elles représentent, nos petites critiques ne seraient d'aucun poids, partant d'aucune utilité.

Si bien que le fait qu'une institution fonctionnant normalement pourrait obtenir encore un meilleur rendement, ne nous retiendra pas.

Par contre, nous ne pouvons manifester pareil détachement en ce qui concerne l'organisation du crédit aux indigènes, et cela pour deux raisons qui soulignent davantage l'importance de la question : le crédit mutuel organisé au profit de l'indigène n'a pratiquement pas réussi ou plutôt n'a pas donné les résultats qu'on en espérait, — le crédit mutuel est à la base de toute la mutualité agricole : c'est la pierre angulaire de l'édifice. Si bien qu'un crédit mal agencé, non seulement sera préjudiciable aux emprunteurs, mais encore ne permettra pas l'essor des coopératives, des syndicats, des sociétés d'assurances mutuelles ou autres associations dont la vie dépend de l'impulsion donnée par le crédit mutuel.

Nous savons, en ce qui concerne ce que nous avons appelé les organisations mixtes, que l'existence des œuvres mutualistes de toute nature relève, aux termes du décret du 26 novembre 1925, des caisses de crédit agricole qui interviennent obligatoirement comme intermédiaires entre la Colonie et les sociétés coopératives pour garantir le remboursement des avances du budget de l'Algérie. Nous avons constaté, de plus, en ce qui concerne les organisations spéciales, que la vie des mutuel-

les labours, des djemaat-el-Felaha, est pour ainsi dire suspendue aux bonnes affaires des S.I.P.

Donc, s'il nous fallait faire une critique d'ensemble à la mutualité agricole, nous pourrions relever que l'organisation financière de tout groupement dépend, du moins à l'origine de la société, de la manière dont fonctionne le crédit mutuel. Si les caisses du crédit mutuel sont mal construites, si elles n'ont aucun résultat et n'inspirent aucune confiance, jamais la Colonie ne leur laissera le soin de s'occuper du remboursement des avances consenties aux coopératives, par exemple — par conséquent ces avances seront plus difficiles à obtenir de la part des mutualistes. Si une S.I.P. fait faillite dans une commune, elle ne disposera d'aucun crédit pour faciliter des groupements d'indigènes dont l'avenir dépend des quelques ressources mises à leur disposition au début de leur fonctionnement.

Si à la livraison d'une construction neuve, un architecte consciencieux peut fermer les yeux sur quelques portes qui ouvrent en grinçant, sur quelques clous plantés de travers, sur quelques planches mal rabotées, il ne peut en aucune manière ne pas signaler les fissures survenues dans les fondations. Pour les mêmes raisons, nous ne nous attacherons ici qu'à la critique du crédit mutuel, et, nous plaçant au seul point de vue de l'indigène, nous indiquerons les défauts que présentent les Caisses de crédit mutuel d'une part, les S.I.P. d'autre part.

— Mais avant d'entrer dans le détail, nous voulons exposer quelques considérations générales concernant les hommes qui sont à la tête des différentes œuvres de mutualité, porter un jugement de valeur sur les maçons, avant que de rechercher les causes de la fissure des fondations.

Nous avons noté en temps utile qu'une des grandes causes de succès des organisations mixtes avait été l'abondance et la valeur des hommes appelés à devenir les cadres de la mutualité agricole. Nous avons expliqué qu'à ce point de vue l'Algérie avait une chance assez rare, puisqu'en France il n'en allait pas de même, les compétences se désintéressent des œuvres agricoles. Nous avons de plus souligné que l'avenir d'une institution dépend de la manière dont elle est dirigée. D'où nous pou-

vons conclure *a contrario* que, si le crédit mutuel présente des lacunes, les dirigeants n'en sont pas responsables ; il faudra en rechercher les causes ailleurs.

Mais il ne s'agit ici que des œuvres d'initiative privée. Que dire des institutions à la tête desquelles l'administration a mis ses représentants, non pas en droit certes, mais en fait ? Que dire de la valeur des dirigeants des S.I.P. qui sont suivant les communes les administrateurs des communes mixtes ou les maires des communes de P.E. ? Que dire surtout de l'éloignement systématique des indigènes qui, en aucun cas n'ont présidé des sociétés dont ils sont les bénéficiaires ? C'est ce que nous voulons rapidement exposer avant que d'énumérer les critiques annoncées.

Lors de nos développements concernant l'organisation administrative des S.I.P., nous avons signalé que les indigènes, s'ils pouvaient en droit présider les conseils d'administration, n'avaient jamais eu en fait l'occasion de diriger une S.I.P. Y a-t-il dans cette particularité un avantage ou un inconvénient ? Ce qu'il y a de certain, c'est que l'intention du législateur a été de confier la présidence des sociétés, dans les C.M., aux chefs des communes. « Il comptait beaucoup (le législateur), à juste titre d'ailleurs, pour le développement de la nouvelle institution, sur l'esprit d'initiative, l'autorité et le dévouement des administrateurs. » (Arripe). Quoi qu'il en soit, nous pouvons adresser à la loi du 14 avril 1893 la critique de n'avoir pas exprimé, sinon plus clairement, du moins plus strictement sa volonté sur ce point.

Aussi bien la question s'est posée, en présence du silence de la loi, de savoir s'il ne conviendrait pas de prévoir l'accession des indigènes à la présidence des S.I.P. C'était la tendance que manifestait un avant-projet du 21 décembre 1925 émanant du Gouvernement général de l'Algérie. Nous avons signalé cet avant-projet avant d'étudier le F.C.; et nous avons dit qu'il proposait différentes réformes, au nombre desquelles la modification de la composition du conseil d'administration et des conseils de section des S.I.P.

Cet avant-projet, soumis aux administrateurs, a fait l'objet de rapports qui sur la question qui nous intéresse sont tous concordants. Et nous ne saurions mieux faire pour en résumer l'esprit que de citer une partie du rapport d'un sous-préfet d'Algérie qui, condensant l'opinion des six administrateurs de son arrondissement, s'exprimait ainsi qu'il suit : « Si l'électeur indigène n'est pas encore à même de voter avec discernement, « les milieux aisés et cultivés de la plupart de nos douars ne « comptent pas une élite susceptible de donner des élus en « mesure d'administrer une S.I.P. et encore moins de fournir « un président de conseil d'administration à même de produire « les divers travaux imposés par les statuts. Pour ces motifs, « j'estime qu'il y a lieu de maintenir l'art. 3 de la loi du 14 « avril 1893. ...En ce qui concerne les C.M., il est évident que « nul plus que l'administrateur ne paraît qualifié pour avoir « la présidence du Conseil d'administration. Le fait de renon- « cer à ce fonctionnaire pour recourir à un des sociétaires indigènes élus par les conseils de section, constituerait un acte « d'imprudence indéniable qui pourrait, selon le cas, nous conduire en pleine aventure. De deux choses l'une : ou ce président sera un administré soumis et respectueux des indications qui lui viendront de son administrateur, et dans ce cas « ce sera ce dernier qui aura encore la direction effective de « la Société, — ou ce sera au contraire une personnalité indigène à caractère indépendant et peut-être même investie d'un « mandat politique, et alors les destinées de la société vogueront vers l'inconnu. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler « que les grands chefs ou les personnalités indigènes marquantes ont, quand ils agissent directement avec leurs corréligionnaires, une compréhension de leurs droits et devoirs qui ne « ressemble en rien à celle dont ils font montre quand ils reprennent contact avec des éléments européens. Leur souplesse « sémite leur permet de donner à l'observateur européen l'impression d'une évolution accentuée dans le sens de nos idées, « de notre mentalité, — et de conserver quand ils traitent avec « leurs proches, les procédés et les mœurs qui viennent de la « tradition et qui sont restés en honneur dans les masses mal-

« gré les ravages qu'ils occasionnent au préjudice des humbles. »

Voici donc le problème exposé et résolu en des termes définitifs, du moins en ce qui touche les C.M. Remarquons en effet que pour les communes de P.E. les mêmes arguments sont valables qui ont trait à l'incapacité des indigènes à prendre en mains une S.I.P., mais il n'en demeure pas moins établi que les maires ne sont pas toujours des présidents très actifs ou très clairvoyants. En C.M. nous pouvions dire : le président de la S.I.P. ne peut pas être un indigène, ce sera donc l'administrateur. En commune de P.E. la question n'est pas aussi claire. Nous n'en voulons qu'une preuve : alors qu'il y a des S.I.P. dans toutes les C.M., il y a de nombreuses communes de P.E. qui n'en sont pas pourvues ; par ailleurs quelques S.I.P. en communes de P.E. ont périclité au point qu'elles ont été dissoutes ; enfin beaucoup d'entre ces sociétés ne font pas ou font très peu d'opérations.

Il y a donc une grosse critique à relever en ce qui concerne cette question des dirigeants. Et s'il est avéré que les indigènes ne sont pas encore susceptibles de fournir les présidents désirables, la solution consisterait à admettre, dans la pratique, au titre de président des S.I.P., des colons bénévoles ou des personnalités compétentes qui disposeraient soit d'une expérience plus complète, soit de loisirs plus nombreux que les maires des communes.

Au cours de l'exposé que nous avons fait relatif au fonctionnement des caisses de crédit agricole mutuel, nous n'avons signalé aucun texte concernant plus particulièrement les indigènes. C'est qu'il n'y en a pas. Il existe bien des caisses locales indigènes, voir même des caisses régionales indigènes, mais ces groupements fonctionnent absolument de la même manière que les caisses mixtes similaires. Ainsi toutes les règles qui concernent un emprunteur européen vont s'appliquer de plein droit aux fellahs qui pourtant sont dans des conditions nettement différentes. Toutes les critiques faites au crédit agricole mutuel dérivent de cette idée, — du moins toutes les critiques que nous allons exposer, car nous ne parlerons pas de certaines retouches à apporter à l'organisation générale et que MM. Serda

et Munck ont énumérées récemment à la Conférence Impériale (1).

Au cours de la session extraordinaire des délégations financières de novembre 1926, la délégation arabe et la délégation des colons ont adopté le vœu ci-dessous, présenté à la délégation arabe par M. Ben Yacoub et à la délégation des colons par MM. Havard et Serda :

« Considérant qu'il y a le plus grand intérêt à favoriser le
« développement du crédit mutuel agricole au profit des agri-
« culteurs indigènes comme des agriculteurs européens ; con-
« sidérant que l'établissement et le recouvrement des effets
« souscrits aux caisses de crédit agricole mutuel par les em-
« prunteurs indigènes donne lieu à des difficultés pratiques
« susceptibles de paralyser le développement des prêts de cette
« nature ;

« La délégation émet le vœu :

« 1° Que l'administration étudie le moyen d'établir sur des
« bases entièrement régulières les effets souscrits aux caisses
« de crédit agricole mutuel par des emprunteurs indigènes
« illettrés, de manière à faciliter les prêts de cette nature, en
« donnant toute sécurité aux caisses et aux banques appelées
« à réescompter leur portefeuille ; 2° que l'administration étu-
« die également le moyen de permettre aux caisses de crédit
« agricole de poursuivre le recouvrement des effets souscrits
« par leurs débiteurs indigènes devant la juridiction musul-
« mane. »

(1) En février 1935, la commission financière de la Conférence Impériale, présidée par M. Ernest Picard, a adopté les conclusions du rapport de MM. Jaillet, Munck et Serda tendant à la réorganisation du crédit agricole en Algérie à la suite des conclusions de MM. Louis Tardy et Cramois, directeur et inspecteur de la Caisse Nationale du crédit agricole :

1) Création en Algérie d'un organisme central autonome comparable à la caisse nationale, à condition qu'une dotation lui soit affectée afin de lui permettre de jouer le même rôle que cet organisme.

2) Obtention par les caisses régionales d'un fiche permanente de réescompte aussi élevée que possible et à taux réduit avec garantie de l'Algérie.

3) Réescompte plus large des prêts consentis aux indigènes par le canal des caisses régionales.

4) Contrôle des caisses régionales et des coopératives exercé par les soins de l'inspection du crédit agricole et de la mutualité du Gouvernement Général.

Nous trouvons dans ce vœu qui émane de personnalités très au courant des besoins de crédit des indigènes et des conditions dans lesquelles on peut le leur dispenser, l'essentiel des critiques en la matière. Ces critiques peuvent se présenter de la façon suivante :

1) les formalités exigées pour obtenir un prêt sont telles que les indigènes illettrés paient très cher l'argent obtenu ;

2) en revanche, les garanties offertes par les indigènes sont si peu en rapport avec celles qu'exigent les statuts des caisses que les effets souscrits sont souvent considérés comme de mauvais papier ;

3) nuisible à l'emprunteur, nuisible au prêteur, le système actuel a de plus l'inconvénient d'exiger pour la solution des litiges possibles le recours à des juridictions françaises dont la procédure est longue et coûteuse.

Ces trois critiques sont de nature à expliquer le peu de développement pris par le crédit mutuel en ce qui a trait aux indigènes. Les caisses sont peu encouragées à consentir des prêts aux fellahs : lorsqu'elles se contentent des maigres garanties qu'ils peuvent fournir, — en général de la caution d'agriculteurs qui ne savent pas signer et qui apposent sur l'effet souscrit un pouce noirci d'encre grasse, — les caisses voient se lever deux sortes de menaces : d'une part, ces effets, irréguliers pour la plupart, sont refusés en réescompte par la Banque de l'Algérie, — d'autre part, le remboursement ne peut en être poursuivi en justice que moyennant de longues formalités. Si bien que du côté des caisses il faut vraiment beaucoup de bonne volonté pour continuer à consentir des prêts aux fellahs.

Et du côté des indigènes les difficultés sont pour le moins aussi considérables. En dehors des frais occasionnés pour les illettrés par la présence indispensable d'un notaire (tout engagement dépassant 150 francs doit être signé par l'emprunteur s'il sait lire et écrire, ou passé devant notaire si l'emprunteur est illettré), il faut remarquer aussi que les caisses de crédit agricole mutuel sont des organismes privés : par conséquent

ils ne jouissent pas de la consécration administrative que possèdent les S.I.P., ils sont peu fréquentés des fellahs, ils sont souvent éloignés des douars, ils nécessitent le voyage jusqu'à des bureaux mal connus, ils ne sont pas obligatoires et l'indigène, dans son ignorance, suppose qu'ils ne lui sont pas accessibles. Au regard de toutes ces difficultés le fellah sait que son usurier favori habite le gourbi voisin ; il le connaît, il sait l'aborder, lui parler ; l'usurier est au courant de ses besoins, des garanties qu'il peut fournir. Et c'est ainsi que le crédit mutuel paraîtra au fellah à la fois plus compliqué et plus coûteux. Le paysan arabe, qui déjà préfère ataviquement l'usurier à la banque et à la coopération, croira de plus en toute sincérité que ce qui est conforme à son sentiment l'est aussi à son intérêt. Le but poursuivi par la mutualité ne sera par conséquent pas atteint.

Ainsi le mauvais fonctionnement du crédit aux indigènes, loin d'entraîner une régression de l'usure, laissera le fellah convaincu de l'infériorité des organisations européennes. Cependant, si les critiques que nous venons d'énumérer sont d'importance à nous suggérer une pareille réflexion, elles n'en sont pas moins susceptibles de disparaître très vite à la condition d'apporter quelques retouches aux textes législatifs qui régissent la matière.

En ce qui concerne les juridictions compétentes en cas de litige, ces retouches sont simples et sont très heureusement proposées dans l'exposé des motifs d'un projet de loi du 27 juin 1930 « relatif à la preuve et au recouvrement en justice des prêts consentis par les caisses de crédit agricole mutuel à leurs sociétaires indigènes. » Ce projet de loi présenté à la Chambre des Députés, puis renvoyé à la commission de l'Algérie, des colonies et des protectorats, est revenu à la Chambre des Députés à la première séance du 2 juillet 1931, où il a fait l'objet d'un rapport très favorable de M. Ricci. Ce projet de loi, en quatre articles, propose de soumettre les actions en recouvrement intentées par les caisses de crédit agricole mutuel contre leurs sociétaires musulmans aux juridictions françaises statuant en matière musulmane. Ces juridictions sont les juges de paix, les

tribunaux civils et la Cour d'Appel, conformément aux prescriptions du décret du 17 avril 1889 pour le territoire civil (Kabylie à part), du décret du 29 août 1874 pour la Kabylie et du décret du 8 janvier 1870 pour le territoire de commandement.

De même les voies de recours contre les jugements rendus dans les conditions indiquées ci-dessus seront celles prévues par la législation relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie. L'exécution des jugements sera poursuivie contre les musulmans dans la forme musulmane et, dans l'admission de la preuve de tous prêts ne dépassant pas 5.000 francs en principal, les juridictions saisies tiendront compte des coutumes et usages indigènes.

Si ce projet aboutit, il est incontestable qu'un grand progrès sera réalisé dans la voie de la mutualité agricole chez les indigènes d'Algérie. Nous dirons plus loin comment il est possible d'envisager des améliorations en ce qui concerne les garanties à fournir par les indigènes, et surtout en ce qui touche la facilité des emprunts. Dès à présent nous pouvons affirmer que le crédit agricole mutuel porte en lui des possibilités très fécondes qui le font considérer à juste titre comme l'organisation de l'avenir.

*
**

Dans un discours qu'il prononçait au mois de février 1931, M. le Gouverneur général Carde s'exprimait ainsi : « Créées
« pour défendre nos indigènes contre les méfaits de l'usure et
« de la disette, l'on peut affirmer que les S.I.P. ont entièrement
« répondu dans le passé aux espoirs qu'avaient mis en elles
« leurs fondateurs. Elles s'adaptaient parfaitement, au moment
« où le législateur de 1893 leur donna une consécration légale,
« à la mentalité simple et aux mœurs primitives de leurs adhé-
« rents. Il faut reconnaître cependant qu'aujourd'hui leurs sta-
« tuts ne sont plus en harmonie avec l'évolution subie par la
« société musulmane au cours de ces dernières années... Gênées
« dans leur développement par des règles par trop rigides et
« étroites qui entravent et contrarient leur action, ces institu-
« tions ne peuvent plus aujourd'hui que difficilement accom-
« plir la mission qui leur a été dévolue. »

A l'abri derrière l'opinion d'une personnalité aussi avertie des choses de l'Algérie, nous n'éprouverons aucune gêne à exposer les critiques, assez nombreuses, il faut le reconnaître, que suscite le fonctionnement des S.I.P.

De par leurs buts et de par les opérations qu'elles effectuent, les S.I.P. sont à la fois des instituts de crédit et des bureaux de bienfaisance. Dans leur première fonction, elles luttent contre l'usure ; dans la seconde, elles permettent aux indigènes de franchir avec le moins de mal possible les années de disette.

C'est à vrai dire pour lutter contre les « vaches maigres » que les silos existaient avant la conquête ; c'est exactement pour la même fin que les silos ont été repris et améliorés par l'administration du dix-neuvième siècle. Et ce rôle de bienfaisance, de secours, a été suffisamment rempli pour qu'on puisse attribuer aux S.I.P. le mérite d'avoir fait disparaître de l'Algérie ces famines périodiques qui décimaient la population. La raison de ce succès a été définie par M. A. de Peyre qui est le véritable créateur des S.I.P. modernes : « Le maintien du silo a été une
« première satisfaction à cette opinion si juste qu'il ne faut rien
« brusquer vis-à-vis des indigènes, même quand il s'agit de ren-
« dre plus heureuse leur condition, que le respect de leurs
« mœurs s'il est compatible avec l'intérêt de la France, est la
« meilleure politique à suivre à leur égard, et qu'il vaut mieux
« se contenter d'améliorer leurs institutions en en conservant
« l'esprit que de leur imposer les nôtres dont ils sont trop por-
« tés à se défier. »

Mais très vite l'administration eut l'idée de confier à ces mêmes S.I.P. une fonction beaucoup plus compliquée et d'un intérêt social évident : la lutte contre l'usure. Voyant qu'une réglementation répressive ne pouvait en rien atteindre ce mal quasi incurable, force a été de recourir à l'organisation d'un crédit que l'on voulait effectif et facile. Cette conception, noble en soi, s'est heurtée dans la pratique à de très réelles difficultés. Et les S.I.P. à qui l'on a confié la distribution des prêts agricoles, voient chaque jour augmenter leur incapacité de faire face à tous les besoins.

Quels sont les responsables d'une pareille incurie ? Faut-il

incriminer le législateur qui a donné le jour à une institution critiquable ? Faut-il s'en prendre aux organisateurs ou aux dirigeants qui interprètent mal la volonté du Parlement ou se désintéressent de la question ? Certes oui, pour une part. Et nous comptons l'établir en examinant les déféctuosités de l'organisation administrative, — et celles de l'organisation financière. Mais tout ce que nous dirons concernant ces deux points ne sera dans notre esprit que détail ; à ce titre, nos critiques, pour fondées qu'elles soient, n'emporteront pas une condamnation à mort de l'institution. Que la loi ait omis de fixer par exemple la nature juridique des S.I.P., que cet oubli soit dans certains cas très gênant et que la critique que nous sommes appelés à en faire soit pleinement justifiée, tout cela est relativement de peu de poids, car un texte rectificatif pourrait facilement améliorer l'institution.

Mais nous pensons qu'il y a, et cela est beaucoup plus grave, un vice de conception à confier à l'administration le soin de distribuer du crédit. C'était lancer des fonctionnaires dans des opérations qu'ils n'étaient pas désignés pour faire, c'était les obliger à distribuer des sommes qu'ils ne pourraient pas, le moment venu, faire rembourser, c'était mettre de l'argent à la disposition d'indigènes qui ne sauraient en faire emploi utile, persuadés de n'avoir rien à restituer, c'était en un mot transformer le crédit en assistance, c'était en fait obtenir un résultat diamétralement opposé à celui que l'on recherchait. Nous exposerons, plus dans le détail, cette erreur dans les prétentions de l'administration après avoir résumé l'essentiel des critiques que l'on peut faire à l'organisation tant administrative que financière des S.I.P.

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

La première critique en la matière concernera la pratique de l'inscription d'office des sociétaires. Nous savons qu'en droit tout agriculteur indigène peut faire partie d'une S.I.P. En fait, tout indigène inscrit au rôle des impôts sur les bénéfices des

exploitations agricoles est obligatoirement associé. Et ceci pour deux raisons : d'abord le travail du président est très simplifié et le résultat obtenu beaucoup plus flatteur, ensuite peu de cultivateurs indigènes encore comprennent qu'ils ont besoin d'être aidés ; s'ils étaient laissés libres d'adhérer ou non, la plupart préféreraient s'abstenir. Mais si cette pratique de l'inscription d'office est conforme somme toute à l'intérêt général, il n'en reste pas moins qu'elle est contraire à la loi et que, de plus, elle entraîne certains inconvénients. C'est ainsi que se sont écartés des S.I.P. tous les ouvriers agricoles qui ne paient pas d'impôt sur les bénéfices des exploitations agricoles, — mais que par contre en font partie les fellahs aisés qui pourraient fort bien ou se passer de crédit ou en obtenir par une autre voie. Et comme de plus ces fellahs aisés sont les plus connus et les plus influents, on peut conclure que les S.I.P. ne rendent en général de service qu'à ceux-là mêmes à qui on pouvait faire confiance ailleurs.

A un échelon plus élevé de l'organisation administrative se trouvent les conseils de section, puis le conseil d'administration. Ces différents conseils prêtent à critique dans leur composition. Nous avons dit que les conseils de section n'étaient autres que les djemaas de douar. Cette particularité a conduit à admettre, dans ces conseils de section, des indigènes qui ne font pas partie des S.I.P., car les membres des djemaas ne sont pas forcément tous agriculteurs. De même les conseils d'administration sont composés en fait des caïds sous la présidence de l'administrateur : les présidents des conseils de section n'y ont pas accès. Il y a donc dans les S.I.P. des éléments étrangers qui ne peuvent que contrarier leur fonctionnement et nuire à leur développement. La solution heureuse pour remédier à cet inconvénient a été cherchée dans différents projets du Gouvernement général, mais n'a pas été découverte jusqu'ici.

Si dans les conseils des S.I.P. il se trouve des éléments étrangers et inutiles, en revanche il manque certaines personnalités qui rendraient aux associations les plus grands services : c'est ainsi que la loi n'admet pas aux conseils d'administration la représentation des services de l'Agriculture et de l'Elevage. Elle

ne prévoit pas davantage la présence dans le sein du F.C. du directeur des services économiques au Gouvernement général qui devrait avoir pourtant son mot à dire.

Cependant les S.I.P. se créent dans les communes ; elles ne s'y créent pas partout et cette relative rareté, en même temps qu'elle pourrait constituer un assez bel éloge de l'institution, entraîne pour les indigènes des inégalités choquantes. C'est qu'en effet il n'est pas admis qu'un indigène d'une commune voisine vienne s'associer aux indigènes d'une commune où existe une S.I.P. Par ailleurs, les sociétés fonctionnent de manière très différente suivant les différentes communes. Nous avons déjà signalé qu'en territoire de P.E. les résultats obtenus sont moins importants qu'en territoire de C.M. Mais nous voudrions ici souligner que toute une partie de la population agricole, les éleveurs, sont à peu près abandonnés par les S.I.P. qui ne peuvent rien pour la recherche, l'aménagement, l'entretien des points d'eau, l'amélioration des pâturages, la production et la constitution de réserves fourragères, l'établissement de murs abris, les installations sanitaires, l'amélioration de la race ou les procédés de tonte et de vente.

Même là où les S.I.P. fonctionnent convenablement, les secrétaires dédaignent de tenir les registres des sociétaires, les présidents se soucient peu de l'avis de leur conseil, qu'ils ne réunissent qu'une fois par an en général. Et lorsque le conseil d'administration donne son avis, les S.I.P. sont tellement sous la domination du Gouvernement général que l'ingérence et la tutelle administratives se manifestent jusque dans l'appréciation de la volonté des conseils d'administration. Le conseil d'administration aura-t-il accordé moins de prêts qu'il ne pouvait parce qu'on lui en demandait relativement peu, aussitôt l'administration centrale de s'émouvoir et de provoquer des explications. Le conseil d'administration aura-t-il constaté l'impossibilité de faire rentrer certaines créances, aussitôt le Gouvernement général d'exiger des délibérations supplémentaires. Il y a là vraiment une ingérence très compréhensible, mais qui s'allie mal avec le fait que les S.I.P. ne sont pas des établissements publics, mais bien des établissements d'utilité publique.

A ce sujet il est très curieux de remarquer que, contrairement à ce qui se passe pour les S.I.P., le F.C. est un établissement public. Du point de vue juridique, une pareille anomalie est critiquable, et l'ensemble S.I.P. plus F.C., si difficile à rendre harmonieux dans son fonctionnement, présente l'apparence dans son caractère juridique d'une cote vraiment mal taillée.

Pour terminer sur ce chapitre, soulignons que les textes ne prévoient pas de la part des S.I.P. la création de docks coopératifs, de coopératives de transformation des produits agricoles, ou d'achats de matériel et d'animaux. Ainsi dans des domaines où leur activité pourrait être fructueuse, leurs initiatives sont bornées. Mais cependant l'extensibilité des textes est suffisante pour permettre à certains présidents des pratiques peu recommandables. Voici un administrateur qui voudrait produire du miel dans son jardin ; nonobstant l'article premier de la loi du 14 avril 1893 qui indique que les S.I.P. « ont pour but de permettre par des prêts annuels en nature aux fellahs ou khammès de développer leurs cultures, d'améliorer ou d'augmenter leur outillage et leurs troupeaux », il fera acheter par son conseil d'administration un rucher qu'il appellera « rucher de démonstration ».

ORGANISATION FINANCIÈRE

Sous ce titre nous voudrions exposer quelques-unes des critiques concernant soit les ressources soit les opérations des S.I.P., et le contrôle auquel elles donnent lieu.

Et d'abord les ressources. Les S.I.P. ont comme ressources essentielles les cotisations de leurs membres. Or ces cotisations sont suivant les circonstances nettement insuffisantes pour faire face aux besoins du crédit. C'est d'ailleurs une des raisons qui ont présidé à la création du F.C. Mais de plus ces ressources sont variables suivant les années, car elles sont constituées par un pourcentage de l'impôt sur le bénéfice des exploitations agricoles, impôt de rendement inégal. Ces cotisations qui en

1927 atteignaient en moyenne le chiffre insuffisant de 7 fr. 35 par sociétaire, sont le plus souvent l'objet de réductions et de remises.

Néanmoins on peut les considérer comme adaptées aux facultés contributives de chaque sociétaire. Il n'en allait pas de même lorsque la contribution au F.C. était fixée uniformément, comme ce fut le cas pour l'année 1933, à 6 francs par membre, alors que bien des agriculteurs ne payaient au même moment en moyenne que 2 ou 3 francs pour les S.I.P.

Cette question des cotisations soulève donc un problème d'autant plus grave que la presque totalité des ressources des S.I.P. en dépend ; il faut savoir, en effet, que les fonds libres que peuvent avoir les S.I.P., ne peuvent faire l'objet de placements intéressants et productifs. Ils doivent être obligatoirement déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations où ils ne rapportent qu'un intérêt de 1 %. Si l'on ajoute qu'aucun don ni subvention n'a été enregistré au profit des S.I.P., que les intérêts des prêts couvrent à peine les frais d'administration, il faudra convenir que les S.I.P. constituaient avant le F.C. des établissements de crédit insuffisamment dotés de ressources.

Certes le F.C. pour les mauvaises années a permis de trouver des fonds, d'ailleurs vite employés. Mais n'est-il pas curieux que le F.C. ne puisse avoir à sa disposition immédiate que 5 millions de francs au plus ? (art. 6 de la loi du 19 juillet 1933). Comment le trésorier de cet organisme va-t-il pouvoir encaisser en une fois le montant des emprunts autorisés, montant qui atteint 50 millions ? Pourquoi obliger la conversion des disponibilités qui excèdent 5 millions en Bons de la Défense Nationale, alors que les demandes pressantes des S.I.P. s'élèvent à 40 ou 50 millions ?

Indépendamment des ressources, les opérations des S.I.P. sont aussi critiquables. Mais, considérant que cette question est beaucoup plus importante que les autres, estimant par ailleurs que c'est elle qui nécessite le plus d'attention, nous en avons fait un chapitre spécial que nous traiterons un peu plus loin.

Nous savons que pratiquement les opérations des S.I.P. reposent sur l'activité du trésorier d'une part, du secrétaire d'au-

tre part — ces deux fonctions étant rétribuées — et sur celle du président dont le concours est entièrement gratuit. La rétribution du secrétaire nous semble justifiée lorsque le secrétaire tient véritablement à jour tous les registres qui lui sont confiés. Mais celle du trésorier appelle quelques réflexions. Le trésorier ne s'occupe et n'est responsable que des opérations en espèces; tout ce qui a trait aux opérations en nature est du ressort du président. Or en simple justice il conviendrait d'allouer au président qui assume la plus grosse part du travail et une partie de la responsabilité de gestion, un traitement équitable et pleinement justifié.

Ou alors, ce qui évidemment diminuerait beaucoup les frais de gestion, imposer au secrétaire, comme au trésorier, une collaboration gratuite au fonctionnement des S.I.P. Surcroît de travail qui, s'il n'est pas rémunéré, sera mal fait, dira-t-on ? L'exemple du président permet de penser que pareille réforme ne serait pas accomplie au préjudice des S.I.P.

Si enfin nous considérons la manière dont est assuré le contrôle de la gestion financière, nous découvrons là encore une imperfection. Les comptes des sociétés sont examinés par les commissions départementales qui n'ont qu'une mission de surveillance. Ces commissions paraissent sans qualifié pour constituer des comptaibles en debêt, prononcer des amendes ou requérir l'inscription ou la radiation de l'hypothèque légale sur leurs biens. De même, à défaut d'une disposition réglementaire ou législative, comment exercer un recours contre les décisions rendues ?

Ajoutons que la composition de la commission de surveillance prête à critique. En effet, elle ne peut se réunir aussi souvent qu'il le faudrait, car il n'y a en résidence permanente en Algérie qu'un inspecteur général des Finances, chef de mission. Cet inspecteur fait donc partie des trois commissions algériennes, mais ses occupations nombreuses, ses déplacements fréquents l'empêchent de mener à bien sa mission concernant les S.I.P. Et il ne peut déléguer personne à sa place, car les fonctionnaires mis à sa disposition ne restent jamais longtemps en Algérie.

C'est ainsi que dans leur fonction de dispensatrices de crédit, les S.I.P. prêtent le flanc à de nombreuses critiques. Mais là encore l'institution serait perfectible par l'adoption de textes qui apporteraient les réformes désirables et dont nous étudierons la teneur possible dans notre quatrième partie.

VALEUR DU CRÉDIT DISPENSÉ

Ce qu'il y a de beaucoup plus grave, c'est que le crédit dispensé par les S.I.P. est du mauvais crédit. Nous allons nous expliquer sur ce point capital en étudiant quelques critiques que nous avons conservées pour la fin : *in cauda est venenum*.

Et d'abord remarquons que le crédit organisé par les S.I.P. est imparfait, car c'est uniquement du crédit à court terme. Or l'agriculteur a souvent besoin sinon de crédit à long terme, du moins de crédit à moyen terme. D'autre part la pratique des prêts annuels, remboursables à la rentrée des impôts, fait que les intéressés ne se libèrent jamais, ils empruntent la somme voulue pour les quelques semaines entre le remboursement et les nouveaux prêts. Il serait certainement opportun de faire des prêts pour 2 ou 3 ans, remboursables par moitié ou tiers et à intervalles éloignés (4 ou 5 ans) selon les besoins réels et non pas, comme maintenant, par habitude.

Et ces prêts annuels présentent de plus l'inconvénient de n'être pas assez importants. On a relevé, paraît-il, dans bien des communes, des exemples de présidents de S.I.P. distribuant les disponibilités des sociétés en autant de parts qu'il y avait de sociétaires, ceci dans un but de simplification. C'est ainsi que chacun touchait une somme dérisoire nettement au-dessous ou nettement au-dessus de ses besoins selon les fellahs. Mais même dans le cas très fréquent de présidents soucieux d'assurer la meilleure répartition possible, la modicité des ressources comparée à l'énormité toujours croissante des besoins, a conduit nécessairement à ce que l'on a coutume d'appeler « une poussière de prêts ». Songeons en effet qu'au cours de l'exercice 1930, par exemple, 50.604.952 francs de prêts ont été con-

sentis en espèces ; il y avait 612.477 sociétaires, ce qui réduit les opérations en moyenne à moins de 100 francs par tête. C'est indiscutablement insuffisant. Au même moment les caisses de crédit agricole mutuel, en ce qui concerne les seules opérations à court terme, disposaient de plus de 470 millions pour 29.478 adhérents, ce qui en moyenne dépasse 15.000 francs par tête. La comparaison est accablante et la situation, pour le moment du moins, n'a pas été améliorée par la création du F.C. en qui on avait mis beaucoup d'espoirs. Les ressources que cet organisme a distribuées aux S.I.P. ont été trop souvent employées et divisées, suivant les errements habituels, en une multitude de prêts trop petits pour pouvoir produire les effets escomptés.

Ainsi prêts insuffisants, consentis pour un temps généralement trop court. Nous ne signalerons qu'en passant que l'emploi des fonds prêtés n'est pas et ne peut pas être contrôlé. Si bien que très souvent cet argent liquide sert à éteindre quelque dette criarde ou à faire patienter l'usurier. D'ailleurs l'argent obtenu est de l'argent très cher. Les appuis, les recommandations dont s'entoure l'emprunteur, l'usage établi du bakchich, ont permis à M. Pouyanne d'estimer à 21 % la part de l'emprunt qui revient aux intermédiaires. Cette évaluation, pour exagérée qu'elle soit, n'en est pas moins le reflet des usages profondément ancrés chez nos sujets et la condamnation de la technique employée.

Puis viendra le moment de rembourser. De deux choses l'une : ou l'année aura été bonne, et alors le remboursement pourra s'effectuer, encore que le fellah essaiera de toutes les finesses pour esquiver l'extinction de sa dette. Ou bien l'année aura été déficitaire et l'administration sera obligée d'accorder des prorogations de prêts. Dans les statistiques officielles, ces prorogations ne sont pas indiquées ; non plus que le fait que dans ces mêmes années calamiteuses les cotisations ne sont pas acquittées. Et l'actif social qui augmente obligatoirement dans les « rapports sur les opérations des S.I.P. » n'est qu'un actif virtuel, fictif. La vérité est que, depuis plusieurs années, les S.I.P. ont tout prêté et qu'aucun fonds ne rentre. Ainsi pouvons-nous relever dans le compte rendu d'une séance tenue

en 1934 par le conseil d'administration de la S.I.P. d'une commune mixte du département de Constantine, la phrase suivante : « La situation économique étant sérieusement compromise dans l'ensemble de la commune, les sociétaires dont beaucoup sont ruinés ou sur le point de l'être, ont été dans l'impossibilité depuis bientôt cinq ans de rembourser les prêts consentis par la S.I.P. » Et la véritable cause de cette situation néfaste réside dans le fait que les prêts ont été distribués sans grande prudence. Le crédit n'est pas une chose bonne en soi : les paysans français ont fait la France agricole sans crédit. Et le fait de prêter à un fellah qui n'offre pas de suffisantes garanties, mais qui néanmoins obtient l'avis favorable du conseil de sa section, entraîne un préjudice matériel au détriment de la S.I.P., et une mauvaise interprétation de l'indigène qui assimilera le crédit à la subvention ou au secours.

Si plusieurs mauvaises années se succèdent alors, la prorogation des prêts, si facilement octroyée, ne suffit plus. Et de nombreuses admissions en non valeur seront prononcées. Aussi bien en période de misère, de mévente du blé, quel est l'administrateur qui va poursuivre ses débiteurs ? Il peut à peine faire rentrer l'impôt ; comment pourrait-il s'attaquer utilement à des centaines de fellahs, comment pourrait-il obtenir des tribunaux français une solution rapide ? Car là encore, comme en matière de crédit agricole mutuel, les litiges sont de la compétence des tribunaux français, statuant en matière française. Sur le nombre on pourrait bien trouver quelques emprunteurs susceptibles de s'acquitter de leurs dettes. Mais de la part de l'administrateur, la même règle doit s'appliquer à tous les administrés, et là où une caisse privée pourrait encore trouver quelques sous, l'administration reste bredouille.

Nous sommes loin de la notion saine du crédit, du rôle éducateur et moralisateur que ses organisateurs voulaient lui faire jouer, loin du but social assigné. Et dès que les Pouvoirs publics cesseront de jeter dans ce gouffre des subsides qu'ils ne pourront pas récupérer, ils seront taxés de désintéressement ou d'abandon.

A vrai dire, il faut reconnaître que l'administration n'est

pas faite pour s'occuper de crédit. Dans un souci de générosité et d'égalité elle a conçu le crédit pour tous, alors que l'expérience établit que le crédit doit être réservé à quelques-uns seulement. Et ce qui est démontré dans la généralité des cas, l'est encore plus en ce qui concerne les indigènes d'Algérie.

Si donc, à cet endroit de nos développements, nous essayons de faire le point, force nous est de constater que dans l'organisation du crédit en Algérie l'indigène est quelque peu mal servi. D'un côté il y a des établissements privés dans lesquels le crédit est bien organisé, auxquels certaines réformes relativement faciles apporteraient une amélioration sensible, mais où les indigènes n'ont pas de grandes facilités de crédit. De l'autre côté, il y a des sociétés fonctionnant en fait à la manière d'établissements publics, conçues uniquement pour l'indigène, mais qui dotées de ressources insuffisantes, organisées de façon souvent critiquable, ont révélé en ce qui concerne l'activité quelles consacrent au crédit, une incapacité indiscutable à surmonter les difficultés accumulées par la crise économique et les années de « vaches maigres ». Si nous soulignons une fois de plus que pour l'indigène comme pour le colon la question du crédit est à la base de l'ensemble de la mutualité agricole, si nous rappelons que par ailleurs ce que le crédit perd en étendue, l'usure le rattrape en vigueur, la nécessité d'une réforme du système actuel s'impose de façon pressante. Et cette réforme, pour avoir une utilité définitive, doit être à la fois rapidement obtenue et judicieusement adaptée et aux organismes qui existent déjà et à la mentalité des indigènes qui doivent en bénéficier.

C'est à l'exposé des réformes jugées possibles par des personnalités d'une expérience et d'une générosité éprouvées, que nous allons consacrer la quatrième et dernière partie de nos développements.

QUATRIÈME PARTIE

RÉFORMES

Ainsi la description des institutions, l'énoncé des critiques que l'on peut leur adresser, nous ont amenés à admettre l'opportunité d'une réforme. Cette réforme est non seulement souhaitable, mais souhaitée depuis quelque temps déjà par tous les représentants qualifiés des indigènes. Disons tout de suite que l'accord ne règne pas dans les tendances des différents spécialistes qui ont suggéré des améliorations du système de crédit. Néanmoins une idée tend à prédominer qui nous paraît être conforme à l'utilité générale : c'est l'idée d'un remaniement total qui aboutirait à une espèce de division du travail entre les caisses de crédit agricole mutuel et les S.I.P.

Après avoir signalé, dans un premier chapitre, la possibilité d'une réforme incomplète que nous appellerons partielle, nous définirons la tendance moderne au remaniement total dans un second chapitre à la fin duquel nous essaierons de dégager les modalités nouvelles selon lesquelles le crédit serait dispensé aux indigènes.

UNE RÉFORME PARTIELLE

Vis-à-vis d'une maison qui menace ruine le propriétaire peut avoir deux attitudes différentes : ou bien il fera boucher les fissures et prolongera ainsi pour un temps la vie de son immeuble, ou bien, faisant abattre l'édifice, il le reconstruira avec les mêmes matériaux, mais sur des bases différentes. La

réforme partielle qui fait l'objet de ce chapitre correspond à la première attitude du propriétaire.

En effet puisque l'on a pu faire des critiques aux caisses de crédit agricole mutuel et surtout aux S.I.P., puisque chaque critique a donné lieu à des suggestions d'améliorations, pourquoi ne pas faire aboutir ces différentes suggestions; — et, conservant l'armature actuelle, pourquoi ne pas l'améliorer en lui faisant subir des retouches de détail ? Certes la chose est possible ; elle est même, pour un certain temps, utile. Et s'il advenait que la refonte entière du système soit décidée, il serait très heureux que, dans la période d'attente du nouveau régime, on adoptât la réforme partielle.

Nous avons vu que la plupart des critiques étaient dues à une insuffisance ou à un oubli des lois. La procédure à suivre serait donc l'obtention d'une loi rectificatrice.

Cependant ici encore deux attitudes sont possibles. Ou bien le législateur assumera la charge de tout prévoir et de tout réglementer lui-même et alors on peut aboutir à une loi plus complète que les précédentes mais qui peut-être un jour se révélera, elle aussi, insuffisante. Ou bien, tout en laissant au législateur le soin de décider sur les questions qui lui sont réservées de droit, par exemple sur les questions de compétence judiciaire, on demandera au parlement une loi par laquelle sera autorisée la réglementation par décret. Et cette deuxième solution a le mérite, tout en respectant le principe de la séparation des pouvoirs, de laisser à l'administration compétente la latitude nécessaire pour obtenir rapidement la mise au point au jour le jour des institutions de crédit.

En fait, depuis la loi du 20 décembre 1924, la matière du crédit agricole mutuel est régie par les décrets. En conséquence les caisses de crédit agricole mutuel, qui nous l'avons vu ne font pas l'objet de nombreuses critiques, ne peuvent plus être améliorées que par une loi qui, en ce qui concerne les litiges entre les caisses et les emprunteurs indigènes, attribuera la compétence aux tribunaux français statuant au musulman. Mais cette loi pourrait-elle fixer au surplus des garanties plus complètes pour les caisses, du crédit moins onéreux pour les indi-

gènes illettrés ? Nous ne voyons pas comment elle y parviendrait. Au contraire, signalons-le dès maintenant, dans la réforme générale que nous exposerons plus loin ces deux derniers points sont envisagés et peuvent être résolus.

La question d'une réforme partielle intéresse surtout les S.I.P. Il s'agira de conserver à ces sociétés leur fonction de dispensatrices de crédit et d'améliorer les conditions dans lesquelles elles jouent ce rôle. Ici la loi rectificatrice aura beaucoup de dispositions nouvelles à prévoir pour remédier aux imperfections actuelles. A titre documentaire donnons une énumération, sûrement incomplète, des rectifications qu'il faudrait obtenir :

Fixer nettement le caractère juridique des S.I.P., leur donner la mission supplémentaire de lutter contre les méfaits de l'usure et de l'accaparement, les autoriser à se consentir mutuellement des prêts pouvant aller non pas comme à présent jusqu'au dixième, mais jusqu'au tiers de leurs fonds disponibles, leur permettre de contracter des assurances collectives, d'aménager des docks ou silos magasins, de contribuer au fonctionnement d'écoles professionnelles, de participer en territoire de commandement, où la question est primordiale, à des travaux hydrauliques et dans toute l'Algérie à la création de sociétés coopératives, permettre aux indigènes qui résident dans une commune où ne fonctionne pas de S.I.P. d'adhérer à la société d'une commune voisine, de même admettre comme sociétaires les ouvriers agricoles, les éleveurs, voire les artisans pauvres, adopter de nouvelles conditions de recrutement et de fonctionnement des conseils d'administration et de section : par exemple faire désigner les membres des conseils de section à mains levées par l'assemblée générale des sociétaires de la section, donner une rétribution normale, juste, au président du conseil d'administration, permettre aux S.I.P. de posséder les immeubles nécessaires à leur fonctionnement, admettre ces sociétés à ester en justice devant les juridictions françaises statuant en matière musulmane, autoriser le dépôt de fonds libres dans les banques privées ou le prêt des capitaux à des établissements privés, modifier la composition de la commission de

surveillance de telle manière qu'on puisse la transformer en organe supérieur de coordination pour le département, chargé d'assurer l'unité de direction et de gestion, admettre enfin pour le contrôle des comptes la juridiction des Conseils de Préfecture et de la Cour des Comptes.

Voilà toute une série de réformes qui permettraient une réelle amélioration des S.I.P. Le même résultat serait évidemment atteint par une loi qui, en dehors de quelques rares points, abandonnerait la matière à une réglementation par décret. Nous croyons savoir qu'un projet de loi a été déposé dans ce sens et qu'il est sur le point d'aboutir.

Ainsi nous voyons qu'une réforme partielle présente une incontestable utilité. Mais il convient de souligner que la critique la plus grave que nous ayons reproduite concernant le crédit des S.I.P. a été la suivante : malgré la création du F.C. les S.I.P. n'ont pas assez de ressources, emploient mal ces ressources et ne peuvent faire rembourser leurs prêts.

Une loi rectificatrice pourra-t-elle modifier la mentalité des indigènes qui se dérobent à leur obligation de restituer le montant de leurs emprunts, pourra-t-elle imposer aux administrateurs et aux maires d'innombrables et de très longues poursuites contre les débiteurs qui n'offrent aucune garantie, pourra-t-elle fournir le criterium définitif suivant lequel il conviendra, dans tous les cas, de prêter à tel fellah et de ne pas prêter à tel autre ? Incontestablement non. Elle pourra peut-être découvrir des ressources nouvelles, mais elle ne parviendra pas à en obtenir une utilisation parfaite de la part des S.I.P. C'est que l'administration ou le maire sont des personnalités compétentes tant qu'il s'agit de distribuer des secours à des malheureux, d'organiser une expérience de démonstration, de faire construire un dock à céréales, de faire creuser un puits artésien, voire même de donner des renseignements sur la valeur morale de leurs administrés. Mais dès qu'il s'agit pour eux de jouer le rôle de banquier ils ne peuvent pas se comporter avec tout le succès que connaissent les spécialistes. Ils n'ont dans l'exercice de l'activité que leur impose la présidence des S.I.P. ni la liberté, ni les connaissances techniques, ni le temps nécessaire pour forcer un résultat souvent difficile à obtenir.

UNE RÉFORME GÉNÉRALE

Pour les raisons que nous venons de donner, certaines personnalités de la mutualité algérienne, ont conçu le principe d'une réforme générale, d'une refonte totale. Depuis quelques années cette refonte est envisagée soit aux délégations financières, soit aux conseils généraux, soit dans des articles ou publications signés des noms les plus compétents.

Cependant aucun système précis n'a été élaboré jusqu'à ce jour. Tout le monde est d'accord sur le principe et la nécessité d'une réforme générale, mais personne n'a encore décrit systématiquement l'organisation dont il faudrait doter l'Algérie. Nous ne nous serions sûrement pas proposé de présenter une des manières de résoudre la question si nous n'avions pas eu la chance de bénéficier des remarques judicieuses et de la longue expérience de distingués spécialistes que nous ne saurions trop remercier ici.

Voici le principe de la réforme : nos S.I.P. ont donné satisfaction dans leur rôle de prévoyance et de secours. Mais pour le crédit elles se sont révélées insuffisantes, voire même quelque peu néfastes. Enlevons leur cette fonction de banquier qu'elles ne peuvent remplir. Dispensons les présidents de cette besogne infructueuse qui consiste à donner à chaque fellah 100 francs — ou 150 francs — et demandons leur en échange de déployer une plus grande activité dans d'autres domaines. Sans parler des secours qui ne sont distribués qu'en période de calamité et d'ailleurs à tous les indigènes, membres ou non des S.I.P., ils pourront (et nous reviendrons sur cette question) développer la construction des docks et des silos, s'occuper de l'habitat ou de l'électrification des campagnes, apprendre aux sociétaires ce qu'est l'épargne. Ainsi les S.I.P. ne conserveront plus qu'une série d'attributions, utiles au premier chef, mais beaucoup plus adaptées à leurs possibilités.

Par ailleurs le crédit, et tout le crédit, sera confié aux caisses de crédit agricole mutuel. Est-ce à dire que les S.I.P. s'en désintéresseront complètement ? Assurément non, car elles peu-

vent, étant en réalité sous la dépendance étroite de l'administration, faire bénéficier les caisses de crédit agricole mutuel de certaines facilités et de certains renseignements très utiles.

Ainsi la répartition des tâches sera faite conformément aux données du grand principe de la division du travail. Et le résultat obtenu présentera un certain nombre d'avantages :

— Certains domaines nouveaux seront explorés. Libérée du souci de prêter, l'administration, par l'intermédiaire des S.I.P., pourra se consacrer à des œuvres jusqu'à présent peu entreprises et de façon par trop épisodique ;

— Le crédit sera beaucoup mieux assuré par les seules caisses de crédit agricole mutuel, qui verront leurs opérations augmenter mais s'adapteront facilement à ce surcroît de travail pour lequel elles disposent d'agents spécialisés et expérimentés ;

— L'indigène emprunteur pourra obtenir des prêts beaucoup plus considérables car l'institut de crédit auquel il s'adressera désormais dispose de ressources telles que les prêts à court terme n'ont de maximum que celui imposé par la nature des garanties offertes.

— Enfin et surtout par l'alliance des S.I.P. et des caisses de crédit agricole mutuel on pourra obtenir que les seuls emprunteurs soient les seuls agriculteurs solvables, soient par conséquent les seuls qui pourront offrir des garanties sérieuses. A cette considération s'attache toute une série de conséquences : les prêts seront moins onéreux pour les indigènes et le crédit n'en sera que plus profitable, les prêts seront plus facilement remboursés et nécessiteront de moins nombreuses poursuites en justice et le crédit n'en sera que plus sain et plus fécond, et lorsque le remboursement ne s'effectuera pas de bon gré, les caisses, possédant l'indépendance et le stimulant de l'intérêt privé, sauront ester en justice et faire respecter leurs droits.

Ainsi à ne s'attacher qu'aux considérations générales, cette alliance d'institutions mutualistes donne pleine satisfaction au besoin de crédit des indigènes. D'autre part, elle n'est pas contraire à la volonté des dirigeants des caisses de crédit agricole

mutuel qui se déclarent prêts à admettre cette solution. Le seul écueil possible serait que l'administration jugeât inopportun le rapprochement des fellahs et des colons alors que les S.I.P. constituaient et constituent encore une espèce de champ clos, ou estimât que l'opération de refonte soit d'une trop grande difficulté.

En ce qui concerne le rapprochement des fellahs et des colons nous ne saurions trop affirmer à quel point il peut être recommandable. Dans un article de M. Henri Domelier nous relevons la phrase suivante : « Il n'existe pas en Algérie ni dissentiment entre les deux populations, ni un conflit de races, mais un perpétuel litige entre colons et autochtones. » Comment ne pas être frappé par l'heureux résultat qu'aurait à ce point de vue l'alliance dont nous parlons. Là où il y avait un grave conflit, voici que vont prendre naissance des possibilités d'un rapprochement définitif qui « ferait la soudure intime entre les deux agricultures, gage d'une pacification des esprits par une heureuse confusion des intérêts » (M. Pasquier-Bronde). A un pareil objectif l'administration algérienne ne peut donc faire aucune critique et nous savons que tout au contraire elle est une des premières à apprécier à sa juste valeur le bénéfice que peuvent retirer les indigènes du contact permanent et de l'exemple des colons.

Une seule objection reste donc possible : la refonte est trop difficile et entraîne dans son application trop d'inconvénients. Il faut reconnaître que la réalisation pratique de cette idée d'alliance entre le crédit agricole mutuel et les S.I.P. n'a pas fait l'objet d'un exposé doctrinal. Si bien que nous sommes très mal placés pour apprécier la facilité ou les difficultés que rencontrerait le nouveau crédit. Néanmoins tout porte à croire que l'administration algérienne n'aurait aucune modification, voire même aucune retouche sensible, à apporter aux grandes lignes de sa politique générale en ce qui concerne les indigènes. D'ailleurs le seul point sur lequel l'administration, à juste titre, serait inflexible, est celui de la défense des intérêts des indigènes au sujet desquels elle pratique une bienveillante tutelle. Or le projet d'alliance que nous signalons n'a été inspiré que par le

souci de l'intérêt des indigènes. Il va sans dire que dans ces conditions l'administration ne pourra en bonne logique aucunement se désintéresser de la question ou s'opposer à une réalisation quelconque dans ce sens.

Au reste dans la tentative que nous faisons ci-dessous d'un exposé constructif nous ne pensons pas présenter une seule suggestion contraire aux tendances de la direction des affaires indigènes au gouvernement général de l'Algérie.

Le crédit aux indigènes est donc confié aux seules caisses de crédit agricole mutuel. Pour participer aux avantages de la mutualité les indigènes sociétaires seront admis dans les locales ordinaires ou alors groupés en locales spéciales pour le cas où les douars des intéressés seraient trop éloignés d'un centre européen, siège social de la locale la plus voisine. De toutes façons il faut éviter à l'indigène un trop grand déplacement, des frais trop élevés pour percevoir le montant de son emprunt.

Ne pourront emprunter que les sociétaires, c'est-à-dire les indigènes qui auront souscrit et acquitté une part, par exemple une part de 100 francs. Mais n'est-ce pas là réserver le crédit aux seuls fellahs aisés ? N'est-ce pas là faire une sélection arbitraire et injuste ? Nous ne le pensons pas, au contraire, nous estimons que c'est faire du vrai crédit car le « crédit doit être réservé aux individualités d'élite susceptibles de l'utiliser à des fins d'enrichissement. » (Pasquier-Bronde.)

Vis-à-vis de ces sociétaires les caisses de crédit agricole mutuel se comporteront exactement comme dans leurs relations avec les colons. Elles leur consentiront suivant les cas du crédit à court ou à moyen terme. Cependant les litiges concernant les indigènes seront portés devant les juridictions françaises statuant en matière musulmane. D'autre part, et c'est là l'innovation principale, les garanties fournies par les fellahs seront doublées par des garanties fournies par les S.I.P. Ainsi toutes les critiques que nous avons trouvées à faire concernant le fonctionnement des caisses de crédit agricole mutuel disparaissent. Le crédit fourni aux fellahs sera du crédit régulier de la part des caisses qui disposeront des garanties suffisantes et d'une procédure expéditive.

La grosse question est de savoir comment les S.I.P. pourront compléter les garanties offertes par les emprunteurs. Il nous semble qu'un premier procédé consisterait à imposer aux présidents des S.I.P. l'obligation d'établir à propos de chaque adhérent aux caisses de crédit une fiche signalétique où les caisses de crédit pourraient puiser les renseignements concernant la moralité, la valeur des terres, l'état de la propriété, le degré d'endettement, ou autres caractéristiques essentielles de l'emprunteur. Ces fiches obligatoires auraient une grosse utilité ; par ailleurs l'administrateur de commune mixte pourrait à ce qu'il nous semble, les dresser de façon convenable sans trop de difficultés.

Les S.I.P. pourront d'autre part compléter les garanties qu'offrent leurs membres par une collaboration financière. D'abord on peut concevoir que les S.I.P. s'engagent à payer autant de parts de sociétaires qu'en auront souscrites leurs membres, ceci doublerait le capital versé. De plus les S.I.P. pourraient prendre à leur charge sinon le cautionnement des emprunteurs, du moins une partie de ce cautionnement ; elles consacraient à cet effet un fonds de réserve qui servirait de gage aux caisses de crédit agricole mutuel.

Enfin les S.I.P. peuvent favoriser davantage le crédit en créant partout où il sera possible des docks silos. Cette politique de docks silos est une des plus importantes pour l'agriculture indigène. En effet les docks permettent le warrantage et un warrantage facile, bien organisé, est de nature à fournir aux caisses de crédit des garanties suffisantes.

Par ailleurs le dock silo peut permettre aux fellahs de valoriser d'une manière appréciable leur récolte. Il suffirait que le dock put acheter au prix du cours au moment de la récolte, vendre aux meilleurs prix dans un délai plus ou moins long, et répartir par la suite les bénéfices réalisés entre les fellahs intéressés. « Un stockage méthodique dans la production céréaliste indigène permettrait à celle-ci de ramener à elle chaque année quelques dizaines de millions de superbénéfice. Il y aurait là valorisation de la récolte indigène. » (Pasquier-Bronde.)

De plus, et puisque nous sommes en terrain d'alliance, les S.I.P. pourraient admettre dans leurs docks les récoltes des colons avoisinants qui, moyennant juste rétribution, pourraient ainsi profiter des organismes indigènes. Ce serait obtenir une entr'aide remarquable entre des institutions qui jusqu'à aujourd'hui sont restées dans un isolement complet les unes par rapport aux autres. Ce serait concevoir la mutualité sur un nouveau plan et nous ne pensons pas qu'il y ait à cela une seule objection possible.

Mais les S.I.P., en abandonnant leur rôle d'institut de crédit n'auraient plus besoin de certains organismes : ainsi les commissions de surveillance, ainsi le F.C. Cependant nous pensons que ces organismes pourraient être utilisés à des fins différentes.

En incorporant aux commissions de surveillance quelques éléments nouveaux, entre autres un représentant des caisses de crédit agricole mutuel et un représentant du service de l'agriculture, on pourrait confier à ces commissions le soin d'assurer dans le département, par des inspections ou par une surveillance à organiser, l'unité d'application du nouveau statut des S.I.P. Elles préciseraient à chaque président de S.I.P. le degré de sévérité qu'il aurait à avoir dans l'établissement de ses fiches, elles donneraient aux différentes caisses régionales leur opinion sur l'ensemble des opérations effectuées, elles seraient un organisme de coordination.

Quant au F.C. son existence n'en resterait pas moins fort utile mais il y aurait lieu de transformer sa nature et de lui assigner une mission nouvelle en rapport avec la réforme envisagée pour les S.I.P. et la politique à instaurer en vue de généraliser les docks silos. Le F.C. interviendrait pour renforcer les garanties offertes par les S.I.P. aux caisses locales, pour les opérations de crédit, notamment en ce qui concerne les S.I.P. de création récente dépourvues d'actif important ou de réserves.

D'autre part il avancerait aux S.I.P. les capitaux qui leur manqueraient pour réaliser rapidement leur programme de dock silo.

Enfin en cas de calamités graves, le F.C. interviendrait pour renflouer les S.I.P. désemparées.

Les S.I.P. elles-mêmes qui seraient désormais des établissements publics en dehors de l'action que nous avons indiquée en matière de crédit ; en dehors de leur rôle de sociétés de secours qu'elles conservent, en dehors de la politique de construction de dock-silos, pourraient peut-être aussi être utilisées comme moyen d'éducation et entreprendre un jour la belle mission qui consisterait à faire naître la notion de l'épargne chez le fellah. L'épargne serait organisée au profit des membres de ces sociétés et on affecterait à cette fin : les intérêts provenant des parts souscrites aux caisses de crédit agricole mutuel, une part des bénéfices réalisés par l'organisation des docks ou par les coopératives nées de l'initiative des S.I.P., les intérêts des fonds libres qui pourraient être placés ailleurs qu'à la caisse des dépôts et consignations.

CONCLUSION

Nous voici parvenus au terme de notre travail. Nous avons essayé de démontrer que dans un milieu, préparé héréditairement aux initiatives mutualistes, la France colonisatrice a adapté de nombreuses institutions aux besoins spéciaux des indigènes. Nous avons souligné que dans l'édifice de la mutualité agricole le problème du crédit était la clef de voûte, et nous avons constaté que malgré son extrême importance, l'organisation du crédit prêtait à critiques. Et cette particularité nous a paru suffisamment alarmante pour que nous tentions de dégager dans la faible mesure de nos moyens, les principes d'une réforme salutaire.

On oublie trop de nos jours, nous semble-t-il, que l'Algérie du troisième et quatrième siècle après Jésus-Christ, celle qui vécut la décadence de la puissance romaine, était autre chose que le pays des donatistes et des circoncellions. Peut-être ne songe-t-on pas assez que cette Algérie, si forte et si prospère encore mais qui devait un siècle plus tard être la proie si facile des Vandales, puis des Byzantins, présentait des particularités beaucoup plus inquiétantes pour Rome, que les querelles religieuses. Et nous voulons parler de la formation d'un nombreux prolétariat agricole. Les révoltes des barbares, l'insécurité, l'épuisement des terres auxquelles on avait peut être trop demandé sans leur fournir des engrais pour réparer leurs pertes, des calamités qui survinrent presque coup sur coup, sécheresses, épidémies, tremblements de terre, réduisirent les petits propriétaires à la gêne ou à la misère. Comme il n'existait pas alors d'institution de crédit ils ne purent surmonter ces crises

et constituèrent un élément de population flottante et misérable, prêt à s'emporter au moindre souffle de révolte.

Nous savons à quel point Rome nous a donné souvent de trompeuses et fallacieuses leçons. Que son exemple cependant nous soit un avertissement de ce que sur notre terre nord-africaine la question agricole comporte de conséquences. De l'Algérie en particulier nous pouvons dire, en adaptant aux conditions présentes une vieille formule des physiocrates, pauvres paysans, pauvre colonie, pauvre colonie, pauvre empire.

Nous savons quelle est la puissance bienfaisante d'un crédit bien organisé sur les destinées agricoles d'un pays. C'est pourquoi en présence des nombreuses difficultés que traverse l'agriculture indigène en Algérie, nous avons songé à une réorganisation du crédit agricole, de façon à obtenir des institutions mieux adaptées aux besoins des indigènes.

Nous avons exposé dans notre quatrième partie un système suivant lequel les fellahs aisés trouveraient le crédit qu'ils méritent de par leur situation acquise. Quant aux autres, nous avons la conviction que ce serait leur rendre un très grand service que de les empêcher d'emprunter.

Prêter à quelqu'un dont l'insolvabilité est démontrée, c'est entretenir chez lui une tentation néfaste. Généraliser la mesure, c'est implanter dans la masse une notion du crédit qui ne peut être que fatale aux œuvres nées de l'idée saine et féconde du crédit rationnel.

Est-ce à dire qu'il fallait abandonner à son sort la classe la plus déshéritée ? Certainement non. Les bienfaits de la mutualité lui sont tous accessibles en dehors de ceux qui dérivent du crédit et si la situation économique est calamiteuse, les secours non remboursables doivent lui être réservés. Ces secours lui viendront de la S.I.P., du F. C., et même si c'est nécessaire des budgets des communes, départements ou colonie.

Pendant cette même période difficile, les affiliés aux caisses locales, cautionnés par leur S.I.P., n'attendent leur salut que de la gamme des crédits (court, moyen ou long terme) mis à leur disposition sur des bases identiques à celles qui sont consenties aux européens, toutes choses égales d'ailleurs.

Ainsi la façon pour nos indigènes de bénéficier de la mutualité variera selon leur situation sociale. Non pas pour respecter ou consacrer une injustice, mais pour permettre aux œuvres créées à leur intention de vivre, de prospérer et d'atteindre les buts utiles envisagés. Le succès final paraît dépendre étroitement de la distinction que nous avons opérée entre les sociétaires des S.I.P. : ayons le courage de la mettre en pratique pour le plus grand bien des intéressés.

Par ailleurs l'adoption de nos conclusions ferait tomber complètement, et définitivement, une barrière qui sépare actuellement dans une mesure qui a été précisée plus haut, européens et indigènes sur le plan du crédit mutuel agricole, barrière âprement dénoncée ces temps-ci par l'élite indigène, tant dans la presse que dans les diverses assemblées algériennes.

Une barrière de moins, c'est beaucoup.

Supprimons-la vite ; ce sera un point où colons et fellahs pourront se tendre une main loyale pour continuer en pleine réussite leur collaboration féconde dans le cadre du travail.

Peut-être sera-ce de cette modeste origine que partira le chemin qui conduira à la fraternité sur la terre d'Algérie.

Vu et approuvé, le 8 avril 1935 :

Le Président de Thèse,

René MAUNIER.

Vu : *Le Doyen,*

E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES DIVERS

- ARRIPE (P.). — Des sociétés de prévoyance, de secours, et de prêts mutuels d'Algérie, 1930.
- AUGÉ-LARIBÉ. — Syndicats et coopératives agricoles, 1926.
- BERNARD (A.). — L'Algérie (Alcan), 1931.
- BERTHAULT. — La colonisation en Algérie.
- BERTHELEMY. — Traité élémentaire de droit administratif.
- BOISSON. — Les sociétés de secours mutuels dans l'agriculture, 1901.
- BORIE. — Le métayage et la colonisation agricole au Tonkin, 1906.
- BOYER-BANSE. — La coopération agricole en Algérie (publication du gouvernement général, direction de l'agriculture), 1930.
- BOYER-BANSE. — Le crédit agricole et la colonisation en Algérie, 1927.
- BOYER-BANSE. — La propriété indigène dans l'arrondissement d'Orléansville.
- CARDONNE et RABOT. — La colonisation dans l'Ouest Oranais, Alger, 1930.
- CHAMP (A.). — Les communes mixtes d'Algérie.
- DEMONTÉS (V.). — L'Algérie agricole, 1930.
- DEMONTÉS (V.). — L'Algérie économique : le sol, le climat, les irrigations.
- DEPONT (O.). — Mutualité coloniale. Mutualité musulmane, 1906.
- DEPONT et COPPOLANI. — Les confréries religieuses en Algérie.
- DESCHAMPS (A.). — Les caractères juridiques fondamentaux de la mutualité, 1911.
- EL-BOKHARI. — Traditions islamiques (traduction Houdas).
- FEKAR-BEN-ALI. — L'usure en droit musulman et ses conséquences pratiques, 1908.
- GAUDEFROY-DEMOMBINES. — Les institutions musulmanes.
- GAUTIER (E.-F.). — L'évolution de l'Algérie de 1830 à 1930 (cahiers du centenaire de l'Algérie).
- GAUTIER (E.-F.). — Un siècle de colonisation.
- GIDE (Ch.). — Le coopératisme.

- GIDE (Ch.). — Les associations coopératives agricoles (cours au collège de France).
- GIRAULT. — Législation coloniale.
- GOUJARD (E.). — Les assurances mutuelles agricoles en France (Rouen, 1904).
- GOURGEOT. — Les sept plaies de l'Algérie.
- GSELL, MARÇAIS et YVER. — Histoire d'Algérie.
- HARDY (G.). — Nos grands problèmes coloniaux.
- HAURIOU. — Principes de droit administratif.
- HOFFHERR et MORIS. — Revenu et niveau de la vie indigène au Maroc (et voir l'article de M. de Lacharrière sur le Bulletin du comité de l'Afrique française du mois de juillet 1934).
- JAIS. — La Banque de l'Algérie et le Crédit agricole.
- JARRE. — Le problème de l'élevage ovin et la coopération, 1934.
- LARCHER. — Traité de législation algérienne, 1923, tome I.
- LECOQ. — Les sociétés indigènes de prévoyance, de secours, et de prêts mutuels des communes d'Algérie, 1903.
- LEPINE. — La mutualité, ses principes, ses bases véritables.
- LEVY-ULLMANN. — La mutualité.
- LEYGUE (G.). — Les caisses de crédit agricole mutuel en Algérie.
- MAHOMET. — Le Coran (traduction Kasimirski).
- MASSÉ (H.). — L'Islam.
- MAUNIER. — La construction collective de la maison en Kabylie. Etude sur la coopération économique chez les Berbères.
- MAUNIER. — Sociologie coloniale.
- MILLIOT. — L'association agricole chez les musulmans du Maghreb, 1910.
- MORARD. — Le crédit agricole à court terme en Algérie.
- PASQUIER-BRONDE. — Le problème de la cité algérienne (1933).
- PASQUIER-BRONDE. — La maison de l'agriculture algérienne au service du pays, 1934.
- PASQUIER-BRONDE. — Les associations agricoles en Algérie, 1911.
- POUYANNE. — La propriété foncière en Algérie.
- PRINCESSE NHU MAY D'ANNAM. — Etat actuel des principales institutions mutualistes et coopératives en Algérie (publication du gouvernement général), 1929.
- RECTENWALD. — Le contrat de Khammessat dans l'Afrique du Nord.
- RICHARDOT (E.). — Notes sur la Touiza.
- RICHON (Ch.). — La production coloniale et le crédit.
- RIVIÈRE. — Précis de législation marocaine.
- RIVIÈRE et LECOQ. — Traité pratique d'agriculture pour le Nord de l'Algérie, 1914.
- ROLLAND. — L'agriculture indigène et l'évolution du petit fellah par les sociétés de culture (publication du gouvernement général, 1919).

- ROLLAND (L.). — Précis de droit administratif.
- ROSIER (R.). — Les sociétés indigènes agricoles de prévoyance au Maroc, 1925.
- S'ALPHATI. — Le crédit agricole mutuel en Algérie, 1924.
- SARRAUT (A.). — La mise en valeur des colonies françaises.
- SAURIN. — Les contrats de culture indigènes en Tunisie.
- TRUCHY. — Cours d'économie politique.
- VALLET. — Mutuelles-labours. Etude sur la création de sociétés d'assurances mutuelles agricoles en Algérie (Constantine, 1904).
- VAN VOLLENHOVEN. — Essai sur le fellah algérien, 1903.
- VIGNON (L.). — La France en Algérie, 1888.
- VIGNON (L.). — Un programme de politique coloniale. Les questions indigènes.
- VILLOT. — Mœurs, coutumes et institutions des indigènes de l'Algérie, 1888.
- ZEYS. — Droit musulman.

II. — PUBLICATIONS ET ARTICLES

- Annuaire satistique de l'Algérie.
- BOURLIER. — Rapport au code annoté de l'Algérie (page 957).
- BOUTHOU (G.). — La situation en Tunisie (L'Illustration du 5 janvier 1935).
- Bulletin du comité de l'Afrique française (notamment numéro du mois d'août 1931).
- La caisse régionale de crédit agricole mutuel d'Alger (Alger, 1930).
- CARDE. — Exposé de la situation générale de l'Algérie (1933).
- CARDE. — Discours prononcé le 26 janvier 1931 à la séance d'ouverture du conseil supérieur du gouvernement général et inséré au bulletin de l'Office du Gouvernement général de l'Algérie (février 1931).
- Compte-rendu du XVIII^e congrès national de la mutualité agricole tenu à Alger du 31 mars au 3 avril 1930 (« L'Emancipatrice », 1930).
- Congrès du perfectionnement de l'agriculture indigène tenu à l'Exposition Coloniale Internationale (mai, novembre 1931).
- DEMAISON. — En Tunisie. La revanche de Carthage (Revue des deux mondes du 15 octobre 1934).
- Documents statistiques sur le commerce de l'Algérie.
- ESTOUBLON et LEFÉBURE. — Les textes d'Algérie.
- GAUTHIER (E.-F.). — Menaces sur l'Afrique (Revue de Paris du 1^{er} septembre 1934).
- GEISMAR. — Que sont et que veulent les sociétés indigènes de prévoyance (« L'éducation africaine », d'avril-juin 1934).

Grand annuaire général de l'Algérie, Tunisie, Maroc.

Guide pratique pour la création et l'administration des caisses de crédit agricole mutuel (publication du ministère de l'agriculture), 1908.

Journal officiel de la République Française.

Journal officiel de l'Algérie.

Législation relative au crédit mutuel et à la coopération agricole en Algérie (1932).

PASQUIER-BRONDE. — La maison de l'agriculture algérienne et la politique indigène (« L'Algérie agricole et viticole », du 23 janvier 1935).

PEYRE (A. de). — La prévoyance en Algérie (Revue politique et parlementaire, 1905).

Procès-verbaux des délibérations des assemblées algériennes.

Publications du gouvernement général.

Quelques aspects de la vie sociale et de l'administration des indigènes d'Algérie (1922).

L'assistance en Algérie.

Rapports sur les opérations des Sociétés Indigènes de Prévoyance d'Algérie.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	
<i>Chapitre premier</i>	7
<i>Chapitre deuxième</i>	12
PREMIÈRE PARTIE. — CE QUI EXISTAIT CHEZ LES INDIGÈNES..	25
<i>Chapitre premier. — La mutualité dans le droit musulman</i>	25
<i>Chapitre deuxième. — Les réalisations indigènes en matière de mutualité agricole</i>	32
Associations agricoles.....	34
Les silos.....	39
La touïza.....	42
DEUXIÈME PARTIE. — CE QUE LA FRANCE A RÉALISÉ.....	51
<i>Chapitre premier. — Organisations indigènes</i>	51
Mutuelles labours.....	52
Djemaat-el-Felaha	56
Sociétés indigènes de prévoyance et Fonds commun	63
<i>Chapitre deuxième. — Organisations mixtes</i>	87
Assurances mutuelles.....	89
Les coopératives.....	91
Crédit agricole mutuel.....	98

	Pages
TROISIÈME PARTIE. — CRITIQUES.....	117
QUATRIÈME PARTIE. — RÉFORMES.....	139
Une réforme partielle.....	139
Une réforme générale.....	143
CONCLUSION	150
BIBLIOGRAPHIE	153
